

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12432 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Laurens

JEUDI 17 JANVIER 1985

L'élection de M. Tancredo Neves à la présidence du Brésil

Les dictatures meurent aussi

Il arrive qu'on enregistre de nouvelles. L'élection de M. Tancredo Neves à la présidence du Brésil en est une, même si la victoire de cet opposant de tous jours aux militaires est due non au suffrage universel mais à une élection au second degré. Nul ne peut contester, de toute manière, que M. Neves incarne les espoirs et les aspirations d'une grande majorité des Brésiliens, lassés par l'autoritarisme et le nationalisme rétrograde d'une élite de généraux finalement incapables de gérer le pays.

L'arrivée de M. Neves ne signifie pas, loin de là, que les problèmes du Brésil vont s'évanouir demain, comme par miracle. Beaucoup est à refaire chez le « géant » de l'Amérique latine, considérablement endetté du fait de l'irresponsabilité de ses anciens dirigeants et obligé aujourd'hui d'appliquer une politique d'austérité dont les plus défavorisés font les frais. Mais au moins les Brésiliens auront-ils désormais quelque chance de mieux maîtriser leur destin et de ne plus supporter la charge d'autoritarisme qui s'était abattue sur eux il y a vingt ans.

Ces derniers mois, décidément, auront été bénéfiques pour l'Amérique latine, puisqu'ils auront permis d'enregistrer la chute de deux autres dictatures militaires : celle des généraux argentins, définitivement déconsidérés par la débâcle des Malouines, et celle des militaires uruguayens, obligés eux aussi de remettre le pouvoir aux civils après avoir conduit le pays au bord de la faillite. Si l'on fait exception du Paraguay du général Stroessner - et c'est bien un cas particulier sur le continent latino-américain - le Chili reste aujourd'hui le seul pays de la région dirigé par les militaires. Jouant des divisions de son opposant, le général Pinochet a réussi jusqu'à présent à surmonter la campagne de protestation contre son régime lancée en 1984, mais il va se retrouver encore plus isolé, d'autant plus qu'on commence à se demander sérieusement à Washington s'il n'est pas temps de se désolidariser d'un aussi encombrant allié.

Quel qu'on ait pu en penser, force est donc de constater que pour aussi vilaines et sanglantes qu'elles soient, les dictatures militaires finissent un jour par mourir parce qu'elles sont imposées par des hommes à l'esprit simpliste, sans autre projet que répressif, souvent seuls, incapables de gérer une économie libre. Ces leaders conduisent inégalement leurs pays à la banqueroute et se retrouvent finalement fichés par ceux dont ils prétendaient défendre les intérêts.

Le contraste est frappant avec le cas d'autres pays soumis à des régimes autoritaires, c'est-à-dire les pays socialistes. Là, les peuples n'ont guère de chances d'échapper à la « sollicitude » du parti unique et de ses différents bras séculiers. Le « grand frère » veille sur son empire et n'hésite pas à intervenir lorsqu'une parcelle menace de le quitter. En fait, pas un pays n'a pu sortir du bloc soviétique depuis la deuxième guerre mondiale ; celui-ci s'est même agrandi, quitte à noyer dans le sang ou à étouffer par la force toute velléité d'indépendance. Les dirigeants peuvent bien disparaître, le système subsiste en place les déplaçant tellement et est si perfectionné qu'il se perpétue sans mal puisqu'il a éliminé, d'une manière infiniment plus radicale que les dictatures militaires, toutes ses contradictions.

Constater ce fait ne constitue pas une excuse à l'existence de régimes militaires. Bien au contraire, puisque ces derniers sont la honte des démocraties qui les tolèrent et des démocrates qui s'y résignent. Mais la lutte contre les généraux dictateurs ne doit pas faire oublier les peuples condamnés à perpétuité aux « lendemains radieux ».

« La reprise de la croissance est une question de survie » nous déclare le nouveau chef de l'Etat

M. Tancredo Neves, âgé de soixante-quatre ans, un opposant modéré au régime militaire qui a duré vingt et un ans au Brésil, a été élu le mardi 15 janvier à Brasilia président de la République par un collège électoral restreint.

M. Tancredo Neves, vieux routier de la politique brésilienne, bénéficiait du soutien des dirigeants de l'opposition et des voix des dissidents du parti gouvernemental, dont le candidat, M. Paulo Maluf, ancien gouverneur de São Paulo, a essuyé une sévère défaite. M. Neves a en effet obtenu une très large majorité (480 voix contre 180 à son concurrent).

De notre correspondant

Brasilia. - Nationalisme, réformisme, apôtre de la conciliation et se réclamant du libéralisme - « *meine id est surmonter* », tel est le portrait que M. Tancredo Neves fait de lui-même dans l'interview qu'il a accordée au *Monde*, à l'occasion de son élection.

« Votre élection met fin à vingt et un ans de régime militaire, comment jugez-vous ces années écoulées ? »

« Elles appartiennent à l'histoire, qui se chargera de les juger. Comme homme politique et comme

Brésiliens, mon jugement - il pourra être révisé par la postérité - c'est que notre pays, incontestablement, s'est modernisé, il a agrandi son parc industriel, fait des conquêtes considérables dans des domaines comme les transports, les communications, l'énergie nucléaire, l'électronique... Il a beaucoup avancé dans les réalisations matérielles, mais à un coût très élevé pour la population.

Propos recueillis par CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 3.)

LE RETRAIT DU LIBAN

Un exercice périlleux pour Israël

De notre correspondant

Jérusalem. - Il est rarement facile de terminer une guerre. Maintenant qu'Israël a pris sa décision de quitter le Liban, le plus dur reste à faire. Faute de pouvoir partir en beauté - un rêve depuis longtemps évanoui - l'Etat hébreu va tenter de limiter les dégâts. Car nul ne doute ici que ce retrait en trois étapes sera un exercice périlleux.

Las d'un conflit où l'armée s'écroule en vain et s'abîme le moral, l'état-major israélien souhaitait ardemment hâter l'évacuation du Liban. Il a donc tout lieu d'être satisfait de la décision prise. Pourtant, nul ne prétend dans les milieux militaires qu'un repli unilatéral soit une solution confortable. Ce n'est, compte tenu des circonstances, qu'un moindre mal.

Stratégiquement parlant, l'idée-force du « plan Rabin » - concocté par les généraux - est de réduire au plus vite les pertes en vies humaines sans mettre en péril la sécurité de la Galilée. Une armée sur le départ a encore moins de raisons d'exposer ses soldats. Quitter la région côtière au sud de Saida constitue l'objectif immédiat puisque c'est tout à la fois la zone militairement la moins utile et la plus dangereuse.

Environ trois mille soldats servent dans le secteur occidental qui sera évacué dans cinq semaines. Le gros des troupes stationne plus au sud et surtout à l'est. La première phase du repli n'entraînera donc pas une réduction spectaculaire des effectifs mobilisés au Liban. Tout au plus évitera-t-elle à quelques centaines de réservistes de reprendre du service au pays du Cédre (l'officier tué lundi par une charge explosive était lieutenant de réserve).

D'un coup, la population sous contrôle israélien passera grosso modo de huit cent mille à trois cent cinquante mille âmes. Autant d'ennemis potentiels désormais tenus à distance. Depuis de longs mois, la ville de Saida - en grande majorité de confession sunnite - n'était plus un problème majeur pour les Israéliens. Retirés sur les hauteurs alentour, ils se contentaient d'y parer de temps à autre en laissant leurs alliés de l'armée du Liban du Sud (ALS) faire la police.

En revanche, les faubourgs chiites et les villes côtières entre Saida et Tyr sont des foyers hostiles. S'en

éloigner définitivement permettra, comme disent ici les militaires, de « réduire les points de friction ». Une fois repliée sur sa nouvelle ligne de défense, l'armée israélienne sera moins dispersée, plus mobile et en meilleure posture, estime-t-on à Jérusalem, pour lancer des actions ponctuelles en cas de besoin, c'est-à-dire, selon M. Rabin, dans l'unique hypothèse où « les terroristes remettraient en place une infrastructure militaire ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 5.)

La baisse du pouvoir d'achat

En 1984, le salaire horaire a augmenté moins vite que l'inflation

La politique de rigueur du gouvernement continue de porter ses fruits dans le domaine salarial : en 1984, la hausse du taux de salaire horaire ouvrier va connaître une décélération record et être inférieure à l'inflation pour la première fois depuis 1958.

Les résultats provisoires de l'enquête trimestrielle du ministère du travail sur les conditions d'emploi et d'activité de la main-d'œuvre ne devaient être connus que dans la première quinzaine de février. Mais déjà le ministère, à partir de prévisions fondées sur les accords salariaux, fait état d'une augmentation du taux de salaire horaire de 1,5 % au quatrième trimestre 1984 après 1 % au troisième, 2 % au deuxième et 1,5 % au premier. Ainsi la hausse annuelle en glissement devrait être de l'ordre de 6 %. A la direction de la prévision, on table sur une hausse au quatrième trimestre située entre 1,5 % et 1,7 %, soit un glissement sur l'année de 6,3 %. Moins que l'inflation.

Il ne s'agit encore que de prévisions, mais elles ont le mérite d'inté-

grer un certain dérapage salarial - tenant compte d'un éventuel « rattrapage » à la fin de 1984 - puisque la plupart des conventions et recommandations salariales prévoyaient « une programmation annuelle des hausses de rémunération sur une base de 5 % en niveau ».

Ce qui apparaît au regard de ce premier bilan salarial de 1984, c'est que les entreprises, surtout moyennes (les grandes n'ayant bien souvent pas conclu d'accords, même généralement dans le secteur nationalisé), ont fait parfois preuve d'innovation pour accompagner la rigueur. Elles ont aussi accordé une importance accrue aux hausses individualisées de rémunérations et aux primes (ces dernières n'étant pas prises en compte dans le calcul du taux de salaire horaire). Trois exemples parmi d'autres montrent cet intérêt accru pour une individualisation pronée, au grand dam des syndicats, par le CNPF dans ses recommandations 1985.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 21.)

Le plan câble en suspens

La perspective de nouvelles télévisions hertziennes relance le débat

Le débat sur les télévisions privées ne fait pas l'affaire de l'industrie française. La mission de trois mois confiée par le premier ministre à M. Jean-Denis Bredin sur les conditions de l'ouverture de l'espace hertzien (*le Monde* du 16 janvier) va repousser d'autant la mise en œuvre du plan câble. Les municipalités vont, en effet, selon toute logique, en attendre les conclusions pour signer éventuellement les conventions avec les PTT.

Le grand pari industriel de vidéo-communications par fibre optique, défini en 1982, se trouve suspendu aux incertitudes d'un débat ambigu sur les libertés, alors même que nos concurrents étrangers mettent les bouchées doubles. La Bundespost a décidé d'investir 3 milliards de francs par an dans un plan de câblage de la RFA, qui devrait raccorder 7,5 millions de foyers en 1987. Deux usines de fibres optiques s'y bâtissent.

JEAN-FRANÇOIS LACAN et ERIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 23.)

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU PCF

La direction fortement contestée à la base

L'état de la discussion, au sein du Parti communiste, sur le projet de résolution soumis à l'examen des militants en vue du vingt-cinquième congrès, qui doit se réunir du 6 au 10 février, a amené la direction du parti à intervenir publiquement, le mardi 15 janvier, pour mettre de nouveau en garde les communistes contre les pressions extérieures qui s'exercent sur eux.

De premières informations ayant filtré sur les votes des conférences de section, révélant que les positions de la direction se heurtent à des résistances plus fortes que prévu, le bureau politique a adopté le texte d'un communiqué faisant état de

l'« approbation massive » dont bénéficie, « en règle générale », le projet de résolution.

Le bureau politique réunit, dans la même réputation, les informations relatives au débat préparant le congrès et les suites de l'affaire « Jean Fabien », à propos de laquelle certains journaux ont mis en cause la direction du parti (*le Monde* du 15 janvier). La presse est ainsi accusée, globalement, de se livrer à des « opérations d'intoxication ».

Il s'agit, pour les dirigeants du PCF, d'enrayer le risque de contagion des comportements d'opposition (vote contre ou abstention) enregistrés dans certaines sections.

Cette parade peut se révéler efficace, comme en témoigne l'attitude du fils de Waldeck Rochet, M. Guy Rochet, qui proteste, mercredi, dans *l'Humanité*, contre la publicité donnée à son vote lors de la conférence de section de Sartrouville, dans les Yvelines. M. Rochet avait en effet voté contre le projet de résolution. Considérant que le nom qu'il porte est abusivement « utilisé », le fils de l'ancien secrétaire général du PCF indique qu'il « reconsidère » son vote.

La crainte de justifier l'accusation de faire le jeu des adversaires du parti en communiquant à l'extérieur les péripéties du débat interne à tous les niveaux de l'organisation est très répandue chez les communistes. Il est donc difficile de se faire une idée complète et précise de la situation. Les informations que l'on peut réunir sur les conférences de section qui se sont tenues au cours des deux derniers week-ends (la majorité d'entre elles étant prévues pour le week-end prochain) sont donc partielles et parfois imprécises. Des indications que nous avons pu recueillir à diverses sources, il res-

sort néanmoins que le projet de résolution n'a pas obtenu la majorité des votes dans une série de conférences de section où les abstentions et parfois les votes contre ont été nombreux.

Cela a été le cas dans les sections de Bastia-Nord, Mont-de-Marsan, dans plusieurs sections de l'Arèche, dans celles de Meulan (Seine) et d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle). A Firming, dans la Loire, en présence de M. Charles Fiterman, le texte de la direction n'a été adopté que par trois voix et il y a eu huit abstentions.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Limite

On était prêt à lui passer beaucoup de choses à ce féroce hiver. On avait fini par s'habituer au froid, la neige faisait partie du décor, le gel était une habitude. La solidarité s'était organisée. Les vagabonds, partout, recevaient bon accueil.

On s'équipait mieux, on roulait moins, EDF tenait le coup et la plupart des chaudières n'explosaient pas.

Soudain s'enfla la menace terrible, le sacrilège absolu pour l'Hexagone : le report de France-Galles ! C'était franchir la limite qui sépare le supportable et l'inaudible. Halte-là, bonhomme Hiver ! Tout mais pas ça !

BRUNO FRAPPAT.

« Le Monde des arts et des spectacles »

Pages 11 à 18

Rencontres avec les stars

Clint Eastwood (COLETTE GODARD) ; Paul Mac Cartney (ALAIN WAIS) ; Danièle Dubroux (HERVÉ GUIBERT) ; Charlië Couture (CLAUDE FLEOUTER).

Philippe SOLLERS



Portrait du joueur roman

GALLIMARD *rf*

مكتبة من الأصل

INVITÉS

Les régions et l'Europe

Il faut hâter la prise de conscience de la complémentarité entre ces deux structures

par EDGAR FAURE
de l'Académie française

N'amputons pas la BN

par FRANÇOIS HINARD (*)

TROIS personnages s'avancent masqués (car on n'accordera volontiers, je pense, que le fait d'être ancien élève de l'ENA ne qualifie personne pour parler de culture ni - encore moins - de recherche scientifique) viennent, à la façon de médecins, de porter un brillant diagnostic sur la santé d'une vieille dame : la Bibliothèque nationale (le Monde du 28 décembre).

Après avoir donné quelques chiffres - probablement exacts, même s'ils sont imprécis - sur le budget des dernières années, nos trois personnages concluent cette rapide consultation en affirmant qu'il faut procéder à des saignées, à des purgations, et même à des amputations : on se débarrasse de la phonothèque, de l'arsenal, on évacue le cabinet des médailles et le département des estampes ; pour ne conserver que les manuscrits et les imprimés (les périodiques restent, apparemment en sursis). Et ils terminent leur lumineuse démonstration en lançant cette invite gourmande : « Qu'attendons-nous ? »

On permettra à un vieux lecteur de la BN de faire deux observations sur ces propositions « claires et réalistes ». Tout d'abord, on observera qu'envoyer manuscrits et estampes au Louvre (de même que les autres départements à l'INA ou au CNC) ne dispensera pas de leur allouer des crédits suffisants pour fonctionner et qui viendront nécessairement en diminution de ceux de la BN. Dans ces conditions, le but visé semble, plutôt que de rationaliser la gestion, de transférer (et à quel prix !) la responsabilité sur ces départements à d'autres catégories qu'à celle qui

l'exerce actuellement (celle des « chartistes »).

Meis surtout, et c'est le plus important, ces propositions montrent à l'évidence que leurs auteurs n'ont qu'une idée approximative des missions de la BN. Il faut dire, à leur décharge, que son rattachement au ministère de la Culture dissimule une réalité que seuls peuvent percevoir ses personnels et ses utilisateurs réguliers : la BN n'est pas, ou pas seulement, un grand « conservatoire » d'objets culturels ; elle est le lieu et l'instrument privilégiés de la recherche pour tout le secteur de lettres et sciences humaines. Or il est évident, dans cette perspective, que l'ensemble des départements constitue un tout cohérent qu'on ne peut se proposer de démanteler sans envisager les conséquences pour la qualité d'une recherche qui fait l'honneur de la France. Et il faut avoir fréquenté ses salles au mois d'août pour comprendre que la BN doit son extraordinaire rayonnement international précisément au fait qu'elle rassemble les objets et les moyens de la recherche.

En définitive, il est très inquiétant de voir (...) qu'il existe des gestionnaires qui sont prêts à gérer « économiquement » une institution qui a conservé assez de prestige pour susciter l'intérêt et qui, avec l'informatisation, offre assez de perspectives pour transformer cet intérêt en désir.

Ce qui nous rassure, pour l'heure, c'est que, pour autant que nous l'ayons apprécié à sa juste valeur, l'actuel administrateur n'est pas prêt... d'administrer cette médecine expéditive.

(*) Professeur à l'université de Caen, représentant élu des lecteurs au conseil d'administration de la Bibliothèque nationale.

Au moment où la Communauté européenne éberche son second souffle, au moment où il faut bien se résoudre à considérer que la crise économique n'est pas un phénomène passager, mais un moment de la mutation, tous les regards devraient se porter sur les vastes possibilités qu'offre - et qu'offre seule - la liaison Europe-régions. Il faut hâter la prise de conscience de l'opinion sur le thème majeur de la complémentarité et, véritablement, de la bipolarité qui s'affirme entre ces deux systèmes institutionnels.

Cette relation est tout à fait apparue dans le cas de la France, où on peut la saisir dès l'origine, et dans l'acte même de la volonté créatrice.

Ce n'est point sous l'effet d'une simple coïncidence que, voici trois décennies, à quelques semaines d'intervalle, un gouvernement qui avait fixé son choix avec succès sur l'expansion et la modernisation de l'économie a pris la décision de faire jouer les deux effets de l'ouverture du Marché commun et du lancement de la planification régionale. Celle-ci ouvrirait de grandes marges de production, celle-là de vastes zones de débouchés. L'aspect économique de la région et son emprise communautaire ont cessé pendant quelque temps d'être en évidence.

Aujourd'hui, la vocation planificatrice de la région s'est trouvée remise en honneur, mais principie-

lement dans le cadre national. Il faut maintenant, aussi bien en France qu'ailleurs, élargir les perspectives et passer à la vitesse supérieure.

En mettant en lumière le rôle essentiel des régions comme structures de planification et de coopération européenne, nous pouvons et devons dissiper les craintes rémanentes que l'Ono soit à nouveau rôder ici et là quant à un péril que comporterait le fait régional à l'égard de l'Etat et de la nation. Les régions ne menacent en rien ni les souverainetés ni les Etats. Elles s'appliquent, comme la Communauté, aux problèmes nouveaux qui s'ordonnent autour de la prospective recherche, production, formation, emploi.

La politique régionale communautaire a dix ans. C'est en 1975 que le FEDER a été créé. Bien qu'ayant connu certaines améliorations, notamment avec la mise en œuvre des programmes intégrés, cette politique est restée très en dessous des espérances qu'elle avait fait naître. Les Etats se sont octroyé le privilège de traiter des politiques régionales directement avec les institutions communautaires. Celles-ci ont développé les programmes que les Etats leur présentaient. La Commission n'a pas traité avec les pouvoirs régionaux. L'Europe a vécu une politique régionale centralisée. Elle a fait fi des interdépendances régionales. Ce qui manque, en définitive, c'est une reconnaissance pleine et entière des régions comme interlocuteurs des structures décisionnelles communautaires.

La commission de la politique régionale du Parlement européen exerce un rôle utile dans le cadre des travaux parlementaires, mais elle ne peut assurer cette mission novatrice. Quant à la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, institution non moins utile, sa dénomination même fait apparaître les limites de son action pour le sujet qui nous préoccupe et qui est totalement extérieur à la sphère du rayonnement des municipalités. La récente déclaration commune du conseil des ministres, du Parlement européen et de la Commission concernant le développement régional est sans ambiguïté : pour assurer la pleine efficacité de l'intégration européenne, les régions doivent être traitées en tant que partenaires de droit. Elles doivent avoir leur propre droit de délibérer et coopérer dans le respect des traités et des souverainetés nationales.

Dans cet esprit, la conférence des régions maritimes a pris l'heureuse initiative de la création d'un conseil des régions d'Europe. Ce conseil est prévu comme devant grouper sous la forme associative les régions des pays de la Communauté. Sa fonction essentielle serait d'être un organe de consultation propre aux régions. Il serait l'interlocuteur des hautes instances européennes, la Commission, le conseil, etc. Cette conception a été avalisée et légitimée par la réunion des régions d'Europe tenue à Strasbourg en janvier 1984.

Ce conseil devrait disposer d'un appui technique conçu à partir de

l'expérience du BLORE (Bureau de liaison des organisations régionales européennes). Contribuer à une réflexion active sur le contenu d'une politique globale de développement régional en Europe, entreprendre auprès des administrations, organismes, collectivités, toutes actions susceptibles de promouvoir le développement des régions, conseiller les instances régionales en matière de coopération intra-européenne, enfin, apporter son concours aux instances, tant celles de la Communauté que celles du Conseil de l'Europe, pour la définition de toutes mesures d'aide au développement régional : tels devraient être les objectifs du centre européen d'appui technique au conseil des régions.

C'est par la liaison organique Europe-régions que l'on peut aborder deux des principales finalités qui s'imposent à notre esprit pour la Communauté. Assurer à tous les jeunes des pays d'Europe la possibilité d'entrer dans la vie active... d'une façon active. Engager, grâce aux excédents agricoles, qui sont aujourd'hui des sujets absurdes de lamentations, la lutte contre la faim dans le monde. *Honestum et utile*, comme disait saint Ambroise. En venant en aide aux pays du tiers-monde, clients et correspondants en puissance, l'Europe s'accrocherait non pas tant des titres de sainteté que de nouveaux moyens pour sa propre promotion. Aucun de ces deux objectifs ne peut être atteint sans l'entrée en lice des régions.

COURRIER

Droit de réponse

Nous avons reçu de M. Henri Lopes, sous-directeur général de l'UNESCO, la lettre suivante. En la publiant, nous entendons mettre fin à la controverse soulevée par les articles de Bernard Brigueux des 30 novembre et 1^{er} décembre 1984.

En traitant ma mise au point du 13 décembre publiée dans votre numéro daté du 1^{er} janvier comme un « courrier des lecteurs », en la trouquant, et en y intercalant des commentaires, le Monde n'a pas respecté les règles du droit de réponse telles que prévues par la loi du 29 juillet 1981.

Je ne tiens d'ailleurs pas à prolonger un échange qui se situe sur un terrain étranger aux objectifs réels de l'Organisation et à l'objectif du débat qui se déroule actuellement au sein de la communauté internationale.

Je me bornerai à revenir sur quelques points où les commentaires de M. Brigueux mettent en cause la véracité de mes affirmations :

Je suis supposé « évoquer un peu imprudemment » la note STA/C.84/15 du 5 décembre, dans laquelle on pourrait lire que le directeur général aurait demandé l'agrandissement de son « gigantesque duplex ». Le président de l'Association du personnel, l'auteur de cette note, a immédiatement démenti que ce compte rendu évoquant le déplacement d'une salle de repos ait le moindre rapport avec l'appartement du directeur général. M. Brigueux avait reçu ce démenti. Il n'a pas jugé opportun d'en faire mention dans ses commentaires qui vont jusqu'à contredire les informations fournies par le principal intéressé.

En ce qui concerne la redistribution des quotas d'attribution des postes selon la répartition géographique du personnel, votre collaborateur ne dément plus, après les avoir contestés, les chiffres que j'avais indiqués. Je me serais par ailleurs contredit en abaissant d'une mise au point à l'autre le pourcentage des fonctionnaires occidentaux dans l'Organisation. Si M. Brigueux prend simplement la peine de lire mes précédentes mises au point publiées par le Monde, « nous finirons par être parfaitement d'accord » : 40 % pour les cadres moyens et supérieurs, 62 % pour le personnel toutes catégories.

Ces seuls exemples, pour ne pas en énumérer d'autres, démontrent que M. Brigueux utilise des documents sans les passer au crible de cette critique élémentaire à laquelle est tenu tout enquêteur digne de foi. Ils sont également de nature à porter une ombre regrettable sur un quotidien dont tout le prestige repose sur

le sérieux des informations et la rigueur de leur traitement.

Au point où en est parvenu M. Brigueux, je ne m'étonnerais même plus que, demain, il publie la situation de mon compte bancaire personnel et soutienne que les informations que me fournit mon banquier à ce sujet sont fausses.

Vous savez que ce sont les Etats membres qui demeurent, en dernier ressort, les juges ultimes de la gestion de l'Organisation. Le dossier sur lequel ils ont à se prononcer à chaque conférence générale est établi par un organisme d'audit externe qui n'est autre que le Comptroller and Auditor General du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Habilité à se prononcer sur les aspects qui vont au-delà de la bonne tenue comptable, il n'ont pas eu à formuler les remarques dont M. Brigueux fait état. Sans doute, comme toute administration, l'UNESCO mérite-t-elle des critiques. Le fameux General Accounting Office de l'administration américaine, à l'examen duquel le secrétaire de l'UNESCO a bien voulu se prêter, n'est pas non plus à l'abri des critiques, du moins à en croire le Washington Post du 28 décembre 1985.

Mais de là à porter contre l'Organisation et son directeur général des accusations qui relèvent de la diffamation, il y a un abîme que jusqu'ici les Etats membres, mieux informés que votre collaborateur, n'ont jamais songé à franchir. Je suis sûr que votre souci de l'objectivité donnera, cette fois-ci, à cette mise au point la publicité à laquelle la loi lui donne droit.

Une autre lecture

Le président de la République vient de constater avec satisfaction que l'écart d'inflation entre la France et l'Allemagne était revenu de 8 points en 1980 à 4/5 points en 1984. Je pense qu'une autre lecture, tout aussi valable, mais beaucoup moins réjouissante, peut être faite des chiffres cités : le rapport entre l'inflation française et l'inflation allemande, qui était en 1980 de 13,6/5,5 = 2,47, est passé en 1984 à 6,8/2,2 = 3,09.

EMMANUEL DE LAURISTON
(Paris).

Les malheurs de la famille Dessaux

J'ai relevé dans le Monde daté du 1^{er} janvier 1985 que la vinaigrette Dessaux à Orléans ferme ses portes. Il me semble opportun de rappeler le sort tragique de la famille Dessaux, engagée totalement dans la Résistance.

Les trois fils Dessaux, Yves, Pierre et Georges, recherchés par le Gestapo à Orléans, avaient rejoint les maquis d'Auvergne pour combattre les nazis. Yves commandait la 9^e compagnie au Mont-Mouchet (Cantal), Pierre combattait dans les corps francs, Georges était mon camarade à la 3^e compagnie au Mont-Mouchet. L'aîné, Yves, est tombé lors des combats en Lozère, début juillet 1944. Georges, le cadet, âgé de dix-neuf ans, fut exécuté par les troupes nazies, le 27 juillet 1944 à Pontigbaud (Puy-de-Dôme). Une plaque, apposée à la mairie de Pontigbaud, rappelle cette exécution. Le père de mes camarades a été déporté. Le troisième frère, Pierre, dirigeait la vinaigrette après la guerre. Il est mort tragiquement, il y a une vingtaine d'années, dans un accident de la circulation.

LAZARE GEHLER
(Strasbourg).

Le rôle de Russell Page

Je lis dans le Monde du 8 décembre, page 13, sous la rubrique « Trois disparitions », au sujet de

mon ami Russell Page : « Pendant la seconde guerre mondiale, Russell Page s'était battu aux côtés des forces françaises libres. »

En juillet 1940, Russell Page est nommé « French Programme Organizer » par la BBC (où j'étais directeur adjoint du département « European Intelligence » depuis 1939, en mission régulière en accord avec les autorités françaises). Ses responsabilités sont de gérer les programmes en français autres que les informations : à ce titre, il gère notamment le programme de Jacques Duchêne (Michel Saint-Denis) intitulé « Les Français parlent aux Français », et autres programmes spéciaux destinés à la France. Il est resté à ce poste jusqu'en 1945, et a exercé ses difficiles fonctions avec tact, discrétion, et une compétence reconnue de tous.

Si cela est ce que signifie « s'est battu aux côtés des forces françaises libres », nous nous sommes « battus ». Mais je doute que vos lecteurs comprennent bien de quoi il s'agit !

EMILE DELAVENAY
Professeur honoraire
des universités (Nice).

Jean Hamburger



JEAN HAMBURGER
La raison
et la passion
Réflexions sur
les limites
de la connaissance

Ce livre bouscule profondément les idées reçues sur la signification de l'évolution humaine. Les vérités que découvre la science sont par essence celles d'un homme en prison dans les limites étroites de son cerveau. Les merveilleux progrès de la biologie le confirment. Seuls d'autres chemins de la pensée permettent de sortir de la cage et de répondre à nos besoins de transcendance. Ces chemins de la passion ont une liberté que la raison doit refuser. La sérénité est sans doute à ce prix.

165 F

S E U I L

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Laurens, gérant,
et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction :
Thomas Ferey.

Imprimé
à Paris
PARIS-20

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : 341 F 644 F 915 F 1150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

674 F 1309 F 1913 F 2400 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS

386 F 734 F 1058 F 1336 F

II - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1365 F 1750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : diffuser les
provisions (deux semaines au plus) ; nos
bureaux nous invitent à fournir leur
demande une semaine au moins avant leur
départ. Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie,
300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche,
17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark,
7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$;

G.-B., 66 p. ; Grèce, 65 dr. ; Israël, 50 s. ;

Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 P. ; Libye,
0,250 DA ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège,
6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,
80 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède,
7,75 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; Yougoslavie, 110 din.

Le Monde

étranger

EUROPE

Chypre

Les dirigeants des communautés grecque et turque vont se prononcer sur un plan de réunification

De notre correspondant

Nicosie. — Le président de la République de Chypre, M. Spyros Kyprianou, et le chef de la communauté turque de l'île, M. Rauf Denktaş, doivent se rencontrer, le jeudi 17 janvier à New-York, sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, pour tenter de trouver le cadre d'un règlement global du problème de Chypre.

Il s'agit de la troisième rencontre de haut niveau entre dirigeants chypriotes grecs et turcs depuis que l'armée turque, en 1974, a envahi le nord de l'île et occupé près de 40 % de son territoire. La première rencontre avait eu lieu en février 1977 entre Mgr Makarios et M. Denktaş à Nicosie. Elle avait permis d'établir « les grandes lignes d'une négociation sur deux aspects fondamentaux : la question territoriale et le problème constitutionnel ». La deuxième rencontre, en mai 1979, a eu lieu entre le président Kyprianou et M. Denktaş : ils s'étaient mis d'accord sur « dix points régissant la question de Chypre ». Aucun de ces accords n'a cependant été appliqué, avec pour conséquence le maintien de la division de l'île pendant dix ans.

Des négociations intercommunautaires se sont poursuivies pendant plusieurs années sous l'égide de l'ONU sans donner aucun résultat, et la situation s'était aggravée en novembre 1983 avec la décision du gouvernement du nord de l'île de proclamer l'indépendance de la « république » chypriote turque.

M. Perez de Cuellar réussira-t-il à lui obtenir son prédécesseur Kurt Waldheim à Séoul ? Il a en, à la fin de l'année dernière, trois séries d'entretiens séparés avec les dirigeants de l'une et l'autre communauté. Chacun admet qu'au cours du troisième tour de ces entretiens, en décembre, des progrès importants ont été accomplis, ce qui a d'ailleurs permis d'organiser la réunion au sommet de jeudi.

Le président Kyprianou se dit d'un « optimisme réservé » et ajoute que les progrès réalisés ne sont pas suffisants et que le problème n'est pas encore réglé. Pour M. Denktaş cependant, la rencontre au sommet est une simple « cérémonie » pour la signature de l'accord réalisé au cours du troisième tour des entretiens séparés. La partie chypriote grecque rejette cette version et maintient que la négociation doit se poursuivre.

De bonne source, le progrès porte sur la question territoriale et sur celle du pouvoir exécutif. Les Chypriotes turcs, outre qu'ils ont renoncé à une indépendance qui n'aurait été reconnue que par la Turquie, consentiraient pour la première fois à restituer un pourcentage acceptable de territoires qu'ils occupent à la communauté chypriote grecque. Ils occupent actuellement 37,8 % du territoire de l'île et semblent prêts à descendre en dessous de 30 %. La communauté turque de l'île représente 18 % de la population. D'autre part, les Turcs ont renoncé au principe de l'alternance entre un Chypriote grec et un Chypriote turc à la présidence de la République. Ils semblent également prêts à limiter aux seules questions qui intéressent directement la communauté turque le droit de veto qu'ils revendiquent pour les élus chypriotes turcs.

Des divergences capitales demeurent cependant sur d'autres points fondamentaux, comme la création d'un gouvernement transitoire, la

présence de l'armée turque, l'insistance de M. Denktaş à exiger que la Turquie garantisse l'indépendance de l'île, la composition et les pouvoirs des deux Chambres, ou la question des libertés fondamentales. Il est évident que la partie chypriote grecque n'acceptera jamais ni la présence de troupes turques dans l'île après le règlement du problème institutionnel, ni la garantie de l'indépendance du pays par la Turquie. Car, souligne-t-on du côté grec, « l'armée turque a été le passé constitue une bonne leçon pour nous ». Pour que s'ouvre la voie d'un règlement, affirme une source bien informée à Nicosie, « il faut que les États-Unis continuent d'exercer leur influence sur la Turquie pour qu'elle abandonne ses positions extrêmes. Le progrès réalisé est dû à une intervention américaine à Ankara ».

Un rôle important est également exercé par la Grande-Bretagne en cette phase critique et délicate, notamment en ce qui concerne l'aspect constitutionnel. Le président Kyprianou s'est rendu le lundi 14 janvier à Londres, où il s'est entretenu avec le premier ministre britannique, M. Margaret Thatcher. Il avait rencontré dimanche à Athènes le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, qui a estimé en

« Nous avons fait toutes les concessions possibles » nous déclare M. Denktaş

De notre correspondant

Ankara. — Le général Eren, président de la République turque, a accepté sans réserves les formulations proposées par M. de Cuellar et estime, pour sa part, que « le ballon est dans le camp grec ». Quant à M. Denktaş, le dirigeant chypriote turc, il nous a indiqué, lors de sa visite à Ankara, que « jamais depuis vingt-deux ans on n'avait été si près d'un règlement de la question de Chypre ». « Nos concessions ont été déterminantes », ajoute M. Denktaş. C'est un fait d'ailleurs unanimement reconnu, tant par M. de Cuellar que par les médias occidentaux. Nous sommes en droit d'attendre la même souplesse de la part des Chypriotes grecs.

Mais il reconnaît aussi que, même si le projet d'accord était signé, il y aurait encore un long chemin à parcourir pour régler tous les détails de son application.

M. Denktaş estime que la déclaration d'indépendance de la République turque du Nord de Chypre en novembre 1983 a été le facteur déterminant pour inciter la partie chypriote grecque à revenir enfin à la

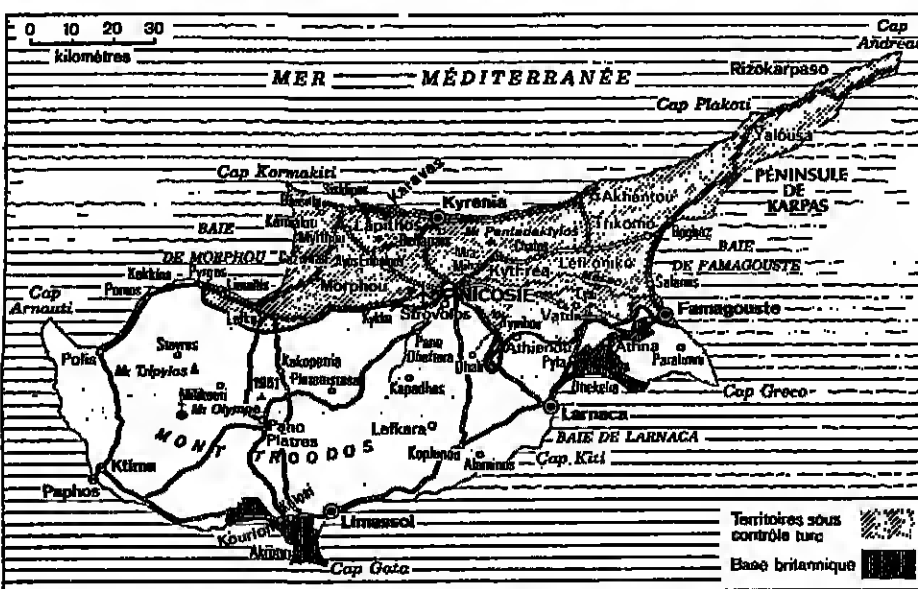
table des discussions après avoir vainement cherché à internationaliser le problème pendant des années.

Ankara souhaite maintenir sa présence militaire

A Ankara, on indique que toutes les concessions possibles ont été faites, et que le projet d'accord est « à prendre ou à laisser ». Les Turcs sont hostiles à toute idée d'élargissement du nombre des « pays garants », jugée comme « une manœuvre tendant à diluer la garantie d'Ankara », la seule valable pour les Chypriotes turcs. On estime donc qu'une présence militaire permanente de la Turquie est toujours aussi nécessaire, et que l'autre partie pourrait naturellement exiger, elle aussi, une présence militaire grecque.

Enfin, les Chypriotes turcs, à défaut d'un système de présidence par rotation, exigeraient que le ministre des affaires étrangères de la République soit un Chypriote turc.

A. U.



La population de l'île est de 660 000 habitants, dont à peine 18 % de Chypriotes turcs. En quelques semaines de combats, en 1974, l'armée turque a envahi 38 % du territoire de l'île (sur les 9 250 kilomètres carrés) et expulsé 200 000 Chypriotes grecs qui ont dû trouver refuge dans la zone sud. La zone occupée par l'armée turque était autrefois la principale région agricole de l'île ; elle inclut le grand port de Famagouste, qui a cessé toute activité. La ligne de démarcation traverse Nicosie.

Les derniers réfugiés de l'ambassade de RFA à Prague ont regagné la RDA

De notre correspondant

Bonn. — Les six derniers Allemands de l'Est réfugiés à l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne en Tchécoslovaquie ont regagné, le mardi 15 janvier, la RDA, mettant un terme à un drame qui durait depuis trois mois. Plus de cent réfugiés tchécoslovaques est-allemands venus à Prague avec un visa de tourisme avaient envahi, depuis la fin septembre, les locaux de la représentation de RFA, pour tenter d'obtenir le droit d'aller s'installer à l'Ouest. D'autres avaient fait de même à Varsovie, Bucarest et Budapest.

Cet afflux sans précédent avait mis à rude épreuve les nerfs des dirigeants tchécoslovaques, qui avaient pourtant multiplié, au cours de l'été, les avertissements pour tenter d'empêcher le renouvellement de telles tentatives. Berlin-Est, qui s'était montré conciliant dans des cas antérieurs, ne pouvait, cette fois, céder. Pendant des semaines, les autorités tchécoslovaques se sont officiellement refusées à toute négociation, se bornant à promettre l'impuissance à ceux qui choisiraient de regagner leur domicile en RDA. Si une partie des réfugiés avaient renoncé rapidement, la fermeté de la RDA s'est pourtant heurtée à l'opiniâtreté d'un dernier carré, qui avait déclenché au moment de Noël une grève de la faim, pour alerter l'opinion publique tchécoslovaque. Il a bien fallu une nouvelle fois transiger et promettre que les dossiers de demande d'émigration seraient étudiés après que tous les réfugiés auraient regagné leur domicile. Rien ne permet de croire que ce ne sera effectivement pas le cas. A Bonn, le ministre des affaires interallemandes, M. Winde-

lon, a promis, mardi, que son gouvernement suivrait le « dossier » de chacun des « Praguais » laissant entendre que ceux-ci pourraient être réglés de manière satisfaisante. Même si la période d'euphorie qu'ont traversée, au début de l'année dernière, les relations interallemandes appartenait au passé, les deux gouvernements ont trop d'intérêt à poursuivre leur dialogue pour le compromettre par cette affaire. Personne n'ignore, ni d'un côté ni de l'autre, qu'il suffirait de peu de chose pour échauffer les esprits, notamment dans l'opinion tchécoslovaque. Il y a trop de forces politiques qui cherchent, au sein même de la majorité, à modifier l'« Opospolitik » du chancelier Kohl.

Dans un éditorial publié mercredi, le quotidien conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung* estime que les conséquences seraient graves pour Bonn si les réfugiés de Prague n'obtenaient pas d'autorisation d'émigrer. Cette mise en garde est significative des préoccupations tchécoslovaques.

En RDA, l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel, chargé des négociations, a publié une déclaration extrêmement ferme pour indiquer que sa mission prenait fin ce mercredi, et que, à partir de cette date, il ne fallait plus compter sur la bonne volonté de Berlin-Est. « Je lance avec beaucoup de sérieux un avertissement à tous ceux qui seraient tentés de recommencer », a-t-il dit. « Personne ne pourra me reprocher de ne pas m'être suffisamment fait comprendre ».

HENRI DE BESSON.

LA VISITE EN FRANCE DU CHEF DU GOUVERNEMENT YOUGO-SLAVE

Les échanges économiques ne sont pas à la hauteur des espoirs des deux pays

Arrivée mardi 15 janvier pour sa première visite officielle en France, M^{me} Milka Planinc, présidente du Comité exécutif fédéral (chef du gouvernement) de Yougoslavie, a été reçue mercredi par M. Mermaz, président de l'Assemblée nationale, avant de participer à un déjeuner offert par M. Fabius, qui devait être suivi d'entretiens avec le premier ministre, puis avec M. Dumas, ministre des relations extérieures.

Jeudi, M^{me} Planinc devrait être reçue par le président Mitterrand, puis être l'hôte du président du CNPF, avant de rencontrer M. Pöhl, président du Sénat. Vendredi, le chef du gouvernement yougoslave se rendra en TGV à Avignon pour visiter la centrale nucléaire de Tricastin, avant de regagner Belgrade.

De notre correspondant

Belgrade. — La visite de M^{me} Milka Planinc fait partie des échanges réguliers au niveau le plus élevé existant depuis des années entre les deux pays, échanges qui se sont multipliés depuis l'arrivée au pouvoir des socialistes et qui confirment que les rapports franco-yougoslaves ne se bornent à aucun problème majeur. « Ainsi, déclare-t-on dans les milieux officiels, nous sommes convaincus que l'actuelle visite de notre premier ministre à Paris donnera une impulsion nouvelle à la collaboration et à l'amitié entre nos deux pays ». Les entretiens de M^{me} Planinc devaient porter en premier lieu sur les questions économiques. Les échanges entre la France et la Yougoslavie sont en légère augmentation et ont été, les dix premiers mois de 1984, de l'ordre de 537 millions de dollars dans les deux sens, mais ils sont demeurés sensiblement en dessous des prévisions et des espoirs nourris des deux côtés après la visite en

Yougoslavie de M. Mitterrand, en décembre 1983. La France a renoncé à acheter des bateaux, a fermé son centre culturel à Split, et les conditions posées par les entreprises yougoslaves — la compensation totale, c'est-à-dire, en fait, des accords de troc — gênent le développement des échanges commerciaux.

Les Yougoslaves pensent que la récente législation sur les investissements étrangers ouvre de nouvelles possibilités de développement (le *Monde* du 15 août 1984). Préparée par des techniciens, des économistes, après consultation des banques d'affaires américaines, ouest-allemandes, françaises, etc., la législation a été dépourvue, débarrassée des scories idéologiques. Le gouvernement a supprimé la clause sacro-sainte qui fixait à 49 % du capital la part maximale possédée par un étranger. Il a également simplifié considérablement les rapports entre les investisseurs étrangers et les nombreux organes de l'antagonisme.

Tchécoslovaquie LE GÉNÉRAL DZUR, ANCIEN MINISTRE DE LA DÉFENSE, MEURT QUELQUES JOURS APRÈS SON REMPLACEMENT

Le général Martin Dzur, qui venait d'être remplacé comme ministre tchécoslovaque de la défense, est mort, mardi 15 janvier, à Prague, des suites d'une longue maladie, à l'âge de soixante-cinq ans. Il occupait son poste depuis avril 1968 — et il avait donc transmis à l'armée tchécoslovaque l'ordre de ne pas résister aux troupes du pacte de Varsovie, lors de l'intervention destinée à mettre fin, au mois d'août de la même année, au « printemps de Prague ».

Son successeur, nommé le vendredi 11 janvier, est le général Milan Vlachek, lui aussi un Slovaque, âgé de soixante-quatre ans. Il est entré dans l'armée comme simple soldat en 1949, avant de faire ses études d'officier en URSS à l'académie Frounze et à l'Ecole de l'état-major soviétique. Parallèlement, le lieutenant-général Jaroslav Klichka a été nommé à la tête de la direction politique de l'armée, en remplacement du général Antonín Brabec, décédé en novembre dernier.

Depuis un certain temps, le gouvernement de Belgrade définit les possibilités de construction d'une seconde centrale nucléaire à la frontière des républiques de Slovaquie et de Croatie. Des contacts ont déjà eu lieu à ce sujet avec FRAMATOME, mais la réalisation de cet ouvrage se heurte à de nombreuses difficultés, son coût étant évalué à 1 milliard de dollars, somme énorme pour la Yougoslavie. Des firmes américaines et britanniques et une firme soviétique sont intéressées à la construction de cet ouvrage.

PAUL YANKOVITCH.

Norvège

Le gouvernement a refusé l'installation d'un bureau de l'OLP à Oslo

De notre correspondant

Stockholm. — L'Organisation de libération de la Palestine ne pourra pas ouvrir de bureau de représentation à Oslo. Le gouvernement norvégien ne le dit pas franchement, mais telle est bien la conséquence de la décision, mardi 15 janvier, du ministre de la justice de ne pas accorder de permis de séjour et de travail à M. Abdul Rahman Alaw, qui devait diriger le bureau. Il est clair que les considérations politiques ont joué. Le communiqué du gouvernement met l'accent sur le manque de clarté et sur les incertitudes de la politique de l'OLP, ainsi que sur les divisions internes du mouvement, qui ont conduit à des attentats contre ses éléments les plus modérés dans différentes parties du monde. Les Norvégiens craignent que l'établissement d'un bureau de l'Organisa-

tion à Oslo n'augmente les risques d'actions terroristes dans le pays. An sein de la coalition tripartite de centre-droit au pouvoir, les quatre ministres chrétiens populaires, en particulier le ministre du pétrole, M. Kaare Kristiansen, étaient les plus hostiles à la présence d'une délégation palestinienne en Norvège, et ils ont obtenu gain de cause, et l'opinion publique, résolument pro-israélienne, y est aussi largement opposée. Selon un récent sondage, 29 % des Norvégiens seulement étaient favorables à l'ouverture d'un bureau de l'OLP, comme il en existe dans les autres États scandinaves. Les réticences sont aussi fortes dans les rangs travaillistes que parmi les électeurs conservateurs.

ALAIN DEBOVE.

Un livre nécessaire et courageux

Bernard Stasi

L'immigration: une chance pour la France

Collection **FRANÇ PARLER**

ROBERT LAFFONT

هكذا من الأصل

AFRIQUE

Voyage au bout de la faim

III. - Une arme politique

De notre envoyée spéciale FRANÇOISE CHIPAUX

La famine, qui sévit en Éthiopie, a déjà tué des centaines de milliers de gens. Toutefois, les secours se sont organisés, mais beaucoup d'affamés ont été contraints de chercher refuge au Soudan voisin, où la situation est de plus en plus dramatique (le Monde des 15 et 16 janvier).

Addis-Abeba. — Il y a toujours eu dans ce pays des périodes de famine. Mais, cette fois-ci, cela dépasse tout ce que nous avons connu, et cela va continuer toute l'année 1985. Ce constat d'un expert occidental, tout le monde le partage en Éthiopie, où l'obsession des autorités comme des organisations humanitaires est que l'effort entrepris par la communauté internationale, essentiellement depuis octobre 1984, ne se relâche trop vite.

Quelques chiffres suffisent pour rendre conscience de l'ampleur du problème. La récolte de 1984 a été inférieure dans le pays de 25 % à 30 % de la normale, ce qui correspond à la consommation annuelle d'environ sept à huit millions de personnes. Or il n'y a aucune récolte sérieuse à attendre maintenant avant novembre-décembre 1985, à condition toutefois que les pluies d'août-septembre soient normales. Les besoins mensuels en nourriture simplement pour enrayer la catastrophe sont donc évalués à environ 100 000 tonnes pour les douze mois à venir. Or les promesses sont loin d'être à la hauteur de ces besoins ; et, des engagements à la livraison des secours dans les ports éthiopiens, puis aux populations concernées, les délais sont souvent très longs, six mois en règle générale. A l'heure actuelle, il semble que l'approvisionnement est à peu près garanti jusqu'à la mi-mars mais au-delà c'est un grand point d'interrogation.

L'arrivée d'une aide aussi massive dépasse d'ailleurs les capacités du pays, reconnues d'un expert, et, à côté de l'aide alimentaire indispensable, l'Éthiopie a besoin d'un soutien à peu près équivalent dans l'immédiat dans le domaine des transports ; il faudrait pouvoir donner les moyens

de « redémarrer » aux victimes. Recensés dans son rapport de décembre 1984 par la Commission éthiopienne d'aide et de réhabilitation (RRC), organisme gouvernemental qui assure les secours aux victimes de la sécheresse, les besoins pour 1985 sont impressionnants : plus de 500 millions de birr (11) pour l'amélioration des transports, l'assistance médicale, le forage de puits, l'achat de bœufs de trait : mille cinq cents camions de 10 tonnes ou 20 tonnes ; une trentaine d'avions de transport, qui font aujourd'hui cruellement défaut, 30 000 tonnes de semences pour permettre aux paysans de replanter si les petites pluies de février-mars tombent, des couvertures, des vêtements pour environ la moitié de la population affectée, soit 3,800 millions de personnes.

Les transports insuffisants

Les transports sont aujourd'hui le point noir, tant le parc automobile est défectueux et insuffisant et le réseau routier en triste état. Il en est de même pour les aéroports, dont beaucoup sont de fortune et inopérants. Si un avion atterrit trois fois à Makena (capitale du Tigre), dit ainsi le docteur Tamrat, responsable médical de la RRC, il doit changer de roues, et une route vaut 5 000 dollars. Or, compte tenu du fait que les régions les plus touchées par la sécheresse, le nord du Wollo, le Tigre et l'Erythrée, sont aussi des zones de guerre, beaucoup de points ne peuvent être atteints que par voie aérienne.

La guerre n'a, en effet, pas cessé devant la famine, et le président Mengistu (le Monde du 19 décembre 1984) a opposé une fin de non-recevoir à l'offre de cessez-le-feu adressée fin octobre au gouvernement par le FPLT (Front populaire de libération du Tigre) pour « faciliter la distribution de l'aide alimentaire ». Beaucoup de routes

dans les provinces atteintes sont ainsi fermées dès 16 heures ou uniquement empruntables sous la protection de convois militaires qui ne circulent pas tous les jours. C'est en particulier le cas de la grande route du nord Addis-Abeba-Asmara, fermée à 16 heures sur le tronçon Weldiya-Korez et totalement coupée, sauf en convoi, au nord de Korez, jusqu'à Decamere. De même pour la route Kobbolo-Lalibela, la ville sainte aux remarquables églises monolithes, qui a été occupée pendant un dizaine de jours, il y a deux mois, par cinq mille combattants et combattantes du FPLT. Dans toute la région du Tigre, l'activité du FPLT ne s'est pas ralentie, et le 1^{er} janvier dernier les méharis ont attaqué une ferme coopérative dans la région de Kobbolo, emmenant avec eux trois cents têtes de bétail. Cet incident a entraîné la fermeture de l'aéroport d'Alamata, plaque tournante pour le ravitaillement des centres de distribution du nord du Wollo, pesant d'un poids considérable sur la région de Weldiya et Kobbolo, qui par moments serpente au milieu des montagnes propices aux embuscades, porte encore les traces noircies d'une attaque contre un convoi de ravitaillement qui se solda, il y a un mois et demi, par la destruction d'une douzaine de camions.

A Kobbolo comme à Korez, tous les étrangers doivent quitter le camp dès 18 heures et n'ont pas le droit de sortir des villes sans autorisation. A Korez, par exemple, le couvre-feu s'étend de 21 heures à 6 heures du matin, l'électricité étant coupée à 22 heures. A la nuit, les soldats prennent position autour du camp de Gando comme ils occupent tous les points rochers au-dessus de la ville. Dans toute cette région, les distributions de vivres effectuées par la RRC se font par l'intermédiaire des associations de paysans, qui recensent les ayants droit. Les gens non inscrits à l'association - 30 % à 40 % de la population dans la province du Tigre, par exemple - sont écartés des distributions générales faites par la RRC, ce qui explique que en partie l'exode massif de ces populations vers le Soudan. Le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), qui opère notamment au Tigre et en Erythrée, distribue évidemment des vivres à toutes les populations qu'il peut atteindre, mais ses moyens sont insuffisants pour venir en aide à tout le monde. Au mois de décembre, le CICR a distribué 3 200 tonnes de nourriture à environ 220 000 personnes. Il espère pouvoir porter le nombre des bénéficiaires jusqu'à 500 000 en juin, mais, en attendant, selon un de ses représentants, 50 % de la population du Tigre, estimée à 1 500 000 personnes, souffrent de malnutrition sévère. Le CICR est le seul organisme étranger, à côté de la RRC, autorisé à faire de la distribution générale de vivres. Les autres organisations internationales ne font dans ce domaine que ce que l'on appelle les distributions supplémentaires pour des catégories de per-

sonnes - malades ou enfants en bas âge - bien définies.

La guerre, qui coûte 500 000 dollars par jour au Trésor éthiopien, est-elle à l'origine de ce qui apparaît aujourd'hui comme le problème numéro un des autorités : le déplacement des populations des régions sinistrées et plus ou moins contrôlées vers le sud et l'ouest du pays, réputées plus fertiles ? C'est ce qu'affirment les ennemis du régime, qui voient là une tentative de la junte au pouvoir de soustraire aux influences du FPLT comme du FPLE (Front populaire de libération de l'Erythrée) une population démunie et sans doute favorable à leur cause. En réalité, l'affaire n'apparaît pas si simple. Si cette volonté n'est sans doute pas absente des calculs d'Addis-Abeba comme le désir de trouver une solution rapide à un drame qui avait, il y a dix ans, provoqué la chute de l'empire, un certain nombre d'experts admettent le bien-fondé de cette politique dans la mesure où, disent-ils, il faut décongestionner à tout prix les banes terres surpeuplées du nord du pays. « Même si la pluviométrie était normale, et, en l'absence de toute guerre civile, l'Erythrée et le Tigre resteraient dépeuplés », dit à ce propos M. Wallner, délégué de la CEE à Addis-Abeba.

Des entraves nouvelles

Mais de principe - peut-être justifiable - à la réalisation, la marge est grande, et c'est là que le bât blesse. Car les conditions dans lesquelles s'effectuent depuis un mois ou deux les déplacements massifs de la population laissent sceptiques les observateurs sur le réel volontariat des gens, inscrits dans les principes, et sur l'accueil qu'ils reçoivent à l'arrivée. Le gouvernement, en tous les cas, ne ménage pas ses efforts pour essayer de convaincre les populations. Le 31 décembre dernier, quelle ne fut pas la surprise des administrateurs du camp de Korez de se voir rassemblés quelques milliers en plein air, devant un écran géant de télévision pour écouter, sur des images des chutes du Nil, d'épisodes de sorgho se balançant au vent, de vaches grasses dans des prairies berbeuses, un de leurs compatriotes les inviter à venir dans cet Eden. Spectacle surréaliste suivi d'un petit discours du représentant local du Parti qui, d'après des témoins, n'a pas eu l'air d'avoir beaucoup d'impact dans le public. Mais il y a des arguments plus convaincants, tel que promettre à tout candidat au départ 15 kilos de grains plus une couverture et lui donner l'assurance de manger deux fois par jour dans les centres de transit. Comme visiblement cela ne suffit pas, les responsables chargés de cette mission ne font pas trop de détail et entraînent tout simplement les gens qu'ils trouvent sur leur chemin au risque d'aggraver le démantèlement des familles.

Les membres des organisations humanitaires constatent ainsi que depuis quelques semaines le nombre des « orphelins » grandit anormalement. « Quand les camions passent, raconte un témoin, ils ramassent les adultes, et tant pis si les enfants sont à l'hôpital ou au centre de nourriture intensive. » A Makena, affirme un autre observateur, début janvier, ce n'était qu'un ballet d'Andromaque qui convoquent vers le sud environ 2 000 personnes par jour. Cette politique se ressent d'ailleurs dans le comportement des autorités à l'égard des organisations humanitaires étrangères. « Depuis quelques semaines, des entraves nouvelles naissent, commente un des représentants. C'est ainsi que nous n'avons plus le droit de distribuer, un jour, des couvertures, le lendemain, des vêtements. Tout est fait pour limiter notre rôle à l'assistance aux plus faibles qui, de toute façon, ne supporteront pas le voyage. Les autres doivent être attirés par les dons (nourriture, vêtements) faits à ceux qui acceptent de partir. Si nous le faisons, cela risquerait de perturber les quotas attribués à chaque chef de district. »

Une chose est sûre : cette politique effraie suffisamment les habitants des régions concernées pour que des milliers d'entre eux aient préféré quitter les camps d'hébergement et se disperser dans les campagnes plutôt que de risquer d'être emmenés vers le sud. C'est ainsi que personne ne sait très bien au juste ce qui se passe pour les nouveaux arrivants. Jusqu'à maintenant, seuls les Soviétiques, en particulier avec leurs avions, participent à ce plan. « On a l'impression, avoue un diplomate occidental, que le problème est pris à l'envers. Brusquement, toutes les énergies ont été concentrées sur le déplacement des populations, mais rien n'a, semble-t-il, été préparé pour accueillir ces gens déjà très affaiblis. » On ne sait rien en particulier des mesures sanitaires prises pour une opération qui prévoit le déplacement en deux phases d'un million cinq cent mille personnes au cours de l'année à venir.

Le gouvernement éthiopien sollicite bien l'aide internationale pour ce programme très ambitieux, mais, jusqu'à maintenant et sans doute dans l'attente de pouvoir vérifier sur le terrain les conditions de volontariat et de réinstallation des nouveaux arrivants, les donateurs occidentaux sont restés dans l'expectative. Est-ce pour attirer leur sympathie, ou plus simplement par réalisme, Addis-Abeba semble à propos de ce programme prendre quelque distance vis-à-vis de l'orthodoxie socialiste qui régit, depuis la révolution, la production agricole. Constatant les erreurs des premiers plans de réhabilitation, notamment le fait que beaucoup de paysans, ha-

bitués de tout temps à cultiver avec l'araire, ne s'adaptent pas à l'agriculture mécanisée et montrent peu d'enthousiasme pour la vie en kolkhose, le RRC admet aujourd'hui la nécessité d'une nouvelle approche du problème. Elle indique ainsi, dans son rapport de décembre, que chaque famille déplacée se verra, outre des outils et des semences, attribuer 2 hectares de terre qui devraient lui permettre d'atteindre l'autosuffisance en trois ans.

Les Éthiopiens foudroyés de grandes ambitions sur ce programme qu'ils incluent totalement dans la lutte qu'ils mènent contre la famine. « Nous n'acceptons pas, dit à ce propos M. Dawit Wolde Giorgis, chef de la RRC, la distinction faite par beaucoup de donateurs entre l'aide humanitaire et l'aide au développement. Il n'y a rien de plus humanitaire, dans notre esprit, que de donner à des gens, victimes permanentes de la sécheresse, la chance de connaître une vie pacifique et féconde dans laquelle leur travail ne sera pas dévoré par les caprices de la nature et dans laquelle ils n'auront pas besoin de demeurer dépendants, année après année, des aumônes de la RRC. »

Cette ambiguïté soigneusement entretenue entre aide humanitaire et aide au développement est-elle à l'origine du malaise ressenti par beaucoup d'observateurs à l'égard du comportement des autorités face au drame que connaît l'Éthiopie ? On peut le penser. Certes, les Éthiopiens ont raison de dire que leurs appels répétés n'ont été entendus que bien tard par la communauté internationale, mais de leur côté n'ont-ils pas attendu la fin des fêtes du dixième anniversaire de la Révolution, en septembre dernier, pour faire enfin de la lutte contre la famine une priorité ? Aujourd'hui encore, des entraves sont mises - au nom de la sécurité ? - à la fin de la politique ? - à l'action des organisations humanitaires.

Il ne fait pas de doute que l'aide alimentaire est aussi utilisée dans certaines régions comme une arme politique. Il est d'ailleurs significatif que depuis la création du Parti des travailleurs, réclamée depuis dix ans par l'URSS, au colonel Mengistu, l'aide passe, à côté de la RRC et au risque de compliquer les circuits, par le canal du Parti, qui au niveau local a ainsi les moyens de s'attirer à peu de frais quelques sympathies. Il serait sans aucun doute injuste de dire que la famine profite aux dirigeants éthiopiens, mais tout se passe un peu comme à ceux-ci rejettent la responsabilité des victimes sur le monde occidental pour obtenir de lui les moyens de sortir le pays d'une crise dont on ne voit pas la fin.

La souffrance et la détresse de centaines de milliers d'Éthiopiens devraient exclure les marchandages politiques. L'aide humanitaire est aujourd'hui une nécessité absolue. Mais on peut regretter que les victimes servent encore d'enjeu à un conflit qui les dépasse.

FIN

(1) 1 birr = 4,90 francs.

Les Occidentaux en tête des pays donateurs

De notre envoyée spéciale

Addis-Abeba. — Dans le hall de cet hôtel d'Addis-Abeba, l'arrivée d'une dizaine de soldats britanniques en treillis camouflés ne surprend plus personne. Qu'ils s'installent à une table qui jouxte celle de quatre Libyens en combinaison de vol n'est pas non plus extraordinaire. Depuis le nouvel appel à l'aide lancé par l'Éthiopie en octobre dernier, un certain nombre de gouvernements ont mis à la disposition de la commission éthiopienne d'aide et de réhabilitation (RRC) des moyens aériens dont ils assurent l'entretien pour augmenter les capacités de transport de vivres à l'intérieur du pays. La Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne fédérale, les États-Unis ont ainsi chacun deux avions avec leurs équipages, l'Allemagne de l'Est et la Libye, trois avions, tandis que l'URSS a envoyé deux Antonov et vingt-quatre hélicoptères. Une manœuvre sans doute de compenser la faiblesse de son aide alimentaire qui se monte jusqu'à maintenant à 10 000 tonnes de riz.

Si, en 1984, le palme de l'aide est revenu à la CEE, qui a envoyé 140 000 tonnes de blé plus du lait en poudre et du « butter oil », en 1985, ce sont les États-Unis qui devraient être les premiers donateurs. Washington a répondu promptement à l'appel d'Addis-Abeba en dégageant 25 millions de dollars pour la fourniture de carburants pour le transport de l'aide, et en octroyant 131 000 tonnes de blé pour la période 1984-1985, dont 50 000 tonnes seront données directement au gouvernement éthiopien contrairement à la politique américaine qui consistait jusqu'alors à passer par le canal d'organisations non gouvernementales.

La CEE, outre son aide alimentaire, a accordé une aide financière d'urgence en 1984 de 54 millions d'ECU (1), dont 35 restent à verser dans les trois premiers mois de 1985. Selon M. Wallner, responsable de la CEE à Addis-Abeba, 20 millions seront réservés à l'achat de céréales, 10 à celui de semences pour le marché local pour relancer la production, les 5 millions restants étant disponibles pour les aides d'urgence. La Canada a fait des offres pour 50 000 tonnes de céréales et devrait être en 1985 le troisième donateur en importance après les États-Unis et la CEE.

Il est trop tôt pour évaluer les conséquences politiques éventuelles que cette aide en provenance de l'Occident peut avoir sur la région d'Addis-Abeba, mais il est certain que, dans les cercles dirigeants, on fait des comparaisons sur le volume des aides. « C'est dans le malheur que l'on compte ses amis », nous a dit un officiel éthiopien, il est vrai, en référence à l'absence d'aide directe de Paris. Mais cette réflexion n'est sans doute pas aussi limitative qu'il paraît.

Dans ce concert, la France, qui participe à hauteur de 26 % à l'aide de la CEE, a qui distribue une importante aide alimentaire dans le Sahel, n'a donné directement à l'Éthiopie que 1092 tonnes de farine. Un maigre bilan qui le place loin derrière des pays comme la Grande-Bretagne, l'Italie, le Soudan ou la Chine. A l'issue du voyage de quatre parlementaires français (le Monde du 10 janvier) venus en Éthiopie à l'invitation de Médecins sans frontières (MSF), le gouvernement vient cependant de faire des propositions d'aide de transport à partir de Djibouti, et attend la réponse du gouvernement éthiopien.

En attendant, les seuls Français opérant sur place sont des membres de Médecins sans frontières, qui sont au nombre de vingt-cinq, dont huit médecins et quatorze infirmières. « L'opération Éthiopie, qui a démarré en mars 1984, a déjà coûté 10 millions de francs français en 1984, dit un responsable de Médecins sans frontières, et ce chiffre sera sans doute dépassé en 1985. » MSF étudie d'ailleurs, compte tenu des besoins, la possibilité d'augmenter ses équipes, mais nous ne sommes pas loin du point de rupture », dit le docteur Claude Melhuret, directeur de MSF.

L'AICF est en pourparlers avec la RRC pour ouvrir un centre de nourriture intensive pour cinq mille enfants à Makena (Tigre). Un programme qui pourrait débiter en mars avec un budget de 10 millions de francs. D'autres organisations non gouvernementales françaises, notamment la CIMADE, le Secours populaire, la Comité catholique contre la faim, ont aussi lancé des appels financiers pour soutenir des programmes déjà engagés en Éthiopie.

F. C.

(1) 1 ECU = 6,80 F.

ASIE

Taiwan

Les services secrets impliqués dans l'assassinat d'un journaliste à San-Francisco

Taipei (AFP). — Le gouvernement de Taiwan a décidé, le mardi 15 janvier, de suspendre de ses fonctions le chef de ses services secrets, après avoir reconnu que ces derniers avaient été mêlés à l'assassinat d'un journaliste chinois vivant aux États-Unis.

Bangladesh

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN AVRIL ET DISSOLUTION DU CONSEIL DES MINISTRES

Dacca (AFP). — Le général Ershad a annoncé le mardi 15 janvier la tenue d'élections législatives le 6 avril prochain et la dissolution « immédiate » de son conseil des ministres de vingt-sept membres. Le chef de l'État a également annoncé un assouplissement de la loi martiale, en particulier le rétablissement partiel de certains droits fondamentaux et l'élargissement des compétences de la cour suprême.

Des élections législatives ont déjà été annoncées à deux reprises depuis le coup d'État militaire de mars 1982, qui a porté au pouvoir le général Ershad. Mais ces consultations ont été repoussées, l'opposition refusant de participer à un scrutin sous le régime de la loi martiale.

Unis, M. Henry Liu, le 15 octobre dernier à San-Francisco.

Le ministre taiwanais de la défense a annoncé que le général Wong Hai-ling serait remplacé à la tête des services secrets par le directeur du Conseil national de sécurité, le général Wong Ching-bu.

M. Liu, qui aurait révélé dans deux livres certains scandales impliquant le gouvernement de Taiwan, avait été abattu devant sa maison à San-Francisco.

Dans une déclaration à l'AFP, un membre modéré de l'opposition, M. Antonio Chiang, a mis en cause dans cet assassinat un certain « groupe du bambou », dont les membres, selon lui, se consolaient comme des tueurs pour nettoyer la « crasse de la nation » au profit du Kuomintang, le parti politique au pouvoir à Taiwan.

Une porte-parole du ministère de la défense avait reconnu, lundi, que certains membres des services secrets étaient impliqués dans cet assassinat, sans en préciser le nombre ni les noms. Mardi, le directeur des services de presse du gouvernement, M. Chang King-yuh, a indiqué que toutes les mesures avaient été prises pour « éviter le renouvellement de tels faits qui vont à l'encontre de la loi ». Il a précisé que les personnes impliquées dans l'assassinat seraient traquées devant une cour martiale.

Tchad

Les commandos du Sud se seraient unis sous le commandement du colonel Kotiga

Plusieurs commandos du sud du Tchad se sont unifiés sous le commandement du colonel Kotiga, qui a pris la tête du front sud de l'Armée nationale de libération (ANL), de M. Goukouni Oueddei, président du gouvernement d'union nationale de transition du Tchad (GUNT), a affirmé, dans un communiqué parvenu dimanche 13 janvier à Paris, M. Thomas A. Toubman, membre du bureau de coordination du Mouvement révolutionnaire du peuple tchadien (MRP), dirigé par le colonel Wadal Abdelkader Kamoougé.

Selon le communiqué, cette unification autour du colonel Kotiga, ancien ministre du président tchadien Félix Malloum de 1976 à 1979, fait suite à une réunion qui se serait tenue sous l'égide du MRP en octobre dernier, dans la province du Moyen-Chari (sud du Tchad).

Dans une interview accordée en septembre dernier à l'AFP, le colonel Kotiga, qui était à l'époque chef des commandos Rouges de Moyen-Chari, avait cependant déclaré qu'il n'avait aucun contact avec le GUNT de M. Goukouni Oueddei, lui reprochant notamment d'« être de plus en plus manipulé par la Libye ». A propos du colonel Kamoougé, le colonel Kotiga avait ajouté qu'il devait prendre « ses distances avec ce qui reste du GUNT » et qu'il n'avait plus de popularité réelle dans le Sud.

Selon N'Djamena, les commandos du Sud tchadien relèvent directement de la Libye. Ces commandos « sont manipulés par la Libye », avait notamment déclaré en novembre dernier le ministre tchadien des affaires étrangères, M. Gouara Lassaou.

Mozambique

Les Etats-Unis vont accorder une aide militaire « limitée » à Maputo

Washington (AFP). — Les États-Unis vont accorder une aide militaire « limitée » au Mozambique, illustrant ainsi la nette amélioration des relations entre Washington et Maputo au cours des deux dernières années, 84-85 après mardi 15 janvier à Washington.

Des responsables américains, qui ont demandé à conserver l'anonymat, ont indiqué que le gouvernement américain a l'intention de consacrer un million de dollars, pour l'exercice budgétaire 1985, à une assistance militaire destinée au Mozambique, qui porterait sur du maté-

riel et non sur des armes. Une somme supplémentaire de 150 000 dollars serait, d'autre part, consacrée à l'entraînement des forces armées mozambicaines.

Ce programme d'aide constitue la dernière indication en date d'un changement dans les relations des États-Unis avec l'ancienne colonie portugaise. L'an dernier, les deux pays avaient échangé des ambassadeurs. Le Mozambique a, d'autre part, reçu pour l'exercice budgétaire 1984 plus d'aide alimentaire d'urgence américaine qu'aucun autre pays africain : 22 millions de dollars.

AMÉRIQUES

PROCHE-ORIENT

LA DÉCISION ISRAÏÉLIENNE DE RETRAIT DU LIBAN

Beyrouth : la solution la moins mauvaise possible

Beyrouth. — Telle qu'elle se présente la décision israélienne de retrait unilatéral du Liban paraît la moins mauvaise possible. Elle est en effet théoriquement basée sur deux principes chers au gouvernement libanais et indispensables pour empêcher la dégradation d'une situation déjà chaotique : le retrait israélien sera total, et son terme est fixé à l'avance dans un délai raisonnable (neuf mois). Israël passera la main à l'armée libanaise et négociera les conditions de la première phase de son retrait.

De notre correspondant

L'armée et des forces de sécurité intérieure, l'a quelque peu mis en veilleuse. Et les intentions d'Israël y apparaissent pour le moins suspectes, le comportement de ce pays sur le terrain consistant de facto à laisser face à face les milices druzes et chrétiennes, avec un net avantage à la première et de forts risques d'une petite guerre dans les contreforts du Chouf druze. Le précédent du premier retrait israélien à l'automne 1983, qui s'était traduit par une guerre féroce druzo-chrétienne, est de mauvais augure.

A la suite de cet assassinat, le comité quadripartite de sécurité, qui regroupe les représentants de l'armée libanaise et des différentes milices, a demandé aux observateurs français de ne plus assurer le contrôle des dépôts d'armements jusqu'à la mise en place d'un nouveau système de « sécurité » par les « casques blancs » français.

Entre-temps, l'insécurité s'aggrave à Beyrouth-Ouest où vingt-deux personnes ont été blessées mardi soir à la suite de deux attentats à l'explosif.

LUCIEN GEORGE.

Des prévisions de l'état-major des armées. — L'état-major des armées a apporté, mardi, des précisions sur les circonstances dans lesquelles les deux observateurs français ont été tués lundi à Beyrouth, auxquels le ministre de la Défense a attribué la médaille militaire.

L'adjudant-chef Grégoire et l'adjudant Perrot, dans l'exercice de leurs fonctions et revêtus de leur tenue d'observateurs, avaient pris place, le lundi 14 janvier à 10 h 30, dans une jeep, à bord d'une jeep blanche, arborant le drapeau des observateurs, pour se rendre du PC de la résidence des Pius vers le poste de surveillance de Borj El Brjneh, précise un communiqué du service de presse des armées.

Parvenus à 300 mètres de ce dernier, ils ont été interceptés par trois individus circulant à bord d'une jeep. Arrivés à la hauteur des occupants de la jeep, deux d'entre eux ont tiré plusieurs rafales de Kalachnikov, en visant les observateurs à hauteur de tête », ajoute le communiqué.

L'assassinat de deux observateurs français

Illustration tragique de l'insécurité et de l'instabilité à Beyrouth-Ouest : l'assassinat des deux observateurs militaires français dans la banlieue sud (chite) de Beyrouth, revendiqué par le Djihad islamique. Vigoureusement condamné par M. Barri, qui entend faire punir les coupables, cet attentat porte atteinte avant tout à l'unité et à son chef, rappelant du même coup les surenchères auxquelles ceux-ci risquent de se trouver de plus en plus confrontés au sein de leur propre communauté.

Jérusalem : le plus dur reste à faire

(Suite de la première page.)

Pour l'instant, la future ligne de front n'existe qu'en pointillé. Les experts la traceraient dans le détail au cours des prochains jours. Mais on sait déjà l'essentiel : elle commença au sud de la rivière Zabarani, passe au nord de Nabatieh et de Jezzine avant de rejoindre la ligne actuelle sur le mont Baroun. Jezzine restera en territoire occupé parce qu'elle est chrétienne et contrôlée par l'ASL, Nabatieh, parce qu'elle est la ville la plus hostile à Israël et qu'on la tient mieux en l'occurrence.

La nouvelle ligne comportera aussi pas mal d'inconvénients. Dépourvue de défenses fixes, elle sera moins facile à surveiller que la ligne Awali, qui traverse en

outre en grande partie un territoire chrétien moins hostile à Israël. Pour la première fois, les soldats stationneront au milieu d'une région chite. « Nous serons comme les Russes en Afghanistan », déclarait mardi le général Moshe Levy, chef d'état-major.

Cette vulnérabilité alimente les craintes de l'armée, qui insiste sur la nécessité de ne pas s'attarder sur cette ligne au-delà de quelques mois. Celle-ci aurait même, assurent certains, délibérément choisi cette ligne inconfortable pour qu'on ne l'oblige pas à y prendre racine. Mais le pouvoir ne nourrit sans doute pas une telle arrièrepensée. Le journal Haaretz croit savoir que MM. Pèrés et Rabin veulent accélérer les choses et envi-

sager un rapatriement total de l'armée dès juillet.

D'autres dangers se profilent. L'évacuation de Saïda risque de transformer la capitale du Sud en base arrière pour les ennemis d'Israël. La découverte des ponts sur l'Awali facilitera les infiltrations massives vers le sud. Toutefois, les Israéliens espèrent secrètement que les diverses factions libanaises consacreront l'essentiel de leur temps et de leur énergie à établir leur autorité sur les régions évacuées et que leur combativité envers l'ennemi commun en sera ébranlée.

Cette fois, il n'est pas question pour l'armée israélienne de déménager à la cloche de bois en laissant derrière elle un bain de sang comme elle l'avait fait dans le Chouf en septembre 1983. Elle démantèlera méthodiquement ses installations. L'opération de retrait de l'Awali devrait prendre trois semaines. Selon le Jerusalem Post, les Israéliens ont offert de laisser leurs équipements à la disposition de l'armée libanaise et de la FINUL moyennant une compensation financière. Le rythme exact du repli dépendra, lui, de considérations stratégiques difficilement prévisibles et liées au comportement de « l'ennemi » chite et de l'attitude syrienne.

Tout en réaffirmant sa crainte d'un « massacre qu'Israël fera tout pour prévenir », M. Pèrés a souligné, mardi, que, au cas où la guerre confessionnelle se rallumerait au Sud, l'armée israélienne « ne retournerait pas jouer les policiers » dans les zones évacuées.

Enfin, sur le plan diplomatique, MM. Pèrés et Rabin ne semblent toujours pas avoir désespéré de voir Beyrouth en Dams, une fois le dos au mur, assouplir leur position et consentir, pour empêcher le pire, à un redéploiement de la FINUL. Le secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Brian Urquhart, a rappelé mardi à Jérusalem, avant de gagner Beyrouth, que seul le Conseil de sécurité pouvait prendre une telle décision, ce qui la rend improbable en raison du veto soviétique.

J.-P. LANGELLIER.

Brésil

L'ÉLECTION DE M. TANCREDO NEVES A LA PRÉSIDENTENCE « Au nom de tous les morts de la dictature... »

Brasília. — C'est fini. Depuis le mardi 15 janvier à midi et demi, le régime militaire brésilien a cessé d'exister. Pendant deux mois, le général Figueiredo expédia les affaires courantes. Il passera ensuite à l'échelle présidentielle au « docteur » Tancredo Neves, vainqueur d'une élection au suffrage indirect qui a eu lieu dans le décor un peu abstrait du Congrès, sous l'une des deux coupes dessinées il y a vingt-cinq ans par Niemeyer, devant un drapeau et un crucifix. M. Neves a obtenu 480 suffrages contre 180 à M. Maluf, son adversaire.

Docteur, en Amérique latine, c'est le titre qu'on donne aux diplomates. M. Tancredo Neves est monté à la tribune et a répété ce qu'il n'a cessé d'affirmer durant sa campagne : « Je viens ici au nom de la conciliation ».

Ses partisans, dans les trêves, étaient émus. Les journalistes aussi. Vingt et un ans pour arriver jusqu'à la fin de la route des généraux à quatre étoiles, et voir s'installer à la tête du pays un homme qui fera peut-être des erreurs, mais dont ses compatriotes savent qu'il est en tout cas honnête, compétent, et qu'en cinquante ans de carrière politique il n'a jamais abdiqué devant les fautes de ses prédécesseurs.

L'annonce du résultat, l'ample théâtre debout a chanté l'hymne de l'indépendance, puis le Chant de la République, enfin l'hymne national. Toute l'histoire du Brésil en trois chansons. Le public, absent de l'hémicycle, a accompagné le vote dehors en écoutant les haut-parleurs. Beaucoup de jeunes, d'étudiants et aussi des hommes sans âge, au regard de sous-alimenté. Des tambourins criaient l'ambiance. Sans perdre jamais le rythme, la foule applaudissait chaque fois qu'un vote allait à M. Tancredo Neves et

De notre correspondant

sifflait quand c'était pour M. Maluf qu'on votait. Des badges sur toutes les poitrines : « Recommence à souffrir mon cher Brésil ». Et, au loin, un grand panneau jaune et vert (les couleurs nationales) : « Bonjour démocratie ».

Beaucoup d'électeurs ont justifié leur vote en quelques mots. M. Tancredo Neves a été choisi « au nom de tous les morts de la dictature » ; ou bien « pour mettre fin à une nuit de vingt ans » ; ou encore pour la « rédemption ». Un député a voté Neves « au nom des victimes de la sécheresse » et un autre « en mémoire de Vladimir Herzog ». Herzog était un journaliste communiste que ses tortionnaires ont tué il y a dix ans. Il a été l'une des dernières victimes d'un régime qui pratiquait la « gégnie » et le « perchoir du perroquet ».

Des « changements courageux »

Mário Jurana, le député indien, a voté, lui, « pour le bien des communautés indiennes ». Et certains de ses collègues ont lu un poème avant de dire : « Tancredo Neves ». Les trois cent trente-quatre parlementaires qui ont voté pour le candidat de l'opposition — chiffre qui correspondait à la majorité absolue — a dit : « J'ai l'honneur de donner avec mon vote le coup de grâce à la dictature fasciste et anti-nationale ».

Dans son message, M. Tancredo Neves a exposé la philosophie de son gouvernement. A deux reprises, il a affirmé qu'il était là pour faire des « changements courageux et irréversibles ». Toute la politique économi-

que, a-t-il promis, « sera subordonnée à nos obligations sociales ». La vie humaine, en effet, « vaut plus que la progression des indices », claire référence à un régime qui a sacrifié les hommes à la production.

Reprenant le concept de sécurité nationale si cher aux généraux, M. Neves l'a retourné, disant que la vraie sécurité, c'était l'éducation, la santé, le logement, l'éducation, le transport pour tous.

Le discours du nouveau président a fait apparaître son obsession de l'inflation, qu'il veut combattre « dès le premier jour ». Mais nous ne tomberons pas dans l'erreur grossière, a-t-il précisé, de recourir à la récession comme technique déflationniste.

Moins d'Etat, plus de liberté pour les petits entrepreneurs et les petits propriétaires, a-t-il fait « défendre contre les monopoles et le latifundio » : tels sont certains des engagements du nouveau président. La presse a fait le compte, ces jours derniers, de ce qu'il attend : de la révision nécessaire des accords passés avec le FMI jusqu'à la refonte des services secrets, en passant par la création d'emplois, le lancement de programmes alimentaires d'urgence, la préparation d'une nouvelle Constitution. La liste est longue, comme M. Tancredo Neves le laisse entendre dans l'interview qu'il nous a accordée.

« Le peuple court le risque d'être déçu », écrivait mardi le quotidien O Estado de São-Paulo. Personne ne lui a dit jusqu'à présent que la construction d'une démocratie était un processus de longue haleine ; que la lutte contre l'inflation était dure ; que la récupération de notre crédit international était une entreprise de titans.

Ch. V.

Un entretien avec le nouveau chef de l'Etat

(Suite de la première page.)

Le Brésil est la huitième puissance industrielle du monde, mais il est au quatre-vingt-quatrième rang pour le PIB par habitant. Cela signifie que le développement économique s'est fait au bénéfice d'une minorité et au détriment de la grande majorité de la nation. La tâche de mon gouvernement, ce sera de réduire cette inégalité, d'apporter à la majorité les bénéfices du développement, d'autrement dit, de lui donner plus d'alimentation, plus d'éducation, plus d'hygiène publique et de santé.

Un autre problème à affronter, ce sera celui du chômage. Notre pays a travaillé avec des technologies importées, qui n'ont pas absorbé la main-d'œuvre au même rythme que la croissance démographique, et le résultat, vous le voyez, c'est la prolifération des bidonvilles, une concentration urbaine dangereuse et dramatique.

Vous avez été ministre de Genivaldo Vargas, premier ministre de João Goulart, deux chefs d'Etat qui étaient nationalistes et réformistes. Est-ce ainsi que vous vous définiriez aujourd'hui : nationaliste et réformiste ?

Je ne suis pas de ceux qui ont peur des idéologies. Alors je vous répondrai : oui, je suis réformiste et nationaliste, comme Vargas et Goulart l'étaient. Je crois que gouverner, cela consiste toujours à faire des formes sociales, pour que l'Etat à la société, car celle-ci évolue sans cesse. Quant au nationalisme, dans des pays comme le nôtre, qui font irruption dans l'histoire, il ne résulte pas d'un parti pris politique, il est une question de survie. Mon expérience de gouvernemeut m'a confirmé ce que j'ai toujours cru : à

savoir que seules la patience et la modération peuvent venir à bout des crises politiques. Cela dit, le Brésil n'est pas le même pays que du temps de Vargas et de Goulart. Il est bien plus complexe. Notre politique ne pourra pas être la même que celle qui a été appliquée alors...

La reprise de la croissance

Et que sera votre politique ?

— Nous héritons d'un pays dont les institutions ont été mutilées par deux décennies d'autoritarisme. Un pays cultivé, mais qui vit sous une Constitution qu'il n'a pas votée, qui lui a été octroyée, qui est réactionnaire et autocratique. Notre premier travail sera donc de donner à nos compatriotes une Constitution démocratique, dynamique et moderne. Dans le domaine économique, nous supportons les conséquences des politiques récessives imposées par le FMI. Il y a quatre ans que la nation est paralysée dans sa croissance, ce qui signifie démobilité des entreprises, réduction des salaires, chômage...

La reprise de la croissance, c'est une question de survie. Dans le domaine social, nous constatons que plus de la moitié de notre population vit dans la misère absolue, la mortalité infantile est une des plus élevées du monde. Il y a douze millions d'enfants à la rue. Les endémies sont dans beaucoup de régions un fléau insupportable. Il est urgent pour notre pays de s'acquitter de sa dette sociale, et il le fera en se donnant plus de culture et plus de technologie.

Vous qui êtes nationaliste, ne croyez-vous pas que l'indépendance du Brésil est compromise par les engagements pris auprès du FMI et des créanciers étrangers ?

— La souveraineté nationale est évidemment conditionnée par l'endettement extérieur, et le nôtre est devenu écrasant. Le Brésil a toujours respecté ses engagements avec l'étranger : nous n'avons pas l'intention de rompre cette tradition. Nous devons de l'argent : nous paierons, mais pas avec la faim, la misère, le déshonneur de notre population. Nous rembourserons chaque centime de ce que nous devons, mais dans les délais et aux conditions que nous jugeons possibles.

Est-ce que vous ne craignez pas, avec le retour de la démocratie, une exacerbation des tensions sociales, et que l'extrême gauche en profite contre vous ?

— Je n'aimerais pas que mou gouvernement bénéficie d'une unité nationale. Tout gouvernement a besoin d'une opposition. Je sais très bien qui sera dans l'opposition : il y aura les rescapés de l'ancien régime, ceux qui ont été battus. Il y aura aussi certaines forces de gauche qui, bien que démocratiques, tentent de grandir et de se consolider contre nous. Et il y aura l'extrême gauche, qui est contre la démocratie parce qu'elle veut une transformation radicale de la société. La gauche qui agit dans le cadre de la loi sera respectée. La gauche subversive sera combattue avec les armes de la loi.

Quels sont les engagements que vous prenez à l'égard de votre peuple et de votre pays ?

— Les engagements d'un libéral qui ne craint pas d'assumer cette position, que beaucoup estiment surannée. La liberté pour moi, c'est la valeur suprême, elle a inspiré toute ma vie publique, mais la liberté dans l'exercice de droits concrets et élémentaires, comme le droit au travail, à la propriété, à la paix. Un autre engagement que je prends, qui paraît aller de soi, mais qui mérite d'être affirmé, surtout au Brésil aujourd'hui, c'est de gouverner avec dignité et austerité.

Propos recueillis par CHARLES VANHECKE.

MESSAGE DE FÉLICITATIONS DE M. MITTERRAND

M. Mitterrand a salué, mardi, « un progrès historique de la démocratie au Brésil » dans un message de félicitations adressé au nouveau président Tancredo Neves, qu'il souhaite « rencontrer très prochainement ».

Satisfaction à Washington. — Le gouverneur Reagan s'est félicité de l'élection du nouveau chef de l'Etat brésilien, M. Tancredo Neves, qui, selon le département d'Etat, marque la volonté du Brésil de « revenir vraiment à une forme de gouvernement représentatif ». Un porte-parole du département d'Etat, M. Alan Romberg, a indiqué que le gouvernement américain « s'opposait à coopérer de façon très positive avec le nouveau président ».

Jamaïque

Emeutes dans la capitale Au moins trois morts

Kingston (A.F.P., U.P.I.). — Des émeutes ont fait au moins trois morts, le mardi 15 janvier à la Jamaïque. L'éruption de violence a suivi l'annonce, la veille, par le gouvernement de M. Edward Seaga, conservateur, d'une augmentation d'environ 20 % des prix de l'essence, et du gaz domestique. Des centaines de manifestants ont érigé des barricades de pneus enflammés dans les rues de Kingston et de plusieurs localités jamaïquaises, et ont barré certaines routes et voies ferrées. La vie économique du pays a ainsi été paralysée ; elle a aussi été isolée, la plupart des avions vers l'étranger n'ayant pas décollé faute de passagers.

Deux personnes ont été tuées à Kingston par la police, on indique des sources officielles, et un homme d'affaires a également été tué par balles près d'un barrage routier dans le centre de l'île. Une autre victime est signalée, mais sa mort pourrait n'être pas directement liée aux troubles.

bles ; selon l'opposition, un soldat a également été tué.

Le Parlement (où le Parti national populaire — PNP, opposition de gauche — n'est pas représenté après qu'il eut boycotté les élections anticipées de 1983) s'est réuni d'urgence. Le premier ministre a assuré avoir la situation totalement en main. Mais de nouvelles manifestations furent annoncées pour ce mercredi. M. Seaga a assuré que les manifestations, en apparence très coordonnées, sont liées à la revendication du PNP de voir se tenir rapidement de nouvelles élections. M. Michael Marley, leader de l'opposition, a réaffirmé son attachement à l'ordre légal ; mais le petit parti communiste (WPJ) a participé aux opérations de blocage de la circulation.

Ces émeutes constituent l'événement le plus violent dans cette île de 2,2 millions d'habitants depuis la campagne électorale de 1980, qui avait provoqué la mort de sept cents personnes environ.

A TRAVERS LE MONDE

- Inde**
 - DES COMBATS AVEC LE PAKISTAN AURAIENT FAIT QUATRE-VINGTS MORTS EN SIX MOIS. — Plus de cinquante soldats pakistanais et au moins trente Indiens sont morts au cours de combats, ces six derniers mois, pour le contrôle du glacier de Saichin (Cachemire), revendiqué par les deux pays, a annoncé, mercredi 16 janvier, le commandant militaire indien pour le secteur. « Les troupes indiennes ont repoussé toutes les attaques pakistanaises, et le territoire reste entièrement sous contrôle indien », a déclaré le général de corps d'armée M. L. Chibber, chef d'agence indienne de presse PTI. Il a précisé que les troupes adverses avaient eu de nombreux blessés. Des combats importants avaient été signalés les 11 et 12 juin dernier autour du glacier de Saichin, dans la région du Ladakh, mais aucun des deux pays n'avait fourni d'indications quant au nombre des victimes. — (A.F.P.)
- URSS**
 - M. VICTOR GRICHINE A VARSOVIE. — M. Victor Grichine, membre du bureau politique et secrétaire du parti pour la région de Moscou, a quitté, mardi 15 janvier, Moscou pour Varsovie où il doit assister aux cérémonies du quarantième anniversaire de la libération de la ville. Ce déplacement laisse supposer que l'état de santé du secrétaire général, M. Constantin Tchernenko, n'est pas grave au point que la présence à Moscou des principaux membres du bureau politique soit considérée comme indispensable.
 - Le report sine die du sommet du pacte de Varsovie à Sofia, prévu pour le début de la semaine, a relancé les rumeurs concernant l'état de santé de M. Tchernenko, mais certaines divergences de vues entre dirigeants politiques, à propos des résultats des récents entretiens Shultz-Gromyko à Genève, pourraient aussi fournir une explication à ce report.
- République d'Irlande**
 - PROTESTATIONS AUPRES DE LONDRES. — Le ministre irlandais des affaires étrangères, M. Peter Barry, a fait part aux autorités britanniques de la « vive préoccupation » de son gouvernement après le meurtre d'un jeune catholique de dix-sept ans, tué par des auxiliaires de l'armée britannique le 15 janvier à Belfast. Il a demandé que les soldats impliqués dans cette affaire soient sanctionnés. Le jeune homme se trouvait à bord d'une voiture volée, avec quatre autres garçons de moins de vingt ans. Ils avaient refusé de s'arrêter à un barrage de l'armée. — (A.F.P.)

PICARD

Votre serrure doit être révisée !

Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

Il vous dira si votre serrure est encore capable ou non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

هكذا من الأصل

LES THÈMES DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DES SOCIALISTES

Retour à la République

La devise de la République française - « Liberté, Égalité, Fraternité » - a pris un coup de jeune. A mesure que le PS déploie ses troupes en ordre de bataille pour 1986, ces mots - avec aussi ceux d'effort, de patrie, de civisme - sont de plus en plus présents dans le vocabulaire des socialistes.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, ne même pas une érudite isolée, lorsqu'il souhaite le rétablissement de l'insurrection civique, lorsqu'il appelle les écoliers à comprendre la nécessité de l'effort et à en retrouver le goût. Le numéro de décembre de la *Nouvelle Revue socialiste* (NRS), publie un dossier sur « civisme et liberté ». (1). De son côté, l'Institut

socialiste d'Études et de Recherches (ISER) organise les 19 et 20 janvier à Paris un colloque sur le thème « Liberté, Égalité, Fraternité : actualité des idéaux de la République », colloque auquel M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, doit participer.

Cette résurgence de thèmes que mai 68 - pour certains d'entre eux au moins - semblait avoir rendu quelque peu démodés dans l'esprit de toute une partie de la gauche, en particulier chez les jeunes générations, ne doit rien au hasard. Le 15 octobre dernier, au micro de France-Inter, M. Jospin affirmait : « Le Parti socialiste a bien l'intention [...] de développer ce que sont

non seulement les valeurs de la gauche, mais je dirais même d'une certaine façon les valeurs de la République ».

Le recours à une telle thématique de la part des socialistes est, dans une certaine mesure, provoqué et facilité par la radicalisation de l'opposition. Dès lors que la droite classique se rapproche de l'extrême droite, les socialistes peuvent faire valoir, exemples à l'appui, que cette « droite régressive », qui nourrit des ambitions de « restauration » et se reconstruit en partie avec « les valeurs de Vichy », ne peut plus, par là-même, se prévaloir des valeurs de la République.

Autrement dit, les nouvelles idées de la droite, peuvent servir de re-

poussoir et élargir, à contrario, les bases du vaste rassemblement que les socialistes - qui n'ont de toute façon pas d'autre choix - veulent constituer. Encore cette arme se révèle-t-elle d'un maniement délicat. La défense des idéaux républicains peut, aux yeux de certains, vider de son contenu la gauche, lorsqu'elle s'accompagne d'attaques trop vives qui peuvent prêter le flanc aux accusations d'anathème.

A l'inverse, il s'agit, pour les socialistes, de montrer à la fois que les valeurs de la gauche sont, en réalité, celles qui ont fait la République, et que la gauche, désormais, parle pour la France, non pour le seul « peuple de gauche ». Si on suit un tel raisonnement, pourquoi, en effet, la gauche n'aurait-elle pas vocation à rassembler tous les Français ?

M. Chevènement est l'un de ceux qui ont, jusqu'à maintenant, formulé le plus précisément cette progression logique.

Le retour aux valeurs traditionnelles de l'effort et de la cohésion nationale est aussi, en partie, la conséquence directe de la situation économique. Il semble maintenant à peu près acquis que, jusqu'en 1986, la gauche n'aura pas les moyens de renouer avec sa fonction redistributive.

Plutôt que d'entretenir une fiction démentie par les faits, mieux vaut alors valoriser, carrement l'effort, voire le sacrifice, pour le bien commun : c'est M. Laurent Fabius, s'exprimant (lors de la convention sur la modernisation), devant les socialistes qui demandent plus de pouvoir d'achat et moins de chômage : « Voilà que le réel nous gifle. Et alors ! Est-ce si compliqué de comprendre que nous sommes arrivés que par l'effort, l'effort ensemble et dans la justice ? » (*Le Monde* du 18 décembre 1984).

Reste à convaincre la base populaire de la gauche d'adhérer à ce discours. On sait ce qu'il en est pour les communistes. Même les socialistes qui, tel M. Jean Poperna, numéro deux du PS, se réjouissent de voir les idées socialistes-humaines - notamment en matière d'éducation - poussées doucement aux oubliettes, soulignent les risques que prend la gauche en méconnaissant sa base sociale. Quant à la partie de la gauche socialiste qui, précisément, revendique une part au moins de l'héritage de mai 68, elle risque de sauter ce discours sur l'indifférence, voire une certaine crispation.

« Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi ! disaient les graffiti de mai 68. Le vieux monde a mis du temps, mais il a fini par rattraper les camarades... »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) La NRS est une revue théorique du PS (n° 72, novembre-décembre 1984, 10 rue de Solferino, 75333 Paris CEDEX 07).

« M. Jospin va se rendre à Madrid. - M. Jacques Huettinger, membre du secrétariat national du PS chargé des relations internationales, a annoncé, mardi 15 janvier, que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, se rendra à Madrid, sur l'initiative du PSOE, d'ici au 15 février. M. Huettinger a aussi annoncé que les partis socialistes des pays membres de l'Alliance atlantique se retrouveront à la fin du mois de mars, à Lisbonne, pour un rencontre de trois jours. Organisée sur l'initiative du PS français, cette réunion dans la capitale portugaise - une première - devrait débattre du rôle des grandes puissances et de l'Europe, de la sécurité européenne et de la défense, des problèmes de la défense européenne occidentale et de l'alliance atlantique.

Le rôle de M. Fiterman

Le refus de l'autocritique, position adoptée par la direction du parti à l'été 1984, se heurte donc à un scepticisme, sinon à l'hostilité déclarée des militants. Les dirigeants communistes sont ainsi directement mis en cause dans leur comportement, s'ils ne le sont pas dans leurs analyses politiques. Cela explique la véhémence de la déclaration du bureau politique, qui s'en prend non seulement à la presse, mais au Parti socialiste, accusé de contribuer à des « opérations » contre le PCF et sa direction.

Dans le même temps, M. Charles Fiterman, resté silencieux ces dernières semaines, s'efforce, dans une interview publiée par le quotidien *Paris soviétique* (daté du 16 janvier), de répondre à la préoccupation de certains militants et de certains élus de la gauche. L'ancien ministre des transports exprime la position exprimée lundi par M. Marcel Rigout, ancien ministre de la formation professionnelle, en indiquant que le PCF est prêt à « l'action commune avec d'autres formations, en particulier le PS, dès lors que nous pouvons nous mettre d'accord sur des mesures anticrisse ».

Le ton modéré de M. Fiterman est destiné à rassurer ceux des militants communistes qui peuvent craindre que la direction ne soit inspirée extrémisme dans ses démarches par le souci de sa propre préservation. Il ne répond pas toutefois aux préoccupations politiques de fond exprimées par les opposants les plus déclarés.

PATRICK JARREAU.

LA STRATÉGIE DE L'OPPOSITION

M. Chirac veut combattre « le masochisme et la morosité » des Français

Les débats d'année sont toujours propices à l'éloquence politique pour laquelle les cérémonies de vœux sont autant d'occasions favorables. Les premiers jours de 1985 auront été encore plus fastes avec les événements de Nouvelle-Calédonie, la préparation des élections cantonales des 10 et 17 mars, le projet de réforme du mode de scrutin pour les législatives de 1986 et l'approche du congrès du Parti communiste sans parler du seul sujet qui à travers des commentaires sans fin entraîne quand même l'unanimité : la persistance du froid !

Du côté de la majorité comme de celui de l'opposition on a surtout le sentiment que le moment décisif approche. Au gouvernement, plus encore qu'un Parti socialiste, on espère et l'on est prêt à croire que dès lors, le fond a été atteint, et que, dès lors, on ne pourra que remonter. Pour l'opposition, il s'agit de bien asseoir les progrès réalisés depuis trois ans au fil des élections partielles, ou des consultations plus générales comme les municipales, les cantonales ou les européennes : il s'agit de maintenir l'écart qui s'est creusé entre les intentions de vote en vue des élections législatives de l'année prochaine et qui serait aujourd'hui de quelque 22 points, selon le sondage BVA-Paris-Matet de décembre 1984, la droite reculerait en effet de 36 % à la gauche. Trois conditions doivent, selon les politiciens de l'opposition, être remplies pour que ce feu régulièrement alimenté en combustible ne retombe pas. L'opposition doit ainsi tout à la fois se montrer unie, maintenir sa pression sur l'opinion et enfin donner de l'espoir à celle-ci.

L'union est sans doute le thème le plus ancien auquel s'attache l'opposition - du moins depuis la défaite de l'ancienne majorité en 1981 - mais aussi celui qui est le moins convaincant. M. Chirac, dès les premiers mois de l'après-1981, s'est gâté de remuer les centres encore chauds des rivalités qui avaient conduit à son affrontement avec M. Giscard d'Estaing au premier tour de l'élection présidentielle. L'ancien chef de l'Etat était convenu qu'il était temps de « jeter la rampe à la rivière ». Depuis lors, les deux hommes se sont rapprochés et ont multiplié les rencontres.

Un dosage délicat

Celles-ci, le plus souvent dues à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, on pu être parfois jugées, trop pressantes et même trop concubinaires par le président du RPR. Ainsi, après avoir lancé un appel commun - auquel s'était joint M. Barre - pour la Nouvelle-Calédonie, on a pu noter tout récemment que l'ancien maire de Châtelleraud et le maire de Paris n'avaient pas posé ensemble après la réunion conjointe des clubs *Perpectives* et *Réalités* et du Club 89 et que M. Chirac et M. Giscard d'Estaing avaient réagi chagrin de son côté aux événements de Nouvelle-Calédonie.

Tout se passe comme si le RPR et l'UDF, en tant que partis, entretenaient des contacts étroits et se proclamaient solidaires, alors que dans le même temps, leurs leaders menaient leurs convergences. L'intérêt du président du RPR est certes de

s'allier à M. Giscard d'Estaing contre M. Barre, mais il n'est pas de confondre son image avec celle de l'ancien président de la République. Son ambition de devenir la locomotive de l'opposition ne doit pas être freinée par un convoi trop lourd.

Les sondages montrent que pour le moment, le maire de Paris a l'avantage : le vote du peuple, que l'ancien chef de l'Etat et qu'il doit être frais (comme on le dit d'un coureur) pour s'attaquer dans le sprint final à son seul concurrent ne naquit. M. Raymond Barre. Mais il ne doit pas pour autant, dans le même temps, susciter un rival. L'union est sans doute un combat selon la formule traditionnelle, mais dans l'opposition d'aujourd'hui, c'est surtout un délicat dosage de solidarité-rivalité.

Maintenir la pression est le deuxième impératif de la droite et notamment de M. Chirac. Son opposition multiple et musclée à la politique gouvernementale a porté ses fruits. Elle a surtout attiré un de ses objectifs essentiels : le RPR est aujourd'hui dénoté par toutes les composantes de la gauche comme l'adversaire le plus dangereux. Les attaques lancées par les amis de M. Chirac obligent les partisans du gouvernement à leur répondre abondamment de même que le débat, ce qui contribue à répandre un peu plus les idées ainsi lancées. Le rôle en point de vue RPR dans la controverse sur la statue de la Nouvelle-Calédonie, par exemple, est bien établi. Il compte même une active campagne pour les élections cantonales et réunit pour cela à Paris samedi 19 janvier plusieurs centaines d'élus cantonaux. Pour les élections législatives, il va entreprendre une vaste action de sensibilisation contre l'instauration de la représentation proportionnelle.

Enfin, donner l'espoir et redonner de l'optimisme à M. Chirac a décidé de s'en charger lui-même. Un de ses nouveaux thèmes de discours qu'il a déjà roti lors des cérémonies de vœux consistait à combattre « le masochisme et la morosité ». Il se dit agacé par le pessimisme exprimé tant dans la majorité que dans l'opposition, par les orateurs politiques qui affirment : « que tout va mal, que la crise est profonde et durable, que la rigueur s'impose et surtout qu'elle durera longtemps ». Prenant volontairement le contre-pied du discours dominant, et notamment de celui de M. Raymond Barre, M. Chirac préfère dénoncer « les tristesses et les modes de pessimisme des socialistes qui sont tout à fait inadmissibles ». Formulait un acte de foi, il affirme que « l'avenir est beaucoup moins sombre qu'on nous le promet. Or on ne nous promet que du sang, des larmes et de la sueur ». Pour lui, la France possède en elle-même les capacités de surmonter la crise. Pour cela, la recette semble simple : il faut, dit-il, tout d'abord, que la gauche n'exerce plus le pouvoir - ce qui est la moindre des revendications pour un opposant. Ce simple changement redonnera « confiance et espoir ».

Après, avoir « soldé la gestion socialiste », c'est-à-dire lancé le programme de la nouvelle majorité, M. Chirac se fait fort de « rassembler tous les Français dans un effort commun ». Mais avant que ce but ne soit atteint et pour éviter « toute fracture, tout affrontement », toutes crispations qui seraient un handicap à toute politique de redressement, le président du RPR lance un appel désigné autant, dit-il, aux opposants qu'aux gouvernants d'aujourd'hui pour qu'ils fassent preuve à la fois « de sagesse et de tolérance afin de préserver l'unité nationale ». L'ancien président de la République, lors des cérémonies de vœux, n'a-t-il pas tenu un langage comparable ?

ANDRÉ PASSERON.

« M. d'Aubert (UDF) : le départ du président. - Dans une interview au *Quotidien de Paris* du 15 janvier, M. François d'Aubert, député (UDF-PR) de la Mayenne, estime qu'il faut préparer le terrain psychologique pour qu'en cas de large victoire de l'opposition (en 1986) l'opinion demande au président de la République de partir. Et M. d'Aubert considère qu'on lui tend une perche en disant qu'on accepterait d'être son premier ministre. Pour le député de la Mayenne, deux lui croient qu'il suffit de l'écarter du pouvoir tout en le gardant à l'Elysée pour le neutraliser » se font « de douces illusions et sur la nature du personnage, et sur le dossier qu'il aura de perpétuer le socialisme et de sauver la mise en 1986 ».

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU PCF

La direction contestée à la base

(Suite de la première page.)

A Hosi-Compigny, dans le Pas-de-Calais, en présence de l'ancien député M. Maurice Andrieux, le projet a été repoussé par onze voix contre ; il y a eu quatre abstentions et aucune voix pour. Les abstentions et les votes contre ont également été plus nombreux que les votes pour à Neuville-Plaisance en Seine-Saint-Denis, et à la Faculté de Montpellier. Il semble que sur l'ensemble des sections de cette dernière ville, la direction du parti soit en minorité.

Les votes ont fait apparaître une forte proportion d'abstentionnistes et de militants en désaccord avec le texte de la résolution à Sartrouville, à Hachères, à Liévin (dix pour, cinq contre), à Argenteuil dans le Val-d'Oise (quarante-cinq pour, trois contre, douze abstentions), ainsi que dans la section de Rueil-Malmaison (trente-deux pour, huit contre). Les débats ont été serrés aussi à la faculté de Lyon, dans la section de Lyon Centre, ainsi qu'à Echirrolles dans l'Isère. Ils ont été animés dans l'Indre, l'Ain et la Charente. Il en a

été de même en Seine-Saint-Denis, à Sevran, ainsi qu'à Noisy-le-Grand, où le texte a été adopté par trente voix avec quinze abstentions.

A Paris, où l'on pouvait penser que, depuis l'affaire Fiszbin en 1980, les rangs du PCF se composaient plus d'opposants à la direction qu'à ses partisans, on a néanmoins recensé entre 15 et 20 % d'abstention et de votes contre. On observe aussi dans la capitale une certaine tendance chez les militants en désaccord à rendre publique l'état de la discussion dans le parti. Ainsi peut-on savoir que deux sections du X^e arrondissement comportent un nombre relativement élevé de militants critiques. C'est également le cas dans deux sections du XIII^e arrondissement, fief de Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central, ainsi que dans les XVII^e et XVIII^e arrondissements. Dans tous ces cas, le projet de résolution a été adopté, mais il l'a été souvent avec des amendements qui en remettent en cause les orientations principales.

Le bureau politique accuse le PS de participer aux « opérations menées contre le Parti et sa direction »

Le bureau politique du Parti communiste a rendu public, le mardi 15 janvier, un communiqué indiquant que « dans les instances où il a déjà été soumis au vote », c'est-à-dire dans les conférences de section, le projet de résolution du prochain congrès « fait, en règle générale, l'objet d'une approbation massive et d'enthousiasme ». Le bureau politique exprime son « indignation » et son « mépris » devant « les agissements antisocialistes qui visent le Parti et sa direction » et il « affirme sa totale solidarité avec le secrétaire général du parti, cible privilégiée d'une véritable chasse à l'homme, qui remet en mémoire les pires campagnes contre des dirigeants ouvriers et progressistes qui ont marqué l'histoire de notre pays ».

Le bureau politique dénonce « l'affabulation, la calomnie, la provocation, la manipulation, la campagne de haine, la violence », tous « procédés repoussants » qui « se développent avec une intensité croissante, dans les entreprises, contre ceux qui refusent l'aliénation, les fermetures, la régression sociale et mise en cause des droits et des libertés » et qui « se répandent dans la vie sociale et politique, où la brutalité et le cynisme deviennent

les vertus premières ». « Ils sont le fait des tenants du capital et de leurs représentants politiques, indiquant le communiqué. Mais, particulièrement à propos des opérations menées contre le Parti communiste et sa direction, avec des méthodes qui s'apparentent à celles de la guerre psychologique, on ne peut pas escher que de telles opérations ne pourraient être conduites avec d'aussi puissants moyens en dehors du Parti socialiste, dans les représentants détiennent les leviers de direction de l'Etat et ont investi les médias ».

Le bureau politique du PCF « tient à mettre en garde contre cette dégradation de la vie politique française ». Il se déclare « persuadé que (...) avec détermination et calme, les communistes feront face aux opérations nouvelles qui ne manquent pas de se développer [...] repousseront les pièges de l'enlèvement ou du repli dans lesquels on voudrait les enfermer [et] poursuivront leur débat sur les problèmes de fond du pays, pour aboutir à un congrès qui offrira l'image d'un parti debout, ouvert et combatif, à la disposition de tous ceux et celles qui veulent se rassembler pour écrire une nouvelle page du progrès de la France ».

Finlande le fin du fond.

Même si vous n'êtes pas nés les skis aux pieds comme vous les Lapons, n'hésitez pas à vous lancer dans le royaume du ski de fond en Laponie : vous découvrirez la grisaille des courses dans le désert blanc, une nature authentique, un espace irréel et la chaleureuse hospitalité d'un peuple on ne peut plus accueillant. Si vous vous sentez l'âme paresseuse, vous découvrirez l'hiver en Finlande, les joies vivifiantes du traîneau tiré par des rennes, des promenades ensoleillées dans les bois de bouleaux et... du sauna traditionnel.

Découvrez nos différentes idées ski de fond : à la ferme chez l'habitant, à l'hôtel, en chais de location, les randonnées et les raids.

Pour recevoir gratuitement les brochures de ski de fond en Finlande, retournez ce coupon à :

Office National du Tourisme de Finlande
13, rue Aubert-75009 PARIS Tél. : 266.40.13

Nom :
Adresse complète :

Le mouvement est un nouveau

Mystique, l'

contrat de mission pour

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

La France par grand froid

La France s'installe dans le froid et bat de tristes records. Le thermomètre est descendu à moins 41 degrés dans le Jura; six nouveaux décors liés aux conditions climatiques au cours des dernières 24 heures s'ajoutent aux cent-vingt victimes du froid déjà dénombrées sur le territoire. L'enlèvement exceptionnel dans certaines régions; le Cotentin et une partie de la Bretagne disparaissent sous une épaisse couche blanche. La circulation est pratiquement bloquée dans tout l'ouest de la France, seule l'autoroute Paris-Laval reste ouverte.

Les difficultés de circulation affectent l'ensemble du territoire et ne sont pas près de s'achever. Rendus cassant par le gel, les câbles du pont suspendu de la France, la Loire à Sully-sur-Loire (Loiret) se sont rompus au passage d'un poids lourd. Dès le redoux, 9 000 kilomètres de routes nationales (sur 28 000) seront interdites aux camions.

L'industrie souffre. En raison du gel qui a solidifié les bacs de traitement, six cents salariés de la métallurgie et de la mégisserie sont en chômage technique dans le Nord et dans le Tarn. En Gironde, les cen-

trales à béton sont bloquées par le froid. Les artisans et petites entreprises du bâtiment demandent que leur profession soit considérée comme sinistrée sur l'ensemble du territoire. Dans les Landes, 80 % des entreprises qui travaillent le bois sont arrêtées car les troncs sont aussi durs que le fer. A Paris, la pelouse du Parc des Princes, qui doit accueillir les rugbymens du match France-Pays de Galles, samedi 19 janvier, a la consistance du béton. Le premier match du Tournoi des cinq nations ne pourra vraisemblablement avoir lieu. Les chasseurs eux-mêmes doivent laisser leur fusil au râtelier car le ministère de l'environnement a demandé aux préfets de prolonger l'interdiction de chasser jusqu'au 21 janvier.

Eofio, la mobilisation pour l'hébergement des sans-logis continue. A ce titre, M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme et des transports, s'est assuré lui-même, dans la soirée de mardi 15 janvier, que les sans-abri étaient convenablement accueillis dans les couloirs de la station Luxembourg, que l'Armée du Salut à équipée de cent soixante quinze lits.

Paris, pôle des sans-abri

Cent soixante centres d'accueil sont à présent capables d'héberger 8 155 personnes sans domicile dans les huit départements de l'Île-de-France. 1 700 places ont été aménagées au cours des deux derniers mois, témoignage de l'effort exceptionnel accompli récemment pour répondre à l'offensive du froid.

Dans Paris intra-muros, le nombre de lits disponibles atteint 4 370. Ce bilan a été dressé, mardi 15 janvier, par M. Olivier Philip, préfet de l'Île-de-France, qui visitait deux centres nouvellement ouverts à la porte de la Villette à Paris (19). L'un et l'autre illustrent la mobilisation générale qui s'est accomplie ces derniers jours. Le premier, situé avenue de la Porte-de-la-Villette, est installé sur un terrain appartenant à la Ville. C'est l'Etat qui a édifié les baraques et qui fournit les fonds. La gestion et le personnel sont sous la responsabilité de l'Armée du Salut. On y recevra, dans d'excellentes conditions, des femmes seules et des couples avec enfants.

L'autre est un pavillon de l'hôpital Claude-Bernard offert par l'Assistance publique. L'Armée du Salut a installé des lits dans les couloirs. Cent soixante personnes, dont des familles et des couples, y seront accueillies par les militants de l'Association Emmaüs.

Solidarité active

On estime que les capacités d'accueil en Île-de-France sont désormais suffisantes pour répondre aux besoins. Si, certains soirs, quelques centres sont débordés, d'autres sont loin d'être complets. Le problème est, à présent, de mieux répartir ceux qui cherchent un toit pour la nuit. Aussi la préfecture de l'Île-de-France vient-elle d'éditer à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires un guide indiquant de manière précise l'adresse, le numéro de téléphone, les capacités et les caractéristiques de tous les lieux d'hébergement (1).

M. Philip a indiqué que les centres provisoires resteront ouverts jusqu'au mois d'avril. Au total, les crédits affectés par l'Etat pour l'aide aux nouveaux chômeurs de l'Île-de-France, atteint, cet hiver, 100 millions de francs. Une partie de ces sommes est utilisée pour maintenir dans leur foyer des personnes en difficulté.

Toutes ces mesures ont fait de la région parisienne, et notamment de Paris, un véritable pôle d'attraction. Les communes de banlieue et même certaines grandes villes de province ont tendance à expédier leurs sans-abri vers la capitale. On voit en ce moment débarquer dans les centres d'accueil des gens munis de bons de transport, venus, par exemple, de Saint-Germain-en-Laye, de Nancy, de Nice, de Grenoble.

Il y a aussi des retards dans l'ouverture des lieux d'accueil. C'est vers la mi-décembre que la Ville de Paris avait promis à l'abbé Pierre de mettre à sa disposition des baraques dans plusieurs points de la capitale. Ces locaux, beaucoup trop exigus, se sont révélés inutilisables pour y recevoir des sans-abri pendant la journée (le Monde du 8 janvier). Finalement, c'est vers le 20 janvier seulement, soit un mois après qu'on a annoncé leur création à grand bruit, que trois centres seront ouverts dans les douzième, treizième et quatorzième arrondissements. D'une surface de 100 mètres carrés, équipés de sanitaires, de vestiaires et de kitchenettes, ils permettront d'abriter chacun une trentaine de personnes durant une partie de la journée.

Le nombre et la diversité des initiatives auraient nécessité encore une coordination, ne serait-ce que pour assurer une bonne répartition des sans-abri entre les centres d'accueil. Or cette centralisation des informations n'est toujours pas prévue.

En dépit de son évidente réussite, l'opération « Sans-abri en Île-de-France » montre ses faiblesses. Elles sont reconnues par tout le monde, et nul ne souhaite les retrouver l'an prochain. Conclusion de M. Olivier Philip : « Il faut qu'un dispositif durable prenne la suite du dispositif actuel. La solidarité active de tous sera nécessaire pour poursuivre cet effort ».

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Guide pratique des centres d'hébergement pour personnes en difficulté. Disponible à la préfecture de région (27, rue Barbet-Joly, 75007 Paris. Tél. 350-12-12). Mais aussi des préfets de département, des bureaux d'aide sociale, au siège des associations et dans les commissariats de police.

Loger ceux qui ont froid : églises ouvertes la nuit

De nouvelles dispositions ont été mises en place par la préfecture de Paris pour l'hébergement des sans-abri.

En outre, les responsables de plusieurs édifices religieux ont décidé de les laisser ouverts durant la nuit pour abriter éventuellement les sans-logis. Il s'agit notamment de l'église réformée de Bois-Colombes (Hauts-de-Seine) et de celle d'Auteuil, dans le 16^e arrondissement. Pour les églises catholiques, on signale celles de Sainte-Odile (2, place Stéphane-Mallarmé, 17^e, près de la porte Champerret), et du Saint-Esprit (186, avenue de la République, 12^e), qui offrent respectivement 40 et 20 lits.

Des membres du Secours catholique assurent l'accueil dans ces deux églises. Cet organisme a également installé des bungalows permettant l'hébergement provisoire de célibataires ou de familles aux Alceges, 211, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris (80 places).

Depuis le début de janvier, l'Armée du Salut propose aux femmes (avec ou sans enfants) des installations provisoires situées 7 à 15, avenue de la Porte-de-la-Villette (19^e). Pour les hommes, une nouvelle salle pourra accueillir jusqu'à soixante personnes vient d'ouvrir

42, rue de Provence, dans le 9^e. Soixante autres lits sont disponibles à l'hôpital Lariboisière.

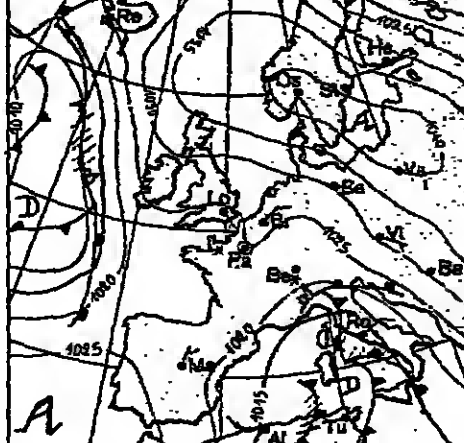
D'autre part, le centre Nicolas-Flamel, 69, rue du Château-des-Rentiers, dans le 13^e, annonce 80 lits supplémentaires.

Durant la période de froid, les stations de métro Luxembourg et Nation ne fermeront pas la nuit et seront chauffées sans interruption. Un local appartenant à la SNCF, situé 91, quai de la Gare (13^e), équipé par l'Armée, permet à l'association Emmaüs d'augmenter ses capacités d'accueil de 200 places.

Avant la campagne d'hiver, les centres d'hébergement totalisaient 3 640 places. Depuis le lancement de l'opération en faveur des sans-logis, il a été créé à Paris 1 225 places supplémentaires, auxquelles s'ajoutent 120 places nouvelles au centre de Nanterre. Ce qui porte la capacité d'hébergement actuelle à 4 985 places.

Enfin, pour aider les Parisiens qui, à cause du froid, auraient besoin d'une intervention rapide des services publics, la mairie de la capitale a mis en service un centre de renseignements téléphoniques : SVP froid 276-46-46.

SITUATION LE 16-01-85 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps prévu en France entre le mercredi 16 janvier à 0 heure et le jeudi 17 janvier à 24 heures.

L'air glacial qui recouvre le pays va lentement faire place à de l'air plus humide et plus doux en provenance d'une partie de la Méditerranée, et d'autre part de proche Atlantique. Ce début de redoux sera accompagné de précipitations neigeuses parfois abondantes.

Jusqu'à mardi, un temps très froid avec gelées généralisées prédominera toujours; les températures minimales, très souvent inférieures à -10 degrés dans l'intérieur, seront en hausse sensible de la Bretagne à l'Aquitaine avec des valeurs comprises entre -6 degrés et 0 degrés.

Une zone de temps couvert et souvent neigeux s'étendra dès le matin de la Provence aux Alpes et aux régions de l'Est et du Nord-Est (Lorraine, Champagne, Flandres); il neigera abondamment sur le sud des Alpes et les régions de l'Est.

Ailleurs, le temps sera plus sec, mais une aggravaation neigiste se produira le matin près des côtes atlantiques et s'étendra vers l'intérieur pour atteindre en soirée la Basse-Normandie, le sud-ouest du Bassin parisien, le Massif Central et les Pyrénées centrales. Les chutes de neige risquent d'être localement abondantes et elles seront suivies d'un redoux avec des températures maximales positives des Pays de Loire au +4 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier, à 7 heures, de 1 025 millibars, soit 768,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier): Ajaccio, 7 et 3 degrés; Biarritz, 0 et -12; Bordeaux, -7 et -16; Bourges, -11 et -20; Brét, 1 et -3; Caen, -3 et -8; Cherbourg, -2 et -6; Clermont-Ferrand, -10 et -23; Dijon, -10 et -21; Grenoble-St-M-H., -6 et -13; Grasse-St-Gotthard, -10 et -20; Lille, -10 et -17; Lyon, -11 et -17; Marseille-Marganne, -1 et -8; Nancy, -10 et -17; Nantes, -5 et +5 degrés.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 6 et 2; Amsterdam, -9 et -12; Athènes, 11 et 7; Berlin, -7 et -10; Bonn, -8 et -14; Bruxelles, -10 et -12; Le Caire, 20 et 10; Les Canaries, 20 et 15; Copenhague, -0 et -4; Dakar, 32 et 17; Djibouti, 17 et 5; Genève, -6 et -8; Istanbul, 6 et 2; Jérusalem, 12 et 8; Lisbonne, 8 et 3; Londres, -1 et -6; Luxembourg, -10 et -11; Madrid, 2 et -3; Montréal, -2 et -22; Moscou, -8 et -8; Nairobi, 25 et 12; New-York, -3 et -9; Palma-de-Majorque, 6 et 1; Rio de Janeiro, 28 et 22; Rome, 10 et 7; Stockholm, -6 et -14; Téhéran, 15 et 3; Tunis, 11 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le vent de sud-est risque de souffler fort et des congères pourront se former.

Sur les autres régions, les températures resteront voisines l'après-midi de -5 degrés à -8 degrés (excepté près des côtes méditerranéennes, de +4 degrés à +6 degrés).

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier, à 7 heures, de 1 025 millibars, soit 768,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier): Ajaccio, 7 et 3 degrés; Biarritz, 0 et -12; Bordeaux, -7 et -16; Bourges, -11 et -20; Brét, 1 et -3; Caen, -3 et -8; Cherbourg, -2 et -6; Clermont-Ferrand, -10 et -23; Dijon, -10 et -21; Grenoble-St-M-H., -6 et -13; Grasse-St-Gotthard, -10 et -20; Lille, -10 et -17; Lyon, -11 et -17; Marseille-Marganne, -1 et -8; Nancy, -10 et -17; Nantes, -5 et +5 degrés.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 6 et 2; Amsterdam, -9 et -12; Athènes, 11 et 7; Berlin, -7 et -10; Bonn, -8 et -14; Bruxelles, -10 et -12; Le Caire, 20 et 10; Les Canaries, 20 et 15; Copenhague, -0 et -4; Dakar, 32 et 17; Djibouti, 17 et 5; Genève, -6 et -8; Istanbul, 6 et 2; Jérusalem, 12 et 8; Lisbonne, 8 et 3; Londres, -1 et -6; Luxembourg, -10 et -11; Madrid, 2 et -3; Montréal, -2 et -22; Moscou, -8 et -8; Nairobi, 25 et 12; New-York, -3 et -9; Palma-de-Majorque, 6 et 1; Rio de Janeiro, 28 et 22; Rome, 10 et 7; Stockholm, -6 et -14; Téhéran, 15 et 3; Tunis, 11 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le vent de sud-est risque de souffler fort et des congères pourront se former.

Sur les autres régions, les températures resteront voisines l'après-midi de -5 degrés à -8 degrés (excepté près des côtes méditerranéennes, de +4 degrés à +6 degrés).

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier, à 7 heures, de 1 025 millibars, soit 768,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier): Ajaccio, 7 et 3 degrés; Biarritz, 0 et -12; Bordeaux, -7 et -16; Bourges, -11 et -20; Brét, 1 et -3; Caen, -3 et -8; Cherbourg, -2 et -6; Clermont-Ferrand, -10 et -23; Dijon, -10 et -21; Grenoble-St-M-H., -6 et -13; Grasse-St-Gotthard, -10 et -20; Lille, -10 et -17; Lyon, -11 et -17; Marseille-Marganne, -1 et -8; Nancy, -10 et -17; Nantes, -5 et +5 degrés.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 6 et 2; Amsterdam, -9 et -12; Athènes, 11 et 7; Berlin, -7 et -10; Bonn, -8 et -14; Bruxelles, -10 et -12; Le Caire, 20 et 10; Les Canaries, 20 et 15; Copenhague, -0 et -4; Dakar, 32 et 17; Djibouti, 17 et 5; Genève, -6 et -8; Istanbul, 6 et 2; Jérusalem, 12 et 8; Lisbonne, 8 et 3; Londres, -1 et -6; Luxembourg, -10 et -11; Madrid, 2 et -3; Montréal, -2 et -22; Moscou, -8 et -8; Nairobi, 25 et 12; New-York, -3 et -9; Palma-de-Majorque, 6 et 1; Rio de Janeiro, 28 et 22; Rome, 10 et 7; Stockholm, -6 et -14; Téhéran, 15 et 3; Tunis, 11 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le vent de sud-est risque de souffler fort et des congères pourront se former.

Sur les autres régions, les températures resteront voisines l'après-midi de -5 degrés à -8 degrés (excepté près des côtes méditerranéennes, de +4 degrés à +6 degrés).

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier, à 7 heures, de 1 025 millibars, soit 768,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier): Ajaccio, 7 et 3 degrés; Biarritz, 0 et -12; Bordeaux, -7 et -16; Bourges, -11 et -20; Brét, 1 et -3; Caen, -3 et -8; Cherbourg, -2 et -6; Clermont-Ferrand, -10 et -23; Dijon, -10 et -21; Grenoble-St-M-H., -6 et -13; Grasse-St-Gotthard, -10 et -20; Lille, -10 et -17; Lyon, -11 et -17; Marseille-Marganne, -1 et -8; Nancy, -10 et -17; Nantes, -5 et +5 degrés.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 6 et 2; Amsterdam, -9 et -12; Athènes, 11 et 7; Berlin, -7 et -10; Bonn, -8 et -14; Bruxelles, -10 et -12; Le Caire, 20 et 10; Les Canaries, 20 et 15; Copenhague, -0 et -4; Dakar, 32 et 17; Djibouti, 17 et 5; Genève, -6 et -8; Istanbul, 6 et 2; Jérusalem, 12 et 8; Lisbonne, 8 et 3; Londres, -1 et -6; Luxembourg, -10 et -11; Madrid, 2 et -3; Montréal, -2 et -22; Moscou, -8 et -8; Nairobi, 25 et 12; New-York, -3 et -9; Palma-de-Majorque, 6 et 1; Rio de Janeiro, 28 et 22; Rome, 10 et 7; Stockholm, -6 et -14; Téhéran, 15 et 3; Tunis, 11 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le vent de sud-est risque de souffler fort et des congères pourront se former.

Sur les autres régions, les températures resteront voisines l'après-midi de -5 degrés à -8 degrés (excepté près des côtes méditerranéennes, de +4 degrés à +6 degrés).

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier, à 7 heures, de 1 025 millibars, soit 768,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier): Ajaccio, 7 et 3 degrés; Biarritz, 0 et -12; Bordeaux, -7 et -16; Bourges, -11 et -20; Brét, 1 et -3; Caen, -3 et -8; Cherbourg, -2 et -6; Clermont-Ferrand, -10 et -23; Dijon, -10 et -21; Grenoble-St-M-H., -6 et -13; Grasse-St-Gotthard, -10 et -20; Lille, -10 et -17; Lyon, -11 et -17; Marseille-Marganne, -1 et -8; Nancy, -10 et -17; Nantes, -5 et +5 degrés.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 6 et 2; Amsterdam, -9 et -12; Athènes, 11 et 7; Berlin, -7 et -10; Bonn, -8 et -14; Bruxelles, -10 et -12; Le Caire, 20 et 10; Les Canaries, 20 et 15; Copenhague, -0 et -4; Dakar, 32 et 17; Djibouti, 17 et 5; Genève, -6 et -8; Istanbul, 6 et 2; Jérusalem, 12 et 8; Lisbonne, 8 et 3; Londres, -1 et -6; Luxembourg, -10 et -11; Madrid, 2 et -3; Montréal, -2 et -22; Moscou, -8 et -8; Nairobi, 25 et 12; New-York, -3 et -9; Palma-de-Majorque, 6 et 1; Rio de Janeiro, 28 et 22; Rome, 10 et 7; Stockholm, -6 et -14; Téhéran, 15 et 3; Tunis, 11 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le vent de sud-est risque de souffler fort et des congères pourront se former.

Sur les autres régions, les températures resteront voisines l'après-midi de -5 degrés à -8 degrés (excepté près des côtes méditerranéennes, de +4 degrés à +6 degrés).

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier, à 7 heures, de 1 025 millibars, soit 768,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier): Ajaccio, 7 et 3 degrés; Biarritz, 0 et -12; Bordeaux, -7 et -16; Bourges, -11 et -20; Brét, 1 et -3; Caen, -3 et -8; Cherbourg, -2 et -6; Clermont-Ferrand, -10 et -23; Dijon, -10 et -21; Grenoble-St-M-H., -6 et -13; Grasse-St-Gotthard, -10 et -20; Lille, -10 et -17; Lyon, -11 et -17; Marseille-Marganne, -1 et -8; Nancy, -10 et -17; Nantes, -5 et +5 degrés.

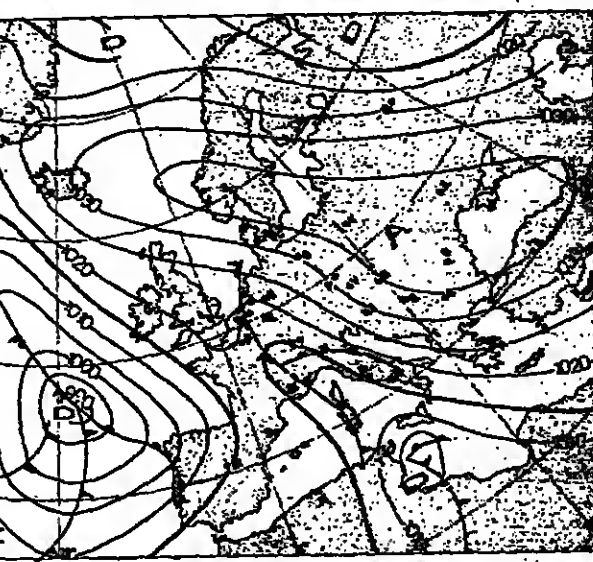
Températures relevées à l'étranger: Alger, 6 et 2; Amsterdam, -9 et -12; Athènes, 11 et 7; Berlin, -7 et -10; Bonn, -8 et -14; Bruxelles, -10 et -12; Le Caire, 20 et 10; Les Canaries, 20 et 15; Copenhague, -0 et -4; Dakar, 32 et 17; Djibouti, 17 et 5; Genève, -6 et -8; Istanbul, 6 et 2; Jérusalem, 12 et 8; Lisbonne, 8 et 3; Londres, -1 et -6; Luxembourg, -10 et -11; Madrid, 2 et -3; Montréal, -2 et -22; Moscou, -8 et -8; Nairobi, 25 et 12; New-York, -3 et -9; Palma-de-Majorque, 6 et 1; Rio de Janeiro, 28 et 22; Rome, 10 et 7; Stockholm, -6 et -14; Téhéran, 15 et 3; Tunis, 11 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 17-01-ESDEBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 17 JANVIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



Pyénées occidentales (+2 degrés à +5 degrés).

Le vent de sud-est risque de souffler fort et des congères pourront se former.

Sur les autres régions, les températures resteront voisines l'après-midi de -5 degrés à -8 degrés (excepté près des côtes méditerranéennes, de +4 degrés à +6 degrés).

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier, à 7 heures, de 1 025 millibars, soit 768,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier): Ajaccio, 7 et 3 degrés; Biarritz, 0 et -12; Bordeaux, -7 et -16; Bourges, -11 et -20; Brét, 1 et -3; Caen, -3 et -8; Cherbourg, -2 et -6; Clermont-Ferrand, -10 et -23; Dijon, -10 et -21; Grenoble-St-M-H., -6 et -13; Grasse-St-Gotthard, -10 et -20; Lille, -10 et -17; Lyon, -11 et -17; Marseille-Marganne, -1 et -8; Nancy, -10 et -17; Nantes, -5 et +5 degrés.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 6 et 2; Amsterdam, -9 et -12; Athènes, 11 et 7; Berlin, -7 et -10; Bonn, -8 et -14; Bruxelles, -10 et -12; Le Caire, 20 et 10; Les Canaries, 20 et 15; Copenhague, -0 et -4; Dakar, 32 et 17; Djibouti, 17 et 5; Genève, -6 et -8; Istanbul, 6 et 2; Jérusalem, 12 et 8; Lisbonne, 8 et 3; Londres, -1 et -6; Luxembourg, -10 et -11; Madrid, 2 et -3; Montréal, -2 et -22; Moscou, -8 et -8; Nairobi, 25 et 12; New-York, -3 et -9; Palma-de-Majorque, 6 et 1; Rio de Janeiro, 28 et 22; Rome, 10 et 7; Stockholm, -6 et -14; Téhéran, 15 et 3; Tunis, 11 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le vent de sud-est risque de souffler fort et des congères pourront se former.

Sur les autres régions, les températures resteront voisines l'après-midi de -5 degrés à -8 degrés (excepté près des côtes méditerranéennes, de +4 degrés à +6 degrés).

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier, à 7 heures, de 1 025 millibars, soit 768,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier): Ajaccio, 7 et 3 degrés; Biarritz, 0 et -12; Bordeaux, -7 et -16; Bourges, -11 et -20; Brét, 1 et -3; Caen, -3 et -8; Cherbourg, -2 et -6; Clermont-Ferrand, -10 et -23; Dijon, -10 et -21; Grenoble-St-M-H., -6 et -13; Grasse-St-Gotthard, -10 et -20; Lille, -10 et -17; Lyon, -11 et -17; Marseille-Marganne, -1 et -8; Nancy, -10 et -17; Nantes, -5 et +5 degrés.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 6 et 2; Amsterdam, -9 et -12; Athènes, 11 et 7; Berlin, -7 et -10; Bonn, -8 et -14; Bruxelles, -10 et -12; Le Caire, 20 et 10; Les Canaries, 20 et 15; Copenhague, -0 et -4; Dakar, 32 et 17; Djibouti, 17 et 5; Genève, -6 et -8; Istanbul, 6 et 2; Jérusalem, 12 et 8; Lisbonne, 8 et 3; Londres, -1 et -6; Luxembourg, -10 et -11; Madrid, 2 et -3; Montréal, -2 et -22; Moscou, -8 et -8; Nairobi, 25 et 12; New-York, -3 et -9; Palma-de-Majorque, 6 et 1; Rio de Janeiro, 28 et 22; Rome, 10 et 7; Stockholm, -6 et -14; Téhéran, 15 et 3; Tunis, 11 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le vent de sud-est risque de souffler fort et des congères pourront se former.

Sur les autres régions, les températures resteront voisines l'après-midi de -5 degrés à -8 degrés (excepté près des côtes méditerranéennes, de +4 degrés à +6 degrés).

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier, à 7 heures, de 1 025 millibars, soit 768,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier): Ajaccio, 7 et 3 degrés; Biarritz, 0 et -12; Bordeaux, -7 et -16; Bourges, -11 et -20; Brét, 1 et -3; Caen, -3 et -8; Cherbourg, -2 et -6; Clermont-Ferrand, -10 et -23; Dijon, -10 et -21; Grenoble-St-M-H., -6 et -13; Grasse-St-Gotthard, -10 et -20; Lille, -10 et -17; Lyon, -11 et -17; Marseille-Marganne, -1 et -8; Nancy, -10 et -17; Nantes, -5 et +5 degrés.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 6 et 2; Amsterdam, -9 et -12; Athènes, 11 et 7; Berlin, -7 et -10; Bonn, -8 et -14; Bruxelles, -10 et -12; Le Caire, 20 et 10; Les Canaries, 20 et 15; Copenhague, -0 et -4; Dakar, 32 et 17; Djibouti, 17 et 5; Genève, -6 et -8; Istanbul, 6 et 2; Jérusalem, 12 et 8; Lisbonne, 8 et 3; Londres, -1 et -6; Luxembourg, -10 et -11; Madrid, 2 et -3; Montréal, -2 et -22; Moscou, -8 et -8; Nairobi, 25 et 12; New-York, -3 et -9; Palma-de-Majorque, 6 et 1; Rio de Janeiro, 28 et 22; Rome, 10 et 7; Stockholm, -6 et -14; Téhéran, 15 et 3; Tunis, 11 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le vent de sud-est risque de souffler fort et des congères pourront se former.

Sur les autres régions, les températures resteront voisines l'après-midi de -5 degrés à -8 degrés (excepté près des côtes méditerranéennes, de +4 degrés à +6 degrés).

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier, à 7 heures, de 1 025 millibars, soit 768,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier): Ajaccio, 7 et 3 degrés; Biarritz, 0 et -12; Bordeaux, -7 et -16; Bourges, -11 et -20; Brét, 1 et -3; Caen, -3 et -8; Cherbourg, -2 et -6; Clermont-Ferrand, -10 et -23; Dijon, -10 et -21; Grenoble-St-M-H., -6 et -13; Grasse-St-Gotthard, -10 et -20; Lille, -10 et -17; Lyon, -11 et -17; Marseille-Marganne, -1 et -8; Nancy, -10 et -17; Nantes, -5 et +5 degrés.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 6 et 2; Amsterdam, -9 et -12; Athènes, 11 et 7; Berlin, -7 et -10; Bonn, -8 et -14; Bruxelles, -10 et -12; Le Caire, 20 et 10; Les Canaries, 20 et 15; Copenhague, -0 et -4; Dakar, 32 et 17; Djibouti, 17 et 5; Genève, -6 et -8; Istanbul, 6 et 2; Jérusalem, 12

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Tandis que la polémique se poursuit sur les circonstances de la mort d'Eloi Machoro, abattu le samedi 12 janvier par un tireur d'élite de la gendarmerie nationale dans des circonstances qui suscitent encore plusieurs interrogations, le député du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Edgar Pisani, a repris, mercredi 16 janvier, ses consultations politiques. Le mouvement libération kanake socialiste (LKS), qu'anime M. Nidoish Nalissine, seul dirigeant indépendantiste à avoir pas boycotté les élections territoriales du 18 novembre, a déclaré, toutefois, de suspendre ses discussions avec M. Pisani « tant que la sécurité des Kanaks ne sera pas assurée », et « tant que se perpétuera la fraternisation sur le terrain entre forces de l'ordre et fascistes ».

Le président du Front de libération nationale kanake socialiste, M. Jean-Marie Tjibaou, qui avait affirmé la veille qu'Eloi Machoro

« a été assassiné avec l'accord de M. Pisani », a remercié, mardi, le Parti communiste français de sa « solidarité ».

A Paris, le groupe RPR de l'Assemblée nationale, réuni mardi, a rejeté « de la manière la plus catégorique et de façon définitive » le plan proposé le 7 janvier par le député du gouvernement. « Nous rejetons ce plan parce qu'il est mort-né, qu'il conduit uniquement à la solution de l'indépendance et qu'il risque d'entraîner non seulement l'abandon de ce territoire mais la perte de la présence française partout où elle exerce une influence, notamment stratégique », a entre autres déclaré le président du groupe, M. Claude Labbé.

Cette prise de position contraste avec celle du président du RPR, M. Jacques Chirac, qui s'était déclaré, le 13 janvier, partisan de « suspendre la mise en œuvre du plan exposé par le député du gouvernement ».

LA POLÉMIQUE SUR LES CIRCONSTANCES DE LA MORT D'ÉLOI MACHORO

Deux contradictions, un « mystère », une certitude et une question

L'examen comparé des versions données sur les circonstances de la mort d'Eloi Machoro, d'après part, par le député du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Edgar Pisani, d'autre part, par le Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS) met en évidence deux contradictions, un « mystère » et une certitude en suscitant encore une question sur l'attitude des tireurs d'élite de la gendarmerie, qui ont abattu le dirigeant indépendantiste et l'un de ses compagnons.

• DEUX CONTRADICTIONS.

1) Le communiqué diffusé par les services de M. Pisani fait état du « siège » de la ferme La Pétrie, à proximité de laquelle Eloi Machoro et son lieutenant Marcel Nonnaro ont été tués. Avertis de la venue des militants du FLNKS par les exploitants de cette station d'élevage, les gendarmes confirmèrent, dimanche, à 16 h 30, la présence « d'une trentaine d'hommes armés, autour de la ferme ».

Le FLNKS répond qu'Eloi Machoro et ses compagnons n'avaient pas investi cette propriété, ni entrepris « aucune action à l'encontre des habitants de la station La Pétrie », que telle n'était pas, au demeurant, leur intention, et que leur présence, en ces lieux, s'expliquait par l'organisation d'une réunion dans la maison d'un militant local, Auguste Bourato, demeurant sur une propriété voisine de la première.

Rien n'est venu infirmer cette explication du FLNKS. Bien au contraire, la version de la gendarmerie confirme implicitement qu'Eloi Machoro et ses amis disposaient sur place d'un gîte, puisqu'ils étaient repartis « sur un véhicule proche » de la ferme La Pétrie, autrement dit la propriété de M. Bourato. En outre, les documents trouvés après la mort d'Eloi Machoro, confirment que l'objectif du groupe FLNKS n'était pas le « siège » de la ferme La Pétrie.

mais plutôt, semble-t-il, celui de la localité de La Foa.

2) La version des autorités publiques souligne que les forces de l'ordre ont essuyé à trois reprises des coups de feu tirés par le groupe armé du FLNKS : à 5 h 39 (le coup de feu tiré depuis le bâtiment « refuge ») et les abords immédiats sur les forces de l'ordre placées à l'entrée d'un véhicule blindé de la gendarmerie), à 6 h 47 (le nouveau coup de feu), et, à 6 h 11, (le sursaut de des tirs en provenance des groupes armés, le commandant d'unité lance un ordre limité d'ouverture de feu).

Le FLNKS dément totalement cette version. Il affirme que les membres du groupe indépendantiste « n'ont pas tiré un seul coup de fusil », et que la consigne donnée en ce sens, auparavant, par Eloi Machoro « a été respectée jusqu'au bout ». Le FLNKS accuse les gendarmes de s'être livrés ensuite à une mise en scène après la reddition des compagnons d'Eloi Machoro : « Ils [les militants] sont chargés sur un camion situé sur la route. C'est alors qu'ils entendent des coups de fusil provenant de la propriété Bourato. Ils comprennent que les forces de l'ordre violent leurs fusils pour pouvoir montrer plus tard les traces de tirs qu'ils n'ont jamais faits ».

Il l'une des deux versions tend à confirmer la version du FLNKS. Le FLNKS souligne qu'Eloi Machoro, pour sa part, est mort d'un fusil « qui porte l'insigne de la gendarmerie, mais sur les bras », mais que, « à aucun moment, il n'a émis ni son fusil, ni son arme, ni son pistolet ». La version officielle ne met jamais en cause, sur ce point, l'attitude d'Eloi Machoro bien que dans ses premières explications, abandonnées ensuite, le haut commandement ait émis l'hypothèse que les gendarmes d'élite avaient tiré le chef indépendantiste « parce qu'il est sorti de la maison en tirant des coups de feu ».

• UN « MYSTÈRE »

Le FLNKS a affirmé qu'Eloi Machoro, après avoir refusé de se livrer aux gendarmes, a fait porter à M. Edgar Pisani, dans le soir, « la proposition de se retirer si les forces de l'ordre se retirent, comme cela était déjà passé à Thio » (la dimanche 2 décembre). Le Front précise que « le message est arrivé à Pisani peu après minuit » et « est resté sans réponse ».

La récit du haut commandement ne mentionne pas l'existence de cette proposition. Il indique simplement qu'à 22 heures, le général Deiber (commandant des opérations) demande au pouvoir disposer de l'unité du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale). Et cette version ajoute : « Vu l'importance des enjeux et pour assurer la bonne conduite des opérations le commandement a pris la décision de libérer l'unité du GIGN qui s'est immédiatement transportée sur place ».

(Cette tentative de négociations, à l'initiative d'Eloi Machoro, a été confiée à notre envoyé spécial à Nouméa par deux membres du FLNKS. Il y aurait eu aussi un troisième intermédiaire dont l'identité n'a pas été révélée jusqu'à présent. Sur ce point, la version du FLNKS n'a pas été discutée par les services de M. Pisani.)

• UNE CERTITUDE.

Les deux versions convergent, en revanche, sur une certitude importante : Eloi Machoro et son lieutenant avaient été formellement identifiés par le commandement des forces de gendarmerie. La version diffusée par M. Pisani note, d'une part, que le chef indépendantiste avait été « formellement reconnu par le commandement de la brigade de La Foa venu palabrer », d'autre part que les tireurs d'élite du GIGN avaient tiré « sur des hommes en position de commandement ». Il n'y a donc pas eu d'erreur de cible.

• UNE QUESTION.

Les tireurs d'élite du GIGN ont-ils délibérément cherché à tuer

Eloi Machoro et Marcel Nonnaro ainsi que les autres accusés du FLNKS ? La version avancée par M. Pisani précise que ces tireurs avaient reçu l'ordre de procéder à un « tir de neutralisation » — c'est-à-dire de tirer pour blesser et non pour tuer — et que, à 6 h 11, « à défaut de voir les jambes, masquées par la végétation, les tireurs visaient à l'épaule à une distance de plus ou moins 150 mètres ».

[Une visite sur les lieux permet de se rendre compte qu'il n'y a pas de hautes herbes. Toutefois, le FLNKS précise que « le coup (dont a été victime Eloi Machoro) est parti de la colline qui surplombe la route ». Or, de cette position, indique notre envoyé spécial, les tireurs du GIGN pourraient difficilement apercevoir, en effet, les jambes d'Eloi Machoro non à cause de « végétations » mais à cause de la présence d'un talus faisant obstacle.

Le tir de neutralisation, après sommations, est décidé par l'autorité civile, et il est exécuté par un gendarme dans des conditions qui n'ont rien à voir avec les conditions d'entraînement d'un stand de tir. En plein air, en effet, le tir d'une arme peut être dévié par le vent par exemple, et, dans le cas présent, par le relief ou la déviation du terrain.

De surcroît, à de telles distances, le moindre mouvement de la cible provoque toujours un déplacement de l'impact. C'est toute la différence entre un exercice de tir en stand, sur un objectif fixe, et un tir en condition de combat, sur une cible mobile. Il faut rappeler, d'autre part, que les gendarmes ne tirent pas en fait les tirs qui fixent les conditions de leur intervention, mais précis et précises, après les sommations formellement lancées (orales, fusées ou signaux rouges, grenades ou appels au clairon), les « tirs de neutralisation » (lorsque c'est possible) ou les « tirs pour tuer » (lorsque la neutralisation n'est pas possible). Cette dernière est alors considérée comme une nécessité impérieuse pour se dégager ou arrêter l'auteur d'un acte délictueux.]

A.R.

DEUIL CANAQUE A THIO

« Ils porteront la haine »

Thio. — Le coup de massue, ici, n'a pas fini de résonner. Le petit empire d'Eloi Machoro, veuf de son maître, est encore hébété, « cassillé », dit un militant. Un indicible vertige l'a saisi et le cramponne, comme un mauvais lémurien d'ivresse. Vertige devant l'apreté des combats encore à mener contre ce Goliath soudain réveillé : la France. « Que peuvent nos mots face à cinq mille soldats ? » demandait Jean-Marie Tjibaou devant le cercueil d'Eloi Machoro. « Nous savons que la France peut aujourd'hui nous écraser », répond en écho un militant de Thio.

Le deuil canaque officiel ne prendra fin que samedi. Mais on mesure mieux, à les voir aujourd'hui prosternés, dans quelle illusion on pu vivre les militants depuis le 18 novembre. Sans coup férir, ils avaient conquis Thio, bastion minier de la côte est. « Ici, on a fait pleurer les gendarmes », se vantaient-ils. Ils y avaient établi leur souveraineté, hissé leurs couleurs sur la mairie, réquisitionné bovins et véhicules. « Comment Eloi pouvait-il se douter que des gendarmes lui livreraient dessus ? Ici à Thio, il avait passé des accords avec eux », s'interroge un militant avec une bouleversante sincérité.

La France, en effet, ici, avait si souvent plié devant la volonté canaque. Comment ne pas être grisés et comment ne pas rêver la côte ouest bloquée à la portée de fusil, et demain, qui sait, peut-être, Nouméa ? Toujours, bien sûr, sans violence. « Les actions d'Eloi Machoro ont toujours été menées sans effusion de sang », explique Jacques Loquet, un de ses lieutenants, déjà

De notre envoyé spécial préoccupé de tisser la légende. « On ne l'a pas compris », ajoute-t-il, parlant d'Eloi Machoro du Messie.

Préposé par Eloi Machoro aux contacts avec les non-canaques, Jacques Loquet, compulse avec regret le plan de reprise de la mine, élaboré avant la mort d'Eloi. « Il était d'accord pour que le travail reprenne avec un tiers de non-canaques, un tiers de canaques de Thio, et un tiers d'autres régions. C'est dire s'il était ouvert à la société multiraciale. Mais ce plan n'est plus valable aujourd'hui. J'ai très peur d'un durcissement des canaques. » Un silence. « D'autres Machoro vont naître dans le pays. Ils porteront la haine ».

Dans toutes les tribus de la région, pèse aujourd'hui un silence gros de tous les orages. A l'écart de la tribu de Thio Mission, on a affiché un portrait d'Ataï, le grand chef de la révolte canaque de 1878, encadré de l'inscription énigmatique : « Kanaki-Beyrouth ». Des panneaux « Danger de mort » empruntés à une cabine de transformateur et qui interdisent l'accès d'une autre tribu, pennent aujourd'hui une résonance singulière.

Cette tribu-là est déserte. Tous ses habitants ont franchi le col pour séjourner pendant la période de deuil à la mission des Nakety, autour de la tombe d'Eloi. Nous les trouvons, allongés ou assis autour de l'église, noircissant d'une couronne neuve la pelouse impeccable de l'ancienne mission catholique.

Pour la première fois depuis près de deux mois, un signe d'hostilité à

notre approche. « Partez ! Partez ! » marmonne l'un des hommes. Un responsable s'avance vers nous avec un pauvre sourire : « Vous venez voir si nous sommes abattus ? Vous voyez, nous gardons le moral... » Depuis le choc, on a tout de même trouvé la force de rédiger des panneaux : « Pisani, assassin. Le combat continue ».

La tribu de Thio Mission, installée sous un arbre devant des cahiers d'écolier, les responsables politiques du secteur peinent sur la stratégie des prochains jours. Il est encore trop tôt pour dire si David va choisir le combat ou, la rage au ventre, poser sa fronde et attendre des jours meilleurs.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

M. LABBÉ (RPR) : l'indépendance serait un cadeau aux Soviétiques

A l'issue de la réunion du groupe RPR de l'Assemblée nationale, mardi 15 janvier, son président, M. Claude Labbé, a indiqué que celui-ci « rejetait le plan Pisani de la manière la plus catégorique, puisqu'il s'agit d'un plan irréaliste et mort-né. Ces propositions conduisent uniquement à l'indépendance qui serait une solution mortelle pour la Nouvelle-Calédonie comme pour la France ». M. Labbé a ajouté : « Tout nous indique que l'Etat indépendant de Nouvelle-Calédonie serait dans l'orbite de l'URSS et la France serait ainsi cadeau aux Soviétiques d'un magnifique poste avancé ou milieu de l'Océan Pacifique ».

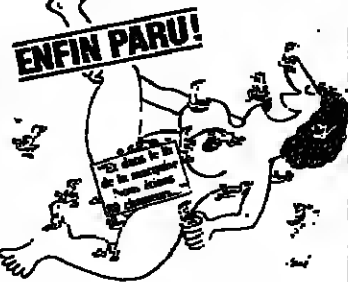
Le Sénat et l'état d'urgence. — M. Pierre Salvi, sénateur (Union centriste) du Val-d'Oise, secrétaire de la commission des lois, a adressé mardi 15 janvier au premier ministre une question écrite à propos des conditions de la proclamation de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie, le 12 janvier, par M. Edgar Pisani. Soulignant que l'état d'urgence peut entraîner par nature de graves restrictions des libertés publiques, M. Salvi demande à M. Laurent Fabius s'il estime « normal que les libertés publiques ne bénéficient pas dans les territoires d'outre-mer des mêmes garanties qu'en métropole et [quelles] réformes législatives [il] entend proposer pour faire cesser au plus vite cette grave inégalité entre la métropole et les territoires d'outre-mer ».

M. Salvi a saisi mercredi 16 janvier la commission des lois du Sénat de ce problème.

• Déclaration commune des socialistes français et allemands sur la sécurité. — Le PS français et le SPD ouest-allemand ont publié, mardi 15 janvier, une déclaration commune sur les problèmes de sécurité. Les deux partis soulignent en particulier la nécessité d'une « étroite coopération franco-allemande pour le désarmement et la défense, comme pour l'abandon de la course aux armements dans l'espace. Le PS et le SPD affirment avoir constaté « sur des points importants, voire essentiels, une évaluation et une analyse commune de ces questions. Néanmoins, il existe aussi des positions différentes exprimant notamment les situations différentes de ces deux pays ».

LE BRÉVIAIRE DU CARABIN

illustré par les Humoristes Associés
Véritable florilège des Salles de Garde



INTROUVABLE
Le recueil des chansons de salle de garde, pratiquement introuvable, est réédité par l'ASGMP (Association des Salles de Garde de Médecins et Pharmaciens).

ÉCLECTIQUE
Redécouvrez toutes les chansons qui ont fait votre joie, des blues comme *A Trionon* ou *La P'tite Huguette*, ou des chansons plus musclées comme *la Chanson de Loucrine*, celle de *Bicêtre* ou les fameuses *Stances à Sophie* en passant par la pauvre *Charlotte* qui eut la prétention de se passer des hommes, *l'Invalide à la pîne de bois* et les *chaudes pisses*. Connaissiez-vous tous les couplets du *Plaisir des Dieux* et vous remémorez-vous les 31 refrains tous d'une musique d'efférence de l'ébouriffante *Pami de Couille* ?

PAILLARD
Plus de soixante illustrations des plus grands dessinateurs humo-

ristes de notre temps accompagnent ces textes luxurieux et ne leur édent en rien en grivoiserie. 14 hors textes originaux sont signés Laville, Mose, Sabatier, Siné, Serre, Trez...

RAFFINÉ
Imprimé sur papier couché mat de 100 g, l'ouvrage grand format (18 x 24 cm) est relié en dos carré, cousu collé sous une couverture rigide illustrée, dorée, pelliculée sur fond noir. 500 exemplaires de collection reliés plein cuir vous sont proposés.

EXCEPTIONNEL
L'ouvrage est disponible (enfin !) dans certains amis du *Monde* sous huit jours, au prix de 168 F. (288 F pour la reliure plein cuir) ATTENTION ! le premier tirage s'épuise vite.

Je commande le BRÉVIAIRE DU CARABIN au prix de 168 F + 21,60 F de frais de port soit 189,60 F. [] 288 F + 21,60 F de frais de port, soit 309,60 F pour l'exemplaire relié plein cuir.
Nom
Prénom
Adresse
Ville
Date
Signature
CJ-jeu mon règlement que j'adresse à l'A.S.G.M.P., 107, rue Victor-Hugo 92270 Bois-Colombes.

NUMÉRO DE JANVIER

LA LONGUE GRÈVE DES MINEURS BRITANNIQUES
(Reportage de Maurice Lemoine)

LES RISQUES DE LA SECONDE PHASE REAGANNIENNE
• Coïteuse « reprise », persistant déclin (Marie-France Toinet).
• Les relations Est-Ouest sous hégémonie ? (Marie Lavigne).

L'OLP FACE AUX TENTATIVES DE DIVERSION AU PROCHE-ORIENT
(Alain Gresh)

• Bonnes feuilles : La grève de 1936 en Palestine, une répétition générale (Elias Sambar).

LA SEULE CHANCE DE L'EUROPE INDUSTRIELLE : POUR LE CODÉVELOPPEMENT
(Michel Beaud)

SÉCURITÉ ET MAINTIEN DE L'ORDRE
Les enjeux politiques et professionnels
Prendra la menace ou s'enfuit (Yves Dezalay). — Délinquants et victimes (Jacques Vénin). — La police, le gendarme et le changement (Jean-Jacques Glézet). — Le juge entre le culte de la loi et les spécificités locales (Louis-Marie Raingard). — Travail social : le choc des légitimités (Michel Chauvrière).

• Le grand déresse de l'économie libanaise (Albert Dagher).
• La Nigéria dans la crise : du boom pétrolier à l'austérité (Jean Coussy et Philippe Hugon).
• Bilan du thésaurisme : autre chose que le réaganisme (Jean-Claude Sergeant).
• Caméras politiques : « Kaos, contes siciliens » (Ignacio Ramonet).
• Les livres du mois : « Le crime de silence » (Yves Florenne). — Deux visions des blocs et des relations internationales (Paul-Marie de la Gorce). — « Un oiseau brûlé vif », d'Agustín Gómez-Arcos (Marie-Françoise Allain). — « Zayn Barakat », de Gernot Ghitany (Samir Kassar).

LA RESPONSABILITÉ POLITIQUE DE L'ÉCRIVAIN
Le geste essentiel
(Nadine Gordimer)

UNE NOUVELLE DE NARAIN AYER
La canne à sucre chante

EN VENTE : 11 F, CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

UN FRONT COMMUN DE DEUX ORGANISATIONS TERRORISTES EN EUROPE

Action directe et Fraction armée rouge annoncent leur fusion

Dans un texte commun, les organisations clandestines Action directe et Fraction armée rouge (RAF) ont fait part, mardi 15 janvier, de leur fusion. Le groupe français et l'organisation allemande déclarent vouloir former une « guérilla ouest-européenne » et expliquent que les attentats contre l'OTAN sont leur « première grande mobilisation ».

Ce texte de cinq pages, signé des deux organisations, sur « les tâches essentielles de la guérilla communiste en Europe de l'Ouest », est parvenu à plusieurs agences de presse. Il explique : « Il est, aujourd'hui, nécessaire et

possible d'ouvrir, dans les centres impérialistes, une nouvelle phase du développement de la stratégie révolutionnaire autonome. Et l'une des conditions à ce sont qualifiées est de créer l'organisation internationale de combat prolétaire dans les métropoles, son noyau politico-militaire : la guérilla ouest-européenne ».

Pour les rédacteurs de ce document, « les attaques contre les structures institutionnelles de l'OTAN, contre ses bases et ses stratégies, contre ses plans et sa propagande ont constitué

la première grande mobilisation en vue de la constitution de la stratégie politique prolétaire en Europe de l'Ouest dans les conditions politiques nouvelles ». Leur analyse à propos de la « nouvelle politique de l'OTAN » met en particulier l'accent sur « l'implantation des armées, la revitalisation de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), la création en France de la FAR (Force d'action rapide), la coopération en matière d'armements des partenaires de l'OTAN, les discussions pour une participation allemande à la force de frappe française et son intégration à l'OTAN... » (AFP, Reuters).

Un mariage sur fond d'attentats

La fusion du groupe dissous Action directe et de l'organisation ouest-allemande Rote Armee Fraktion (RAF) est consommée. Le texte diffusé par les deux mouvements - sans rien apprendre aux services de police chargés de la lutte antiterroriste - confirme, devant l'opinion publique européenne, ce mariage scellé depuis des semaines de coups d'attentats. Cette fusion est un vieux rêve d'Action directe, dont les membres, dès la création du groupe en 1979, ont pris pour modèle les Brigades rouges italiennes et la RAF, fondée à la fin des années 60 par Ulrike Meinhof et Andreas Baader, morts dans la prison de Stammheim.

La jonction entre Action directe et la RAF était apparue très nettement aux policiers à l'occasion d'un

attentat manqué, le 18 décembre 1984, contre l'école militaire de l'OTAN, en RFA. Les 24 kilos d'explosifs retrouvés alors sur place par les enquêteurs avaient été soigneusement étudiés. La police scientifique ouest-allemande avait assuré que ces explosifs provenaient d'un stock de quelque 800 kilos volés en juin 1984, à Ecausseville, en Belgique. La même stock dans lequel Action directe avait puisé pour commettre un attentat, lui aussi manqué, le 23 août 1984, devant le siège de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), à Paris.

Au-delà de ce rapprochement, les policiers de divers services avaient noté de fréquents voyages et contacts de membres de ces mouve-

ments extrémistes, notamment dans un triangle formé par la France, la RFA et la Belgique. Ainsi les enquêteurs français et belges sont-ils persuadés que le groupe belge des Calvins communistes combattants (CCC), apparu en octobre 1984, entretient des liens privilégiés avec Action directe. Un militant belge, Pierre Carver, autrefois en contact avec le groupe français, est depuis lors activement recherché.

De l'argent et des armes Il en va de même pour Jean-Marc Ronillon, fondateur d'Action directe, et Nathalie Ménigon, dont les services antiterroristes sont convaincus qu'ils jouent un rôle de pivot dans ces rapprochements de groupes extrémistes. Dès 1983,

Action directe s'était associé avec des membres italiens des OLP (Communistes organisés pour la libération du prolétariat), groupe d'accueil pour les terroristes de l'organisation Prima Linea. Ces jonctions ou fusions d'organisations, affiliées à de multiples reprises par des arrestations, mais toujours reconstituées, laissent présumer une recrudescence d'attentats en Europe contre des bases militaires ou des bureaux de l'OTAN et d'autres objectifs. Ces actions ont, à vrai dire, déjà commencé. Ni les fonds - provenant de hold-up antérieurs qualifiés d'« expropriations » - ni les armes et explosifs ne manquent à ces partisans de « la guerre de classe à la guerre impérialiste ».

LAURENT GRELSAMER.

AU TRIBUNAL DE PARIS

M. Régis Debray et les « suspensions » de M^{me} Michaux-Chevry

Le 9 février 1984, au micro de France-Inter, M^{me} Lucette Michaux-Chevry, présidente du conseil général de la Guadeloupe et fondatrice, dans ce département, du Parti de la Guadeloupe, déclarait : « M. François Mitterrand, en tant que président de la République, ne souhaite pas l'indépendance de la Guadeloupe (...) ». Malheureusement, ses conseils techniques pour moi, sont suspects. M. Régis Debray, même au niveau de ses rapports avec Cuba, des relations étroites qui sont incompatibles avec la présence française ».

M. Debray ne prit pas cette déclaration de suspicion à son encontre. Le 30 avril, il faisait délivrer à M^{me} Michaux-Chevry une citation à comparaître devant la dix-septième chambre du tribunal de Paris pour y répondre du délit de diffamation. M^{me} la président du conseil général de la Guadeloupe estimait qu'elle était en mesure d'apporter la preuve des raisons de son propos envers l'ancien militant des maquis d'Amérique latine. Le 8 juin, elle faisait donc savoir à son adversaire qu'elle entendait, pour cela, produire divers articles de journaux et faire entendre comme témoins MM. Gaston

Monnerville, ancien président du Sénat, Pierre Messmer, Jacques Chirac, Michel Debré, anciens premiers ministres, Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, et même M. Gaston Defferre, en sa qualité d'ancien ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Voilà qui promettait un procès politique, sans doute plus parisien que guadeloupéen, d'extrême-droite à fait capable d'agiter le « microcosme » banni de M. Barre.

Bombes et mitrailleuses

L'enlui, c'est que la loi sur la presse impose à tout prévenu de diffamation qui entend apporter la preuve des faits qu'il a allégués de le faire savoir dans les dix jours qui suivent la délivrance de la citation. Autrement dit, en se manifestant seulement le 8 juin sur ce chapitre, M^{me} Michaux-Chevry se trouvait hors délai. C'est ce que devait relever le ministère public et son représentant à l'audience, mardi 15 janvier, M. Antoine Bartoli. Celui-ci devait expliquer qu'il ne fallait voir là aucune intention malicieuse de nature à venir au secours d'un chargé

de mission à la présidence de la République, mais seulement une application stricte et oblique de la loi.

M. Georges Kiejman, avocat de M. Debray, ne pouvait que rejoindre cette position juridique. Il devait ajouter qu'il ne redoutait, au reste, ni les documents ni les témoins de M^{me} Michaux-Chevry, que ni les uns ni les autres ne pouvaient gêner son client. Pourquoi ? « Parce que, expliqua-t-il, l'étudiant ardent qu'a pu être Régis Debray, voici dix-sept ans, dans les maquis d'Amérique latine se situe, aujourd'hui, dans une pensée nationale pour ne pas dire nationaliste et que, dans ses fonctions actuelles, s'il est effectivement chargé des relations avec certains pays de cette Amérique latine, il n'est, en aucune façon, amené à traiter les dossiers de déportation d'extrême-droite ».

Présence ardente à cette audience, M^{me} Michaux-Chevry qui, en principe, n'avait pas à intervenir dans ce débat de procédure, ne put s'en empêcher : « J'ai dit que Régis Debray entretenait des relations privilégiées avec Cuba. Qu'il me prouve le contraire. Moi je sais qu'il y a, à Pointe-à-Pitre, des attentats et que les bombes et mitrailleuses

que l'on saisis proviennent de Cuba. De toute façon, le temps est avec moi et ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie ne peut que contribuer à renforcer ma position ».

Quant à ses avocats, M. Dominique Annichiarico et Guy Frédéric, ils ont fait valoir qu'une application stricte du délai de dix jours pour un prévenu qui vit à 7 000 kilomètres du tribunal, il doit comparaître, constitue une atteinte aux droits de la défense car, pour un tel prévenu, des contacts préalables sont nécessaires avant qu'il lui soit possible de dire quels témoins pourront ou non être cités par lui.

Le tribunal que préside M^{me} Jacqueline Clavery statuera le 12 février sur cette question préalable, étant entendu que les témoins pourront, de toute manière, déposer pour permettre au tribunal d'apprécier si, à défaut de pouvoir apporter la preuve, M^{me} Michaux-Chevry a été pour le moins de bonne foi.

J.-M. Th.

QUATRE MEMBRES D'IPARREARRAK CONDAMNÉS

Bayonne. - Iparrearrak a rouvert, mardi 15 janvier, l'attentat contre la voiture du procureur de la République de Bayonne, M. Georges Migonnot, commis la nuit précédente. Une action qui n'a pas influé sur l'arrêt rendu quelques heures plus tard par la cour d'appel de Pau, qui a condamné quatre nationalistes basques, membres d'Iparrearrak, Maxime Borda, Betti Bidart, Xan Coscariat et Alain Maséo à deux ans de prison avec sursis et cinq ans de mise à l'épreuve pour association de malfaiteurs.

Ils avaient été arrêtés le 10 janvier 1983 à Bayonne alors qu'ils convoquaient sept journalistes vers une conférence de presse de l'organisation clandestine. Le tribunal correctionnel de Bayonne les avait relaxés (le Monde du 15 janvier 1983). Le parquet ayant fait appel de cette décision, la cour paloise a jugé que « l'organisation d'une conférence de presse par un mouvement qui ne commet et revendique des crimes que pour renforcer la crédibilité de son discours politique n'est pas un acte anodin (...) » (Corresp.).

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats reconnus et reconnus dans le monde entier
ANTWERP NEW YORK
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR
Pour toutes informations :
Schmiedestraße 17, 2018 Antwerp
Tél. : 03/222.67.88 - Belgique

La mort d'un commissaire de police en Seine-et-Marne

Le drame des saisies et le scandale des vacances

Un commissaire de police a été tué mardi 15 janvier d'un coup de fusil à Robas (Seine-et-Marne) alors qu'il accompagnait un inconnu pour une saisie.

Agé de trente-quatre ans, le commissaire Bertrand Juge était responsable de la sécurité publique à Pontault-Combault. C'est à ce titre, et conformément aux dispositions du code de procédure civile, qu'il accompagnait mardi, vers 14 h 30, M^{me} Michaud, habitant à Robas, qui, entouré de sa secrétaire, d'un sergent et de deux gendarmes, venait opérer un enlèvement de mobilier au domicile de M. Paul Varas, en application d'un ordre de saisie vieux de trois ans.

Ingénieur informaticien en chômage - nous précise notre correspondant à Melun Jacques Comte, - M. Paul Varas, vingt-neuf ans, travaillait la porte de son pavillon après que l'insaisie ait été déclarée son identité. Ce fut pour tirer un coup de feu avec un fusil de chasse à pompe, qui blessa légèrement à l'arcade sourcilière le sergent. Puis, il referma la porte et tira un second coup de feu. Grièvement blessé à l'abdomen, le commissaire de police devait décéder une heure plus tard.

M. Varas ne se rendit que vers 18 h, après que des policiers de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la police judiciaire parisienne furent venus en renfort.

Anachronisme

Assailli après le meurtre, M. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale, s'était rendu sur les lieux. Le Syndicat des commissaires de police a vivement réagi, estimant que « ce drame marque l'assaut de la délinquance des refuges de certaines règles criminelles ». Cependant, ce drame rappelle aussi l'une des « situations anachroniques ou scandaleuses » régnant dans la police nationale, selon

EDWY PLEDEL.

EN BREF

Affaire de drogue à l'ambassade d'Ouganda à Bruxelles

Un chauffeur de l'ambassade d'Ouganda à Bruxelles a été arrêté, samedi 12 janvier, alors qu'il déchargeait deux valises devant l'ambassade, avec l'aide de la femme de l'ambassadeur.

Les deux bagages étaient remplis de sauto : les douaniers de l'aéroport de Bruxelles s'étaient, en effet, livrés à une perquisition. Alors que leurs collègues de Paris, ils avaient retiré près de 35 kilos d'héroïne des deux valises provenant de Karachi (Pakistan). Puis ils avaient suivi l'homme venu en prendre livraison : un ressortissant belge, chauffeur à l'ambassade d'Ouganda.

Celui-ci a déclaré qu'il agissait sur les ordres de l'ambassadeur et ignorait tout du contenu des valises. L'ignorance partagée par l'ambassadeur, M. Okello, qui reconnaît s'être rendu, samedi matin, à l'aéroport, mais sans y retirer un quelconque bagage.

La télévision pour les détenus de Rennes

Depuis le 21 décembre 1984 et à titre d'expérience, des postes de télévision ont été installés pour les détenus du centre pénitentiaire pour femmes à Rennes. Trente-sept détenues sur deux cent cinquante disposent ainsi d'un poste qu'elles ont pu acheter ou louer et ont la possibilité de regarder le petit écran, après leur travail, de 14 h 30 jusqu'à la fin des programmes. D'autres téléviseurs ont été installés dans les salles communes où les détenues peuvent regarder la télévision de 14 h 30 à 18 h 30.

Cette expérience est principalement destinée aux femmes condamnées à de longues peines. (Corresp.)

Réforme au sein des écoles militaires. - M^{me} Edwige Avice, secrétaire d'Etat à la défense, a annoncé, mardi 15 janvier à Auxerre (Saône-et-Loire), que le régime d'entrée en recrutement, qui prévoit la gratuité totale de l'enseignement et des études dans les écoles militaires en contrepartie d'un engagement de servir l'Etat pendant trois ans, sera supprimé à la rentrée prochaine sauf pour les classes préparatoires aux grandes écoles. Ce contrat, qui était jusqu'à présent la règle générale, permettant aux enfants de famille modeste de continuer leurs études, mais certains, inscrits à l'âge de onze ans par les parents, pouvaient en grandissant mal en supporter les contraintes. Seul le régime d'« aide à la famille », qui oblige les élèves à acquiescer les

fruits de pension et de trousseau, restera en vigueur, alors que jusqu'à présent, il était obligatoire pour le cycle. Il existe en France une dizaine d'établissements militaires, analogues à des lycées ou collèges.

Deux morts et deux blessés sur une plate-forme pétrolière en mer du Nord. - Une explosion s'est produite dans la soirée du 15 janvier sur la plate-forme Glomar Arctic 2, qui « travaille » dans la zone britannique de la mer du Nord, à 220 kilomètres au sud-est d'Aberdeen, pour la société Phillips Petroleum ; 43 des 84 personnes qui étaient sur la plate-forme ont été évacuées par hélicoptères. (AFP, Reuters)

Les difficultés des artisans du bâtiment. - L'A.C.A.P.E.B. (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) a demandé, le 15 janvier, que le secteur de l'artisanat du bâtiment soit considéré comme « sinistré » en raison du mauvais temps qui sévit actuellement en France. Des déclarations ont été faites, souligne la C.A.P.E.B., ces demandes d'aides sont justifiées par le fait que « le froid rigoureux qui sévit actuellement sur notre pays a entraîné de nombreuses entreprises artisanales du bâtiment à cesser leur activité ».

Les détaillants en fruits et légumes acceptent de baisser leurs marges. - Un accord a été conclu, le 15 janvier, entre détaillants et pouvoirs publics sur une réduction temporaire des marges bénéficiaires sur les légumes (poireaux, carottes, endives, choux-fleurs, mâches et scaroles) pour réduire la pénalisation provoquée par le froid. Un coefficient de 1,4 au lieu de 1,5 habituellement sera appliqué aux prix de gros.

La « grande muette » et les « bavards »

La refus opposé par un officier à un avocat d'entrer dans une caserne pour assister un militaire sanctionné d'arrête ne constitue pas une « voie de fait » et ne justifie pas, par conséquent, une procédure en rétorsion. C'est ce qu'a jugé M. Pierre Drai, président du tribunal de Paris, par une ordonnance rendue le 15 janvier.

Il avait à statuer sur une assignation délivrée par un avocat du barreau de Paris, M. Guy Paris, au commandant Vallée, commandant du centre de marine de la Papinière, qui, le 28 décembre 1984, lui avait interdit l'entrée de cette caserne où se trouvait le matelot Michel Tournellin et le quartier-maître Marc Hédrich, deux appelés punis de trente jours d'arrête pour distribution et un tract jugé anti-militariste et qui avaient demandé à cet avocat de les assister.

Par ce procès, M. Paris, pour qui plaident son confrère François Teigen, tente de faire remettre en question les instructions données en 1978 par M. Yvon Bourges, alors ministre de la défense, qui se fondaient sur le règlement de discipline générale des armées. Car, en dépit du changement de majorité de mai 1981, le droit à l'assistance d'un avocat pour un soldat frappé d'une sanction disciplinaire n'est toujours pas admis.

Lors du débat qui avait eu lieu le 17 janvier sur ce thème de la « grande muette » et les « bavards » (1), M. Teigen faisait valoir que le refus de communication signifié par le commandant

Vallée s'apparentait à une « voie de fait » car il y avait là, selon lui, une atteinte aux droits de la défense. Il invoquait essentiellement la loi du 31 décembre 1971 sur l'exercice de la profession d'avocat. Dans ses articles 5 et 6, cette loi précise que l'avocat exerce son ministère et peut plaider devant toutes les juridictions et organismes juridictionnels ou disciplinaires et qu'il peut aussi représenter un client devant les administrations publiques. M. Teigen soutenait, en outre, que le statut général des militaires fixé par la loi du 13 juillet 1972 reconnaît au personnel des armées les mêmes droits qu'à l'ensemble des citoyens avec la seule restriction de droits d'association, de création de syndicat et de grève.

Statut particulier

Au nom du commandant Vallée, M. Jean-Marie Burguburu avait répondu que l'officier n'avait fait qu'appliquer des textes en vigueur. S'il est bien exact, avait-il précisé en substance, que l'avocat peut intervenir devant toutes les juridictions administratives, judiciaires ou disciplinaires, la sanction infligée aux deux appelés ne l'avait pas été par une juridiction disciplinaire au sens où on l'entend ordinairement. Selon lui, les trente jours d'arrête infligés s'apparentaient aux heures de colle que peut donner un professeur à un élève et n'étaient donc aucune incidence sur le carrière ou le statut des intéressés.

C'est en définitive ce qu'a retenu M. Drai dans son ordonnance. « Les militaires sanctionnés, constate-t-il, ont fait l'objet de « punition disciplinaire » au sens de l'article 31 du règlement de discipline générale des armées. Ce texte ne comporte, au titre des garanties données à la personne sanctionnée, que celles consistant dans le droit de s'expliquer, dans l'application d'un barème, dans le droit de réclamation et dans le contrôle hiérarchique de l'autorité supérieure. Il en résulte que les punitions - avertissements, consignations, arrêts - qui font partie de l'ensemble des sanctions dont dispose l'autorité militaire investie d'un « titre de commandement » ne relèvent, en l'état des textes en vigueur, d'un statut particulier excluant l'application des règles propres aux juridictions et aux organismes juridictionnels ou disciplinaires ».

Comme c'est de ce statut que se rattache le refus opposé par le commandant Vallée à la demande de libre communication formulée par M. Paris et comme l'officier « dans son attitude de refus n'a pas agi par inimitié personnelle, volonté de nuire ou par initiative grossièrement irrégulière pouvant constituer une voie de fait », l'ordonnance dit qu'il n'y avait pas lieu à rétorsion et que la demande de M. Paris doit donc être rejetée.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

(1) Dans l'argot des prisons, le « bavard » désigne l'avocat.

Filmographie

ACTES II
Le Renard de la mer du Nord. - Une exploitation s'est produite dans la soirée du 15 janvier sur la plate-forme Glomar Arctic 2, qui « travaille » dans la zone britannique de la mer du Nord, à 220 kilomètres au sud-est d'Aberdeen, pour la société Phillips Petroleum ; 43 des 84 personnes qui étaient sur la plate-forme ont été évacuées par hélicoptères. (AFP, Reuters)

Les difficultés des artisans du bâtiment. - L'A.C.A.P.E.B. (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) a demandé, le 15 janvier, que le secteur de l'artisanat du bâtiment soit considéré comme « sinistré » en raison du mauvais temps qui sévit actuellement en France. Des déclarations ont été faites, souligne la C.A.P.E.B., ces demandes d'aides sont justifiées par le fait que « le froid rigoureux qui sévit actuellement sur notre pays a entraîné de nombreuses entreprises artisanales du bâtiment à cesser leur activité ».

Les détaillants en fruits et légumes acceptent de baisser leurs marges. - Un accord a été conclu, le 15 janvier, entre détaillants et pouvoirs publics sur une réduction temporaire des marges bénéficiaires sur les légumes (poireaux, carottes, endives, choux-fleurs, mâches et scaroles) pour réduire la pénalisation provoquée par le froid. Un coefficient de 1,4 au lieu de 1,5 habituellement sera appliqué aux prix de gros.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Clint Eastwood

star tranquille



Clint Eastwood dans « Bronco Billy »

Le dernier Clint Eastwood sort ce mercredi : *La Corde raide* (*Tightrope*). Une production Clint Eastwood - et Fritz Manes, - mais une mise en scène de Richard Tuggle. Un rôle de flic dégingué, cousin de l'inspecteur Harry, fameux flic pourri, aussi rapide que brutal, créé d'abord avec Don Siegel, l'un des réalisateurs préférés de Clint Eastwood, et dont il a repris lui-même les aventures, car il est aussi un metteur en scène de films d'action, nerveux, violents, plus amers que les plus amers polars des années 40.

L'inspecteur Wes Block - c'est le nom de Clint Eastwood dans *La Corde raide* - travaille seul et selon ses méthodes, qui ne sont pas orthodoxes. Il est plus humain pourtant, il élève ses deux filles, sa femme l'a quitté, il ne l'a pas remplacé - mais il rencontrera Genevieve Bujold, féministe militante, il traîne dans le bas quartier de la Nouvelle-Orléans, où il traque un Jack l'Éventreur qui, comme son acroïte britannique, s'attache aux prostituées. Leur fréquentation arrache l'inspecteur Wes Block à un puritanisme dont on pourrait penser qu'il est la cause - une des causes - du départ de sa femme. Cette tardive édu-

tion sexuelle révèle en lui des tentatives perverses. Si on se fie à ce que montre le film, elles se vont pas bien loin, mais elles établissent une sorte de complicité avec le cinglé qu'il cherche et qui le cherche, car c'est lui que le meurtrier vise.

La Corde raide, c'est la limite entre le bien et le mal. Le film démarre dans la grande tradition de l'angoisse noire et se termine sur une poursuite haletante, blafarde, presque onirique, dans la grande tradition Eastwood. De toute façon, l'impression, c'est lui.

L'affiche annonce « Flic ou violeur ». Le suspense n'est pas là. Il est relié au trouble de cet homme qui se sent dangereusement proche du crime et qui, peut-être pour la première fois de sa vie, doute. Seulement, c'est certain, le mot « violeur », appliqué à Clint Eastwood, on rêve.

Voilà bientôt trente ans que Clint Eastwood fait rêver. La Cinéma-thèque que le sait et l'a appelé, qui a organisé pendant un mois une rétrospective de ses films. Des Sergio Leone à *Sudden Impact* (le retour de l'inspecteur Harry), on a pu le revoir mûrir, se creuser et rester lui-même : beau.

Clint Eastwood était célèbre aux États-Unis grâce à un feuilleton-fleuve - il a duré sept ans, de 1959 à 1966 - *Rawhide*. Il y a tenu le second, puis le premier rôle. Il était bon, pur et clair, image moins séduisante que celle du cousin de Humphrey Bogart, rude et cynique, à qui il faudrait si peu pour s'humaniser.

« Quand je tournais *Rawhide*, c'était intéressant pour moi et ça m'a permis par contraste de faire naître des personnages plus équivoques. Aujourd'hui, il y a davantage de sophistication, on apprécie les faiblesses, les ambiguïtés des héros ».

Dirty Harry n'a pas été fait par provocation - cette idée le fait rire. Élevé pendant la guerre dans l'horreur du fascisme, les accusations dont il a été l'objet lui paraissent invraisemblables : « C'était juste un polar sur un personnage. Et c'est le personnage qui a fait le succès des films. D'autres films plus violents n'ont pas marché aussi bien. A ce moment particulier, les spectateurs ont pris la fable de Dirty Harry dans un sens individuel, pas du tout dogmatique. Ils se sont identifiés à un homme qui réussit l'impossible. *Wes Block*, dans *Tightrope*, est quelqu'un de plus quotidien, on ne peut pas fantasmer sur lui de la même manière. Il est comme tout le monde, il hésite, il ne sait pas... Si quelqu'un vous insulte, c'est après que vous comprenez ce que vous auriez dû faire. Harry, il sait tout de suite, et il frappe. Il appartient à la fiction. » Clint Eastwood prend avec Harry et ses semblables la distance

de l'ironie. Ce n'est pas pour dire, comme Hitchcock : « Ce n'est que du cinéma », mais parce que l'humour est un élément essentiel de la vie, donc du cinéma.

Clint Eastwood pense que *Tightrope* est une bonne étape pour lui, qu'elle lui permettra d'aller plus loin dans les polars. Il voit en Dirty Harry un être désespérément seul, une sorte de Don Quichotte perdu dans un combat sans fin avec le crime et que ses victoires amères, hantées, poussent à la cruauté. « J'ai peut-être en moi quelque chose de lui. Je n'en souffre pas trop parce que j'ai la chance d'être indépendant. Sinon... De toute façon, si l'on considère que la base du théâtre, c'est le conflit, il est intéressant de montrer les sous-entendus, les contradictions, et c'est plus amusant à interpréter qu'un gagnant tout droit, à la James Stewart ou à la Gary Cooper, ou qu'un type qui arrive dans une école de filles, en sauve une et s'en va... »

Là, il fait allusion au film de Don Siegel, *Les Proies*, où, Yankee blessé, il est recueilli par un pensionnat de demoiselles sudistes. Dans une atmosphère à la Tennessee Williams, il éveille toutes sortes de désirs, fait craquer les corsets de la morale victorienne. Pôle d'attraction de toutes ces femmes, il est amputé, et finalement empoisonné avec des champignons, meurtre collectif en cours du repas de la réconciliation.

Est-ce que l'échec est pour lui une angoisse ? Il fait répéter, la question l'amuse : « Je ne crois pas. Je ne crois pas être masochiste. Il m'arrive de pousser un peu loin, mais c'est pour avancer. Je n'ai pas les mêmes souhaits que Nixon, je ne saboterai pas un *Watergate* pour me détruire... »

Un homme à l'aise avec lui-même, équilibré, farouchement indépendant, rigoureux, qui vit loin

des magouilles hollywoodiennes. Un chef d'entreprise et de famille. C'est l'image qu'il donne de lui-même. Ce n'est peut-être pas si simple. Quand il tourne avec son fils dans *Hankytonk Man*, il l'entraîne au bordel, l'entraîne à voler des poulets, à fumer des joints, à « paler » la loque qu'est devenue le personnage. Dans *Tightrope*, sa fille - sa vraie fille - le protège, le maternel. Il faut se sentir fort pour donner de tels rôles à ses enfants.

Les bonnes histoires sont dures à raconter

Mais rigoureux, certainement, il l'est. Il prend grand soin de ses films, il est méticuleux : « On consacre beaucoup de temps à chaque élément, autant ne rien laisser de côté. Les bonnes histoires sont dures à raconter. » Il est attentif aux critiques : « J'essaie de comprendre pourquoi, comment, dans quelle circonstance elles ont été écrites. Même quand elles sont positives, elles disent parfois des choses que vous ne sauriez pas exister, c'est sans doute que vous les avez faites inconsciemment. Mais on doit aussi être capable de se juger, sinon on travaille en fonction de ce que les autres vont penser et ça devient faux. »

« J'ai l'impression qu'ici les spectateurs sont plus ouverts, plus souples. Ils sont moins conditionnés par les succès financiers. Aux États-Unis, personne n'ose plus descendre un film qui fait de l'argent. Mais on commence à apprécier des cinéastes comme Raoul Walsh, de la même manière qu'on a apprécié John Ford. Ford était une grande star. En France, la reconnaissance de Hollywood est moins pesante... Moi, je suis depuis longtemps ma propre voie. Actuellement, dans la plupart des cas, on voit et reçoit les mêmes choses. Si un extraterrestre débarque, il est suivi par une foule d'autres extraterrestres forcément moins bons. D'autres domaines restent à explorer. Je préfère la psychologie. »

Est-ce que jouer Superman l'aurait amusé ? Pas du tout. « Je n'aurais pas aimé être une marionnette. »

La majeure partie du public est effectivement très jeune, mais, si le cinéma donnait aux vingt-cinq-trente ans des films moins infantiles, ils y reviendraient peut-être. C'est un cercle vicieux, un problème confus pas facile à démêler, d'autant plus que les nouveaux metteurs en scène sont nourris de télévision, habitués aux images plates, banales.

Clint Eastwood veut bien être un héros invincible, au bord du malin si l'on veut, mais pas un homme providentiel pour série de l'après-midi. On a beaucoup écrit sur la manière dont il cassait son image. Finalement, l'image, c'est le public qui la fabrique. Celle que proposent les films de Clint Eastwood est si vaste et si transparente que chacun peut s'y lancer à corps perdu et y retrouver ses rêves. Il y a, c'est vrai, dans le comportement de ses films pour la même innocence que chez l'enfant pur qui se venge en hurlant : « Je vais le tuer ! » Il y a dans les pires moments une exaspération, un « trop » qui fait penser que ce n'est pas naturel, qu'un geste suffirait pour l'amener à la douceur, et dans les pires moments de déchéance il y a la force et le charme de l'homme très grand aux yeux clairs, au sourire averti.

C'est vrai aussi que, si Clint Eastwood était seulement un type avec un physique ordinaire, ce ne serait pas supportable. Mieux vaut être capable de représenter un personnage moralement affreux mais très beau à voir, que le contraire.

COLETTE GODARD.

Je n'ai pas les mêmes souhaits que Nixon

Il avait la classe de la star tranquille à la réception pendant laquelle a été accrochée à son veston de tweed la croix d'officier des Arts et Lettres. Le ministre n'était pas là pour la lui remettre lui-même, l'honneur en est revenu à Pierre Viot, président du Festival de Cannes. Dans l'encadrement et la chaleur, Clint Eastwood, entouré de caméras et de micros, avançait, eût-elle, demi-sourire. Il a écouté sans broncher les longs discours qu'on ne lui a sans doute pas - on l'espère - entièrement traduits. Il a fait des allers et retours pour la télévision, s'est prêté aux photographes. Il a l'habitude. Quand même, la croix au bout du ruban bleue devait lui paraître saugrenue.

Le bizarre de l'affaire, en définitive, est l'engouement du public de la Cinéma-thèque. Elle n'a pas désempli, non seulement pour les Sergio Leone - adoptés par les cinéphiles dès leur sortie, pour *Honkytonk Man* ou *Bronco Billy* -

histoires de losers, qui n'ont pas rencontré de succès public - mais aussi pour les Harry et dérivés, jusqu'à présent incrimés, violemment attaqués pour péchés d'idéologie réactionnaire. Or, aux projections de la Cinéma-thèque, les gloussements pâmés qui ont souligné les exploits du salaud de flic et son ironie morbide prouvent que le énarisme de Clint Eastwood a fini par faire tourner le vent.

Il dit que la situation est semblable aux États-Unis. Allongé sur le canapé Louis XVI du palace où sont logés les stars, il répond aux interviews. Ce n'est certainement pas ce qu'il préfère de son métier, mais il assure, avec une élégance souriante et même chaleureuse. Il a été flêté, dit-il, par la matière dont a été regu *Honkytonk*. Quant aux autres films, « je ne sais pas, je n'ai pas d'explication, et par le fait que les temps ont changé et les préjugés aussi ». Avant de créer l'image du solitaire brutal, avant même d'être mercenaire au cigarrillo pour Sergio Leone,

Filmographie

ACTEUR
1955 - *La Revanche de la créature*, de Jack Arnold ; *Francis in the Navy*, d'Arthur Lubin ; *Tarantula*, de Jack Arnold ; *Lady Godiva*, d'Arthur Lubin.
1956 - *No dites jamais adieu*, de Jerry Hopper et Douglas Sirk ; *La VRP de choc*, d'Arthur Lubin ; *La corde est prête*, de Charles Hays.
1957 - *Escapade au Japon*, d'Arthur Lubin.
1958 - *Ambush at Cimarron Pass*, de Jodie Copelan ; *Escadillon La Fayette*, de William Wellman.
1959-1966 - *Rawhide*, série de télévision.
1964 - *Pour une poignée de dollars*, de Sergio Leone.
1965 - *Et pour quelques dollars de plus*, de Sergio Leone.
1966 - *La Bon, la Brute et le Truand*, de Sergio Leone.
1967 - *Les Sorcières* (sketch de Vittorio de Sica).

1968 - *Pendez-les haut et court*, de Ted Post ; *Un shérif à New-York*, de Don Siegel.
1969 - *Quand les aigles attaquent*, de Brian G. Hutton ; *La Kermesse de l'Ouest*, de Joshua Logan.
1970 - *Serra torride*, de Don Siegel ; *De l'or pour les braves*, de Brian G. Hutton.
1971 - *Les Proies*, de Don Siegel.
1972 - *Dirty Harry*, de Don Siegel ; *Joe Kidd*, de John Sturges.
1973 - *Magnus force*, de Ted Post.
1974 - *Thunderbolt and Lightfoot*, de Michael Cimino.
1976 - *L'inspecteur ne renonce jamais*, de James Fargo.
1978 - *Doux, dur et dingue*, de James Fargo ; *Férocité d'Alcatraz*, de Don Siegel.

1980 - *Ce va cogner*, de Buddy van Horn.
1983 - *City Heat*, de Richard Benjamin.
1984 - *La Corde raide*, de Richard Tuggle.
RÉALISATEUR
1971 - *Play Misty For Me*.
1973 - *Breezy*, l'homme des hautes plaines.
1975 - *La Sanction*.
1976 - *Joey Wales*, hors-la-loi.
1977 - *L'Épreuve de force*.
1980 - *Bronco Billy*.
1982 - *Honkytonk Man* *Firefox*.
1983 - *Sudden Impact* (le retour de l'inspecteur Harry).
1984 - *Pale Rider*.

PRODUCTEUR
En 1968, Clint Eastwood forme sa maison de production Malpaso (ce qui signifie « faux-pas »).

FRANÇOIS TRUFFAUT
Les films de ma vie
FLAMMARION

d'Abel Gance à Jacques Doillon: les films préférés de Truffaut
"Je demande à un film que je regarde d'exprimer, soit la joie de faire du cinéma, soit l'angoisse de faire du cinéma et je me désintéresse de tout ce qui est entre les deux, c'est-à-dire de tous les films qui ne vibrent pas."
François Truffaut
Flammarion

هكذا من الأصل

Paul McCartney, un film

Avec *Rendez-vous à Broad Street*, un gentil navet musical dirigé par Peter Webb qui romonne sur les anciennes chansons des Beatles réadaptées pour la circonstance, Paul McCartney essuie le premier bide de sa carrière : le film a été retiré au bout de deux semaines des écrans américains, et le *New York Times* l'a cité comme le plus beau flop de l'année. Sans éclat, en Angleterre, il réalise tout de même de meilleurs scores.

Pour se consoler, MPL (McCartney Paul et Linda), la société de l'ancien Beatle, produit des dessins animés adaptés d'une bande dessinée pour enfants (*Rupert*) qui paraît depuis plus de quarante ans dans l'*Express Newspapers*. Une semaine après sa sortie, le 46 tours qui en est extrait grimpeait à la quatrième place des hit parades britanniques. Au siège immense et luxueux de sa compagnie sur Soho Square le visage poupon à peine atteint par les rides, le regard rieur sous les fameuses paupières de cocker, Paul McCartney, gamin éternel, ne tarit pas d'anecdotes. Volubile et enthousiaste, il fait des imitations, dialogue avec lui-même, et si d'aventure on souhaite lui poser une question, la seule solution est de le faire tousser. - A. W.



et de jolis rêves

rité. Je ne peux travailler sans charpente. Alors, l'argent, quand on en a, ce sont les autres qui font la différence. Mais dans un film, c'est comme devant la loi, on est tous égaux. Vous savez, bizarrement, comme tout le monde, je suis intrigué par ce que font les gens qui ont d'immenses fortunes. Je suis avide de potins. Mais je ne pense pas à mon argent.

- L'industrie du disque a-t-elle besoin du cinéma aujourd'hui ?

- Non, je ne crois pas, mais le rock s'est toujours passionné d'images. C'est une rencontre qui se fait naturellement, par désir plus que par besoin. Les musiciens de rock sont aussi des leaders dans le domaine visuel : les pochettes de disques, les vidéos, la mode, les lancements des looks. Regardez les Beatles des débuts, nous avions toujours des appareils photo avec nous. Nous avons fait *Hard Day's Night*, *Help!*, *Magical Mystery Tour*, *Yellow Submarine*. Les Beatles ont été les premiers à faire des films expérimentaux avec les moyens du bord, mais ça faisait partie d'un tout.

De même, Spielberg prend des idées dans le rock. Il utilise ses techniques, son matériel, les synthétiseurs : le début de *Rencontres du troisième type*, c'est comme un concert des Pink Floyd. La sonnerie du tonnerre. Pourtant, je ne pense pas qu'un film puisse remplacer un concert. Impossible de sentir l'atmosphère.

Un film, c'est regarder un mur de jolies lumières, mais si on les étend, il ne reste que le mur. Il n'y a personne derrière. Alors c'est une solution partielle qui a ses avantages : si je pars en tournée, je toucherais peut-être deux millions de personnes. Avec un film, cinq fois plus. C'est un peu comme Elvis qui voyait sa Cadillac en tournée (il l'india sa voix) : « Non, non, je ne sors pas aujourd'hui, envoyez la voiture ».

Well, envoyer un film c'est trop de même mieux qu'une voiture. Ne reprenant pas la route, c'est ce

que j'ai pensé. Ça prend du temps de former un groupe, le plus de musiciens régnent : constituer un répertoire, répéter, il faut des mois avant de monter sur scène. Ce qui ne veut pas dire que j'aie rayé les concerts, mais, quand John a été tué, ça paraissait stupide de sortir, de s'exposer. J'ai une femme et quatre enfants, la chose la plus saine semblait être de rester chez moi, de boire du thé et de regarder la télé. Mais on ne peut vivre de cette façon qu'un certain temps, votre vraie personnalité reprend vite le dessus.

- Le cinéma vous semble-t-il aujourd'hui un moyen d'expression plus efficace que la musique ?

- Une chanson, c'est un coup de poing qui mène au KO. Le film, c'est un combat en quinze rounds. La musique reste pour moi un moyen plus favorable parce que j'y suis meilleur. Ce qu'il y a de bon dans une chanson, c'est son immédiateté, sa forme condensée et compacte, la meilleure façon de se faire entendre et de communiquer à la première personne. On peut dire en trois minutes ce que Shakespeare aurait dit en deux heures. Il aurait dit plus profondément, plus juste et peut-être plus poétiquement, mais aujourd'hui il aurait beaucoup moins de chances de se faire entendre.

- Pensez-vous qu'une chanson puisse changer les consciences ?

- Oui, définitivement. Je citerai *Give Peace a Chance*, qui a été un instrument efficace dans le processus de paix au Vietnam. Vous pouvez penser qu'il est stupide de croire ça, mais quand vous voyez le film d'un million d'Américains écoutant cette chanson pour Nixon devant la Maison Blanche, de toute évidence c'était un hymne qui a participé d'une prise de conscience. Le rock, des gens comme Dylan, ont eu un rôle important dans la fin de la guerre au Vietnam.

Pourquoi un film ?

- A l'origine, c'était le désir d'être associé à une équipe créative. Travailler avec des gens talentueux, intelligents, un environnement qui stimule les idées.

- Mon intention première étant de faire un film de science-fiction, j'ai contacté l'auteur de *Star Trek*. La particularité du film, tel que je l'imaginai, aurait été d'être une soucoupe volante, l'ultime soucoupe volante. Entre-temps Steven Spielberg a sorti *Rencontres du troisième type*, et notre projet n'avait plus de sens. J'ai travaillé avec le réalisateur de l'*Educator* de Rita sur une seconde soucoupe qui n'a pas abouti, puis sur une troisième avec Tom Stoppard : c'était un plaisir de travailler avec lui, mais il n'y avait pas de sens à travers l'histoire d'un jeune *skinhead* londonien qui s'embrasait avec enthousiasme les jambes et perdait ses jambes en Angola.

- La guerre des Malonines a éclaté à ce moment-là et tout le coup c'était d'actualité - l'idée répandue est que les Anglais se sont impliqués dans les guerres. Malheureusement Tom Stoppard terminait une série pour la BBC et il fallait attendre encore six mois. Alors j'ai perdu patience et je me suis décidé à écrire un scénario moi-même. Bloqué dans un embouteillage, j'ai pris un stylo et je me suis souvenu de cet incident à propos des Sex Pistols que m'avait raconté leur producteur : à la fin d'un enregistrement, leurs bandes avaient disparu. C'est une histoire toute simple mais plutôt dingue quand on y pense. Je l'ai gardée telle quelle en imaginant l'idée que le

voleur pourrait être un de mes collaborateurs.

- Quand j'ai une idée, je ne peux pas y résister même si elle est mauvaise. J'ai écrit le scénario comme on écrit une chanson, par enthousiasme. En deux semaines. Puis je l'ai soumis à Dick Lester (*Hard Day's Night*, *Help!*, *Superman*). Il n'en était pas fou, mais il ne l'était pas non plus lorsque je lui avais pro-

posé de réaliser une vidéo sur les Beatles racontant leur histoire : un mois plus tard quelqu'un d'autre sortait *The Complete Beatles* et faisait un tabac. Je me suis dit que Dick se trompait encore une fois. J'ai donc proposé le projet à plusieurs producteurs, certains ont refusé mais j'ai senti qu'il fallait aller jusqu'au bout. J'ai donc commencé moi-même la production et la Fox a pris le relais.

Avec l'opéra, j'ai du mal

- C'est donc l'envie de faire un film à tout prix qui a prévalu ?

- Quelqu'un dans ma position pourrait s'assurer de ne prendre aucun risque. Je ne sais pas pourquoi j'ai fait. C'était un acte de foi, un nouveau « challenge ». Je suppose. J'aime voir les gens créer, les voir suer pour sortir quelque chose à partir de rien. Ça tient de la sorcellerie. Mon désir de composer, c'était avant tout la perspective d'un style de vie, d'une existence, pas celle d'écrire une chanson en particulier. Le cinéma, c'est la même chose, même si je ne suis pas sûr de vouloir recommencer.

- La création d'une illusion, voilà ce qui m'intéresse, fabriquer un joli rêve pour les autres : c'est la principale caractéristique de *Rendez-vous à Broad Street*. C'est aussi, à mon sens, ce qui fait le succès de Spielberg. Ça n'est pas nécessairement le meilleur cinéma, mais j'aime les choses commerciales. Je suis comme ça, j'ai toujours été bon public. Chacun voit midi à sa porte. Avec l'opéra, par exemple, j'ai du mal. Va-

pour les musiques, mais je n'arrive pas à comprendre les paroles.

- Dans ce film, vous êtes scénariste, acteur et musicien. Quel rôle préférez-vous ?

- Je ne suis pas un grand acteur, Ringo est meilleur que moi. Bien plus doué. Mais il y a deux, trois scènes dont je ne suis pas mécontent. Le reste est OK, mais nous aurions dû travailler plus. C'est comme tout, on ne voit les erreurs qu'après coup. Le plus intéressant, c'est d'avoir appris. Les parties musicales sont enregistrées « live » pour la plupart, nous avons pris du bon temps à les jouer. C'est un petit film sans ambition, prévu pour la télé, avec un budget moyen : moins de dix millions de dollars. Nous savions que nous ne faisions pas *Indiana Jones*, un succès au Box Office, mais une gentille comédie musicale anglaise.

- Tout est très « british », les dialogues, le style, la photo, les éclairages. Dans une histoire aussi simple, les personnages sont caricaturaux : les méchants portent des lunettes noires, ils sont vieux et

répressifs, les gentils sont jeunes et ont la foi. C'est symbolique et un peu cul-cul, mais les comédies musicales le sont la plupart du temps.

- *Rendez-vous à Broad Street* a été fait dans l'esprit de *Magical Mystery Tour*. A l'époque les gens disaient : « Vous auriez pu mieux faire », mais si vous le regardez aujourd'hui, sa grandeur c'est sa pureté. Il est purement représentatif des années 60 et, en dépit des erreurs, c'est génial de voir John chanter *I Am the Walrus* et toutes ces dingeries. *Rendez-vous à Broad Street* n'est pas aussi moderne qu'il aurait pu l'être, mais il contient les ingrédients du moment : une façon de danser, de mettre en scène comme dans les vidéo-clips. Il est surtout intemporel.

- On imagine facilement que votre fortune vous permet de réaliser le moindre de vos caprices. Avez-vous des comptes à rendre ?

- Je n'aime pas cette idée qu'on peut faire ce qu'on veut sous prétexte qu'on est riche. Tout le monde est assujéti aux mêmes règles. J'aurais pu exiger les plus grands décors, le meilleur réalisateur. Ce film ne demandait pas un énorme budget, nous avons joué serré. Il aurait été inutilement de vouloir plus. J'étais un producteur et un réalisateur au-dessus de moi et même si certains peuvent penser (voir *pincode*) : « Oui, il pouvait les renvoyer à tout moment », je n'attendais pas qu'ils me disent : « Vous, vous êtes spécial, nous allons penser grand ».

- Je voulais les mêmes contraintes financières que n'importe qui. C'est une règle de sécu-

Les chansons secrètes de Charlélie Couture



CHARLÉLIE COUTURE donne une série de concerts au Palais des sports du 22 au 26 janvier. Avec une nouvelle image, une autre manière de concevoir un spectacle.

Charlélie Couture vient de boucler ce qu'il appelle sa première période : cinq années de route et de concerts, de studios et d'albums où il a joué avec le rock et tout ce que cette musique contient d'incertitudes et de fantasmagories, avec des chansons en noir et blanc, avec des ballades portées par une tension intérieure irrésistible. L'année écoulée lui a permis de se retourner, de réappréhender où étaient rangées ses affaires.

Aujourd'hui il vit à l'extérieur de Nancy, dans une maison au milieu de la campagne qui surplombe une vallée gigantesque.

Un jour avant la première représentation du Palais des sports, l'ancien élève des beaux-arts de Nancy ouvrit, rue Dufour, aux Hautes, une exposition de vingt-cinq dessins réalisés au cours de ces heftes de tournées, dans les chambres d'hôtel et dans les salles de bain. Parallèlement à ce « travail de mémoire », comme l'affirme Charlélie Couture, le chanteur publie un premier livre (*Calhoun d'école*), une suite de dessins et de caricatures, de croquis ou bouts

d'essai, de prises de notes ou séquences datant de 1970 à aujourd'hui où l'auteur de *Comme un avion sans ailes* offre un peu de son jardin secret, des rêveries abandonnées, une suite de sensations avec la même acuité sarcastique, la même tendresse, la même violence dans la simplicité que dans les chansons.

« Jusqu'ici, dans mes chansons, dit Charlélie Couture, je suis parti de la réalité quotidienne en imaginant à tort qu'ensuite les gens pourraient extrapoler. Si je chante : « Y'a un candrier posé sur la table qui déborde », les gens entendent ce qui était dit et, à la limite, ils pensaient : « C'est le bordel chez lui ». Pour moi, ça pouvait vouloir suggérer qu'il y avait dans la pièce quelqu'un qui avait fumé et qui avait des ardoises. Plutôt que de raconter des sentiments, j'ai toujours préféré les déclarer par le pourtour. Art et Sculp, mon dernier album, marque en ce sens la fin d'un cycle. Le premier disque de cette période de cinq années, *Polette surprise*, c'était une espèce de patchwork, des chansons juxtaposées les unes à côté des autres. Poème rock, c'était un album à l'échelle d'une pièce, le Pêcheur parlait d'une famille, d'un quartier, Crocodile évoquait une petite ville de province. Art et Sculp dit simplement qu'au milieu des grosses turbulences actuelles chacun se repaie sur soi.

« Longtemps, j'ai travaillé au microscope. A présent, je commence à travailler avec des dispositifs.

« Chaque année depuis 1978, j'ai sorti un album. Cela a été pour moi comme une série de mises au point. La boucle est fermée aujourd'hui. J'ai vieilli ou plutôt j'ai mûri et j'ai rejoint après avoir fait le point dans ma tête. Ce qui m'a permis de prendre du recul et de changer. J'ai simplifié tout un paquet de dogmes, de morales auxquelles je tenais. J'ai compris qu'on ne changeait pas les gens, que ceux-ci ne bougeaient pas vraiment. Ça m'a bousillé le moral. Avant, j'étais comme un compagnon du Tour de France qui vivait pour son acte. Maintenant, sur scène, ça devient plus une jouissance qu'une démonstration.

« Je crois qu'on a tous besoin de finir son cycle d'initiation. Au départ de ma vie, je voulais faire de l'image. J'ai dans mes cartons des milliers de dessins et de gravures. J'ai écrit à ce jour plusieurs musiques de films : j'aimerais en faire plus dans le cinéma. Comprendre bien ses mécanismes avant de faire un film ».

CLAUDE FLÉOUTER.

* Albums Island, dist. Phonogram.

* *Calhoun d'école*. Edition Voix Richard Moter, 35, rue de la Victoire, 57158 Montigny-les-Metz.

Une voix dans votre tête

« Un soir j'écoutais une chanson de Bryan Ferry avec des écouteurs : c'était très étrange, il était dans ma tête, j'ai réalisé qu'il avait un pouvoir sur mon esprit et que j'avais sans doute le même. Si je suis en face de vous, ça n'a aucune portée, mais, avec un disque, je peux devenir votre conscience, une voix dans votre tête qui dit : Ne sois pas bon, ne sois pas mauvais ».

La musique, c'est une autre voix qui s'inscrit dans la conscience. J'ai écrit *Gone with the Wind* (Rendez-vous à l'irlandais), ça ne veut pas dire qu'ils l'ont rendue, mais si ça a fait réfléchir au moins une personne, c'est suffisant. *Ebony and Ivory* que j'ai chanté avec Stevie Wonder, les gens disent : « C'est tellement simple », peut-être, mais je n'ai pas souvenir d'une autre chanson qui ait été numéro un aux Etats-Unis en affrontant les problèmes raciaux.

Certaines chansons des Beatles ont transformé les gens. Avec le recul, sachant que nous avions ce pouvoir, je me demande le ciel qu'il ait été utilisé pour le bien, nous aurions facilement pu défendre le mal. Je suppose qu'il y a du bon et du mauvais dans le rock, mais, de façon générale, politiquement, socialement, il s'est toujours placé du bon côté pour défendre les causes avec un sens de la justice.

Bien sûr, l'encens est un trait commun du rock, et beaucoup de gens en sont morts. Peut-être est-ce bon de mourir dans l'encens, je ne sais pas, c'est aussi une idée du rock. Mais j'ai connu beaucoup de ces musiciens qui sont morts, je ne pense pas qu'ils en aient eu envie. Ils étaient juste exaspés, merveilleusement tragi-comiquement exaspés. Keith Moon (le batteur défunt des Who) était un gentleman, un homme extrêmement sensible et chaleureux. Mais en tournée, les chambres d'hôtel, la routine, la tension, le manque de liberté, il saccageait tout pour s'amuser. Précipiter une voiture dans une piscine, c'était très rock, c'était surtout la mythologie de Hollywood posée à l'extérieur. Hollywood Babylon. Il était aussi victime de son rôle.

Il y a trop de drogues trop d'alcool, les gens craquent souvent au sommet. Même chose avec Hendrix, il n'avait pas besoin de mourir aussi jeune. Il était d'une douceur incroyable, rien de commun avec l'illumination qu'en a fait la légende, mais aujourd'hui on se retient que

les moments les plus exaspés de ses concerts : le guitariste qui brûlait sa guitare, et qui jouait avec les dents. Il détestait ça, mais c'est ce que le public attendait de lui.

Comment expliquez-vous que les Beatles aient échappé à ça ?

Je ne sais pas. Mon sentiment à propos des Beatles, c'est que ça n'était pas vraiment nous. C'était notre génération, une génération entière qui s'est réveillée en même temps. Etaient-ce les conditions ? L'économie, la télévision, tout arrivait en même temps, et pour la première fois les gens avaient le temps et ce besoin de liberté. Nous étions les plus vulnérables, nous sommes devenus des leaders, mais nous étions aussi des imitateurs, tout ce que nous faisons avait ses origines chez d'autres. La coiffure était celle d'un ami rencontré à Paris que nous avions copié, les premiers costumes provenaient d'une collection de Pierre Cardin, nous faisions ce que les autres faisaient, et c'est pour ça qu'ils nous aimaient. Les commentateurs nous présentaient comme des novateurs, mais nous étions tous des moutons, suivant n'importe quel mouvement qu'on nous suivait.

Et aujourd'hui, vous suivez ou vous imposez ?

Les deux. Si vous êtes les Rolling Stones, les gens veulent entendre les tubes. Moi, c'est ce que j'ai toujours en tout cas, et mes goûts sont les mêmes que ceux du public. C'est une loi : dans un concert, soixante-quinze pour cent des chansons doivent être connues. Quant aux disques, l'essence de ce que j'aime, mon âge, mes conditions, marié et père de famille, je suis devenu normal, moins choquant dans ma musique. Je suis comme pour mes ballades, mais j'aime autant le rock, c'est juste que j'oublie d'en jouer. C'est une question de direction. On est prisonnier de son style, et on change n'est pas aussi facile qu'on peut l'imaginer, même si je suis en moi les ingrédients pour le faire. Les gens ont tendance à penser que c'est facile sous prétexte que c'est commercial. Ils se trompent. Il est souvent plus dur d'être commercial qu'expérimental.

Propos recueillis par ALAIN WAHR.

* Voir les films ci-dessus.

LE MONDE DES ARTS

100

DERNIÈRES
ou la nouvelle législation
par le THÉÂTRE DU CAMPAGNOL
et LO TEATRE DE LA CARRIERA
à BAGNEUX
Tél. : 735-58-78 et 537-07-81
Gymnase Juliette-Curie, av. de Verdun

8 DERNIÈRES
LA TOUR D'AMOUR
DE RACHILDE mise en scène Jeanne Champagne
Les comédiens se distinguent remarquablement... on en ressort
satisfait LIBÉRATION/Une mise en scène algérienne, précise et dé-
pouillée... un texte très beau LE MONDE/Toute la magie
marquée de l'imaginaire de Rachilde LE QUOTIDIEN/
Petit chef-d'œuvre maritime... on a le cœur tout
choyé LE FIGARO/Vous êtes prêts à la guerre par
le bavard comme par le drame LE JOURNAL
Est pour et se prend les trépas THÉMATI-
que fleur de Mal à l'homme avec délice
L'ESPÉRANTO

18 h 30
THÉÂTRE ESSAÏON
6, rue Pierre-et-Louis 4 278.46.42

LE THÉÂTRE DE LA MADELEINE
A PARTIR DU 17 JANVIER
Richard Bohringer - Roland Blanche
L'OUEST, LE VRAI
de SAM SHEPARD
LOCATION OUVERTE - 265.07.09 et agences

GEORGE-V - LES PARNASSIENS - LUMIÈRE - FORUM LES HALLES
QUINTETTE PATHE

CHRISTOPHE MALAVOY • ELEN DRAGOUN • JULIEN GUOMAR • VALUËZ OZKAN



L'ARBRE SOUS LA MER
Philippe Muhl
Avec une mise en scène de Philippe Muhl
Avec une mise en scène de Philippe Muhl
Avec une mise en scène de Philippe Muhl

LE CRIME d'Oride Plouffe
DENYS ARCANO • ROGER LEMELIN
JEAN CARMET • VÉRONIQUE JANOT
GABRIEL ARCANO • ANNE LÉGUENNEAU • DONALD PILON
PIERRE GILLY • ALIETTE BOU • BONNE PÉRISSIER • SARIE DUBRE
DENYS ARCANO • ROGER LEMELIN
DENYS ARCANO • ROGER LEMELIN
DENYS ARCANO • ROGER LEMELIN

CINEMA

La Cinémathèque

CHAILLOT (794-24-24)

MERcredi 16 JANVIER


16 h : Hommage à Roger Biss; Pour une
mise en scène de Roger Biss; 19 h : C-
d'Amour; 21 h : C- d'Amour; 23 h : C-
d'Amour; 25 h : C- d'Amour; 27 h : C-
d'Amour; 29 h : C- d'Amour; 31 h : C-
d'Amour; 33 h : C- d'Amour; 35 h : C-
d'Amour; 37 h : C- d'Amour; 39 h : C-
d'Amour; 41 h : C- d'Amour; 43 h : C-
d'Amour; 45 h : C- d'Amour; 47 h : C-
d'Amour; 49 h : C- d'Amour; 51 h : C-
d'Amour; 53 h : C- d'Amour; 55 h : C-
d'Amour; 57 h : C- d'Amour; 59 h : C-
d'Amour; 61 h : C- d'Amour; 63 h : C-
d'Amour; 65 h : C- d'Amour; 67 h : C-
d'Amour; 69 h : C- d'Amour; 71 h : C-
d'Amour; 73 h : C- d'Amour; 75 h : C-
d'Amour; 77 h : C- d'Amour; 79 h : C-
d'Amour; 81 h : C- d'Amour; 83 h : C-
d'Amour; 85 h : C- d'Amour; 87 h : C-
d'Amour; 89 h : C- d'Amour; 91 h : C-
d'Amour; 93 h : C- d'Amour; 95 h : C-
d'Amour; 97 h : C- d'Amour; 99 h : C-
d'Amour; 101 h : C- d'Amour; 103 h : C-
d'Amour; 105 h : C- d'Amour; 107 h : C-
d'Amour; 109 h : C- d'Amour; 111 h : C-
d'Amour; 113 h : C- d'Amour; 115 h : C-
d'Amour; 117 h : C- d'Amour; 119 h : C-
d'Amour; 121 h : C- d'Amour; 123 h : C-
d'Amour; 125 h : C- d'Amour; 127 h : C-
d'Amour; 129 h : C- d'Amour; 131 h : C-
d'Amour; 133 h : C- d'Amour; 135 h : C-
d'Amour; 137 h : C- d'Amour; 139 h : C-
d'Amour; 141 h : C- d'Amour; 143 h : C-
d'Amour; 145 h : C- d'Amour; 147 h : C-
d'Amour; 149 h : C- d'Amour; 151 h : C-
d'Amour; 153 h : C- d'Amour; 155 h : C-
d'Amour; 157 h : C- d'Amour; 159 h : C-
d'Amour; 161 h : C- d'Amour; 163 h : C-
d'Amour; 165 h : C- d'Amour; 167 h : C-
d'Amour; 169 h : C- d'Amour; 171 h : C-
d'Amour; 173 h : C- d'Amour; 175 h : C-
d'Amour; 177 h : C- d'Amour; 179 h : C-
d'Amour; 181 h : C- d'Amour; 183 h : C-
d'Amour; 185 h : C- d'Amour; 187 h : C-
d'Amour; 189 h : C- d'Amour; 191 h : C-
d'Amour; 193 h : C- d'Amour; 195 h : C-
d'Amour; 197 h : C- d'Amour; 199 h : C-
d'Amour; 201 h : C- d'Amour; 203 h : C-
d'Amour; 205 h : C- d'Amour; 207 h : C-
d'Amour; 209 h : C- d'Amour; 211 h : C-
d'Amour; 213 h : C- d'Amour; 215 h : C-
d'Amour; 217 h : C- d'Amour; 219 h : C-
d'Amour; 221 h : C- d'Amour; 223 h : C-
d'Amour; 225 h : C- d'Amour; 227 h : C-
d'Amour; 229 h : C- d'Amour; 231 h : C-
d'Amour; 233 h : C- d'Amour; 235 h : C-
d'Amour; 237 h : C- d'Amour; 239 h : C-
d'Amour; 241 h : C- d'Amour; 243 h : C-
d'Amour; 245 h : C- d'Amour; 247 h : C-
d'Amour; 249 h : C- d'Amour; 251 h : C-
d'Amour; 253 h : C- d'Amour; 255 h : C-
d'Amour; 257 h : C- d'Amour; 259 h : C-
d'Amour; 261 h : C- d'Amour; 263 h : C-
d'Amour; 265 h : C- d'Amour; 267 h : C-
d'Amour; 269 h : C- d'Amour; 271 h : C-
d'Amour; 273 h : C- d'Amour; 275 h : C-
d'Amour; 277 h : C- d'Amour; 279 h : C-
d'Amour; 281 h : C- d'Amour; 283 h : C-
d'Amour; 285 h : C- d'Amour; 287 h : C-
d'Amour; 289 h : C- d'Amour; 291 h : C-
d'Amour; 293 h : C- d'Amour; 295 h : C-
d'Amour; 297 h : C- d'Amour; 299 h : C-
d'Amour; 301 h : C- d'Amour; 303 h : C-
d'Amour; 305 h : C- d'Amour; 307 h : C-
d'Amour; 309 h : C- d'Amour; 311 h : C-
d'Amour; 313 h : C- d'Amour; 315 h : C-
d'Amour; 317 h : C- d'Amour; 319 h : C-
d'Amour; 321 h : C- d'Amour; 323 h : C-
d'Amour; 325 h : C- d'Amour; 327 h : C-
d'Amour; 329 h : C- d'Amour; 331 h : C-
d'Amour; 333 h : C- d'Amour; 335 h : C-
d'Amour; 337 h : C- d'Amour; 339 h : C-
d'Amour; 341 h : C- d'Amour; 343 h : C-
d'Amour; 345 h : C- d'Amour; 347 h : C-
d'Amour; 349 h : C- d'Amour; 351 h : C-
d'Amour; 353 h : C- d'Amour; 355 h : C-
d'Amour; 357 h : C- d'Amour; 359 h : C-
d'Amour; 361 h : C- d'Amour; 363 h : C-
d'Amour; 365 h : C- d'Amour; 367 h : C-
d'Amour; 369 h : C- d'Amour; 371 h : C-
d'Amour; 373 h : C- d'Amour; 375 h : C-
d'Amour; 377 h : C- d'Amour; 379 h : C-
d'Amour; 381 h : C- d'Amour; 383 h : C-
d'Amour; 385 h : C- d'Amour; 387 h : C-
d'Amour; 389 h : C- d'Amour; 391 h : C-
d'Amour; 393 h : C- d'Amour; 395 h : C-
d'Amour; 397 h : C- d'Amour; 399 h : C-
d'Amour; 401 h : C- d'Amour; 403 h : C-
d'Amour; 405 h : C- d'Amour; 407 h : C-
d'Amour; 409 h : C- d'Amour; 411 h : C-
d'Amour; 413 h : C- d'Amour; 415 h : C-
d'Amour; 417 h : C- d'Amour; 419 h : C-
d'Amour; 421 h : C- d'Amour; 423 h : C-
d'Amour; 425 h : C- d'Amour; 427 h : C-
d'Amour; 429 h : C- d'Amour; 431 h : C-
d'Amour; 433 h : C- d'Amour; 435 h : C-
d'Amour; 437 h : C- d'Amour; 439 h : C-
d'Amour; 441 h : C- d'Amour; 443 h : C-
d'Amour; 445 h : C- d'Amour; 447 h : C-
d'Amour; 449 h : C- d'Amour; 451 h : C-
d'Amour; 453 h : C- d'Amour; 455 h : C-
d'Amour; 457 h : C- d'Amour; 459 h : C-
d'Amour; 461 h : C- d'Amour; 463 h : C-
d'Amour; 465 h : C- d'Amour; 467 h : C-
d'Amour; 469 h : C- d'Amour; 471 h : C-
d'Amour; 473 h : C- d'Amour; 475 h : C-
d'Amour; 477 h : C- d'Amour; 479 h : C-
d'Amour; 481 h : C- d'Amour; 483 h : C-
d'Amour; 485 h : C- d'Amour; 487 h : C-
d'Amour; 489 h : C- d'Amour; 491 h : C-
d'Amour; 493 h : C- d'Amour; 495 h : C-
d'Amour; 497 h : C- d'Amour; 499 h : C-
d'Amour; 501 h : C- d'Amour; 503 h : C-
d'Amour; 505 h : C- d'Amour; 507 h : C-
d'Amour; 509 h : C- d'Amour; 511 h : C-
d'Amour; 513 h : C- d'Amour; 515 h : C-
d'Amour; 517 h : C- d'Amour; 519 h : C-
d'Amour; 521 h : C- d'Amour; 523 h : C-
d'Amour; 525 h : C- d'Amour; 527 h : C-
d'Amour; 529 h : C- d'Amour; 531 h : C-
d'Amour; 533 h : C- d'Amour; 535 h : C-
d'Amour; 537 h : C- d'Amour; 539 h : C-
d'Amour; 541 h : C- d'Amour; 543 h : C-
d'Amour; 545 h : C- d'Amour; 547 h : C-
d'Amour; 549 h : C- d'Amour; 551 h : C-
d'Amour; 553 h : C- d'Amour; 555 h : C-
d'Amour; 557 h : C- d'Amour; 559 h : C-
d'Amour; 561 h : C- d'Amour; 563 h : C-
d'Amour; 565 h : C- d'Amour; 567 h : C-
d'Amour; 569 h : C- d'Amour; 571 h : C-
d'Amour; 573 h : C- d'Amour; 575 h : C-
d'Amour; 577 h : C- d'Amour; 579 h : C-
d'Amour; 581 h : C- d'Amour; 583 h : C-
d'Amour; 585 h : C- d'Amour; 587 h : C-
d'Amour; 589 h : C- d'Amour; 591 h : C-
d'Amour; 593 h : C- d'Amour; 595 h : C-
d'Amour; 597 h : C- d'Amour; 599 h : C-
d'Amour; 601 h : C- d'Amour; 603 h : C-
d'Amour; 605 h : C- d'Amour; 607 h : C-
d'Amour; 609 h : C- d'Amour; 611 h : C-
d'Amour; 613 h : C- d'Amour; 615 h : C-
d'Amour; 617 h : C- d'Amour; 619 h : C-
d'Amour; 621 h : C- d'Amour; 623 h : C-
d'Amour; 625 h : C- d'Amour; 627 h : C-
d'Amour; 629 h : C- d'Amour; 631 h : C-
d'Amour; 633 h : C- d'Amour; 635 h : C-
d'Amour; 637 h : C- d'Amour; 639 h : C-
d'Amour; 641 h : C- d'Amour; 643 h : C-
d'Amour; 645 h : C- d'Amour; 647 h : C-
d'Amour; 649 h : C- d'Amour; 651 h : C-
d'Amour; 653 h : C- d'Amour; 655 h : C-
d'Amour; 657 h : C- d'Amour; 659 h : C-
d'Amour; 661 h : C- d'Amour; 663 h : C-
d'Amour; 665 h : C- d'Amour; 667 h : C-
d'Amour; 669 h : C- d'Amour; 671 h : C-
d'Amour; 673 h : C- d'Amour; 675 h : C-
d'Amour; 677 h : C- d'Amour; 679 h : C-
d'Amour; 681 h : C- d'Amour; 683 h : C-
d'Amour; 685 h : C- d'Amour; 687 h : C-
d'Amour; 689 h : C- d'Amour; 691 h : C-
d'Amour; 693 h : C- d'Amour; 695 h : C-
d'Amour; 697 h : C- d'Amour; 699 h : C-
d'Amour; 701 h : C- d'Amour; 703 h : C-
d'Amour; 705 h : C- d'Amour; 707 h : C-
d'Amour; 709 h : C- d'Amour; 711 h : C-
d'Amour; 713 h : C- d'Amour; 715 h : C-
d'Amour; 717 h : C- d'Amour; 719 h : C-
d'Amour; 721 h : C- d'Amour; 723 h : C-
d'Amour; 725 h : C- d'Amour; 727 h : C-
d'Amour; 729 h : C- d'Amour; 731 h : C-
d'Amour; 733 h : C- d'Amour; 735 h : C-
d'Amour; 737 h : C- d'Amour; 739 h : C-
d'Amour; 741 h : C- d'Amour; 743 h : C-
d'Amour; 745 h : C- d'Amour; 747 h : C-
d'Amour; 749 h : C- d'Amour; 751 h : C-
d'Amour; 753 h : C- d'Amour; 755 h : C-
d'Amour; 757 h : C- d'Amour; 759 h : C-
d'Amour; 761 h : C- d'Amour; 763 h : C-
d'Amour; 765 h : C- d'Amour; 767 h : C-
d'Amour; 769 h : C- d'Amour; 771 h : C-
d'Amour; 773 h : C- d'Amour; 775 h : C-
d'Amour; 777 h : C- d'Amour; 779 h : C-
d'Amour; 781 h : C- d'Amour; 783 h : C-
d'Amour; 785 h : C- d'Amour; 787 h : C-
d'Amour; 789 h : C- d'Amour; 791 h : C-
d'Amour; 793 h : C- d'Amour; 795 h : C-
d'Amour; 797 h : C- d'Amour; 799 h : C-
d'Amour; 801 h : C- d'Amour; 803 h : C-
d'Amour; 805 h : C- d'Amour; 807 h : C-
d'Amour; 809 h : C- d'Amour; 811 h : C-
d'Amour; 813 h : C- d'Amour; 815 h : C-
d'Amour; 817 h : C- d'Amour; 819 h : C-
d'Amour; 821 h : C- d'Amour; 823 h : C-
d'Amour; 825 h : C- d'Amour; 827 h : C-
d'Amour; 829 h : C- d'Amour; 831 h : C-
d'Amour; 833 h : C- d'Amour; 835 h : C-
d'Amour; 837 h : C- d'Amour; 839 h : C-
d'Amour; 841 h : C- d'Amour; 843 h : C-
d'Amour; 845 h : C- d'Amour; 847 h : C-
d'Amour; 849 h : C- d'Amour; 851 h : C-
d'Amour; 853 h : C- d'Amour; 855 h : C-
d'Amour; 857 h : C- d'Amour; 859 h : C-
d'Amour; 861 h : C- d'Amour; 863 h : C-
d'Amour; 865 h : C- d'Amour; 867 h : C-
d'Amour; 869 h : C- d'Amour; 871 h : C-
d'Amour; 873 h : C- d'Amour; 875 h : C-
d'Amour; 877 h : C- d'Amour; 879 h : C-
d'Amour; 881 h : C- d'Amour; 883 h : C-
d'Amour; 885 h : C- d'Amour; 887 h : C-
d'Amour; 889 h : C- d'Amour; 891 h : C-
d'Amour; 893 h : C- d'Amour; 895 h : C-
d'Amour; 897 h : C- d'Amour; 899 h : C-
d'Amour; 901 h : C- d'Amour; 903 h : C-
d'Amour; 905 h : C- d'Amour; 907 h : C-
d'Amour; 909 h : C- d'Amour; 911 h : C-
d'Amour; 913 h : C- d'Amour; 915 h : C-
d'Amour; 917 h : C- d'Amour; 919 h : C-
d'Amour; 921 h : C- d'Amour; 923 h : C-
d'Amour; 925 h : C- d'Amour; 927 h : C-
d'Amour; 929 h : C- d'Amour; 931 h : C-
d'Amour; 933 h : C- d'Amour; 935 h : C-
d'Amour; 937 h : C- d'Amour; 939 h : C-
d'Amour; 941 h : C- d'Amour; 943 h : C-
d'Amour; 945 h : C- d'Amour; 947 h : C-
d'Amour; 949 h : C- d'Amour; 951 h : C-
d'Amour; 953 h : C- d'Amour; 955 h : C-
d'Amour; 957 h : C- d'Amour; 959 h : C-
d'Amour; 961 h : C- d'Amour; 963 h : C-
d'Amour; 965 h : C- d'Amour; 967 h : C-
d'Amour; 969 h : C- d'Amour; 971 h : C-
d'Amour; 973 h : C- d'Amour; 975 h : C-
d'Amour; 977 h : C- d'Amour; 979 h : C-
d'Amour; 981 h : C- d'Amour; 983 h : C-
d'Amour; 985 h : C- d'Amour; 987 h : C-
d'Amour; 989 h : C- d'Amour; 991 h : C-
d'Amour; 993 h : C- d'Amour; 995 h : C-
d'Amour; 997 h : C- d'Amour; 999 h : C-
d'Amour; 1001 h : C- d'Amour; 1003 h : C-
d'Amour; 1005 h : C- d'Amour; 1007 h : C-
d'Amour; 1009 h : C- d'Amour; 1011 h : C-
d'Amour; 1013 h : C- d'Amour; 1015 h : C-
d'Amour; 1017 h : C- d'Amour; 1019 h : C-
d'Amour; 1021 h : C- d'Amour; 1023 h : C-
d'Amour; 1025 h : C- d'Amour; 1027 h : C-
d'Amour; 1029 h : C- d'Amour; 1031 h : C-
d'Amour; 1033 h : C- d'Amour; 1035 h : C-
d'Amour; 1037 h : C- d'Amour; 1039 h : C-
d'Amour; 1041 h : C- d'Amour; 1043 h : C-
d'Amour; 1045 h : C- d'Amour; 1047 h : C-
d'Amour; 1049 h : C- d'Amour; 1051 h : C-
d'Amour; 1053 h : C- d'Amour; 1055 h : C-
d'Amour; 1057 h : C- d'Amour; 1059 h : C-
d'Amour; 1061 h : C- d'Amour; 1063 h : C-
d'Amour; 1065 h : C- d'Amour; 1067 h : C-
d'Amour; 1069 h : C- d'Amour; 1071 h : C-
d'Amour; 1073 h : C- d'Amour; 1075 h : C-
d'Amour; 1077 h : C- d'Amour; 1079 h : C-
d'Amour; 1081 h : C- d'Amour; 1083 h : C-
d'Amour; 1085 h : C- d'Amour; 1087 h : C-
d'Amour; 1089 h : C- d'Amour; 1091 h : C-
d'Amour; 1093 h : C- d'Amour; 1095 h : C-
d'Amour; 1097 h : C- d'Amour; 1099 h : C-
d'Amour; 1101 h : C- d'Amour; 1103 h : C-
d'Amour; 1105 h : C- d'Amour; 1107 h : C-
d'Amour; 1109 h : C- d'Amour; 1111 h : C-
d'Amour; 1113 h : C- d'Amour; 1115 h : C-
d'Amour; 1117 h : C- d'Amour; 1119 h : C-
d'Amour; 1121 h : C- d'Amour; 1123 h : C-
d'Amour; 1125 h : C- d'Amour; 1127 h : C-
d'Amour; 1129 h : C- d'Amour; 1131 h : C-
d'Amour; 1133 h : C- d'Amour; 1135 h : C-
d'Amour; 1137 h : C- d'Amour; 1139 h : C-
d'Amour; 1141 h : C- d'Amour; 1143 h : C-
d'Amour; 1145 h : C- d'Amour; 1147 h : C-
d'Amour; 1149 h : C- d'Amour; 1151 h : C-
d'Amour; 1153 h : C- d'Amour; 1155 h : C-
d'Amour; 1157 h : C- d'Amour; 1159 h : C-
d'Amour; 1161 h : C- d'Amour; 1163 h : C-
d'Amour; 1165 h : C- d'Amour; 1167 h : C-
d'Amour; 1169 h : C- d'Amour; 1171 h : C-
d'Amour; 1173 h : C- d'Amour; 1175 h : C-
d'Amour; 1177 h : C- d'Amour; 1179 h : C-
d'Amour; 1181 h : C- d'Amour; 1183 h : C-
d'Amour; 1185 h : C- d'Amour; 1187 h : C-
d'Amour; 1189 h : C- d'Amour; 1191 h : C-
d'Amour; 1193 h : C- d'Amour; 1195 h : C-
d'Amour; 1197 h : C- d'Amour; 1199 h : C-
d'Amour; 1201 h : C- d'Amour; 1203 h : C-
d'Amour; 1205 h : C- d'Amour; 1207 h : C-
d'Amour; 1209 h : C- d'Amour; 1211 h : C-
d'Amour; 1213 h : C- d'Amour; 1215 h : C-
d'Amour; 1217 h : C- d'Amour; 1219 h : C-
d'Amour; 1221 h : C- d'Amour; 1223 h : C-
d'Amour; 1225 h : C- d'Amour; 1227 h : C-
d'Amour; 1229 h : C- d'Amour; 1231 h : C-
d'Amour; 1233 h : C- d'Amour; 1235 h : C-
d'Amour; 1237 h : C- d'Amour; 1239 h : C-
d'Amour; 1241 h : C- d'Amour; 1243 h : C-
d'Amour; 1245 h : C- d'Amour; 1247 h : C-
d'Amour; 1249 h : C- d'Amour; 1251 h : C-
d'Amour; 1253 h : C- d'Amour; 1255 h : C-
d'Amour; 1257 h : C- d'Amour; 1259 h : C-
d'Amour; 1261 h : C- d'Amour; 1263 h : C-
d'Amour; 1265 h : C- d'Amour; 1267 h : C-
d'Amour; 1269 h : C- d'Amour; 1271 h : C-
d'Amour; 1273 h : C- d'Amour; 1275 h : C-
d'Amour; 1277 h : C- d'Amour; 1279 h : C-
d'Amour; 1281 h : C- d'Amour; 1283 h : C-
d'Amour; 1285 h : C- d'Amour; 1287 h : C-
d'Amour; 1289 h : C- d'Amour; 1291 h : C-
d'Amour; 1293 h : C- d'Amour; 1295 h : C-
d'Amour; 1297 h : C- d'Amour; 1299 h : C-
d'Amour; 1301 h : C- d'Amour; 1303 h : C-
d'Amour; 1305 h : C- d'Amour; 1307 h : C-
d'Amour; 1309 h : C- d'Amour; 1311 h : C-
d'Amour; 1313 h : C- d'Amour; 1315 h : C-
d'Amour; 1317 h : C- d'Amour; 1319 h : C-
d'Amour; 1321 h : C- d'Amour; 1323 h : C-
d'Amour; 1325 h : C- d'Amour; 1327 h : C-
d'Amour; 1329 h : C- d'Amour; 1331 h : C-
d'Amour; 1333 h : C- d'Amour; 1335 h : C-
d'Amour; 1337 h : C- d'Amour; 1339 h : C-
d'Amour; 1341 h : C- d'Amour; 1343 h : C-
d'Amour; 1345 h : C- d'Amour; 1347 h : C-
d'Amour; 1349 h : C- d'Amour; 1351 h : C-
d'Amour; 1353 h : C- d'Amour; 1355 h : C-
d'Amour; 1357 h : C- d'Amour; 1359 h : C-
d'Amour; 1361 h : C- d'Amour; 1363 h : C-
d'Amour; 1365 h : C- d'Amour; 1367 h : C-
d'Amour; 1369 h : C- d'Amour; 1371 h : C-
d'Amour; 1373 h : C- d'Amour; 1375 h : C-
d'Amour; 1377 h : C- d'Amour; 1379 h : C-
d'Amour; 1381 h : C- d'Amour; 1383 h : C-
d'Amour; 1385 h : C- d'Amour; 1387 h : C-
d'Amour; 1389 h : C- d'Amour; 1391 h : C-
d'Amour; 1393 h : C- d'Amour; 1395 h : C-
d'Amour; 1397 h : C- d'Amour; 1399 h : C-
d'Amour; 1401 h : C- d'Amour; 1403 h : C-
d'Amour; 1405 h : C- d'Amour; 1407 h : C-
d'Amour; 1409 h : C- d'Amour; 1411 h : C-
d'Amour; 1413 h : C- d'Amour; 1415 h : C-
d'Amour; 1417 h : C- d'Amour; 1419 h : C-
d'Amour; 1421 h : C- d'Amour; 1423 h : C-
d'Amour; 1425 h : C- d'Amour; 1427 h : C-
d'Amour; 1429 h : C- d'Amour; 1431 h : C-
d'Amour; 1433 h : C- d'Amour; 1435 h : C-
d'Amour; 1437 h : C- d'Amour; 1439 h : C-
d'Amour; 1441 h : C- d'Amour; 1443 h : C-
d'Amour; 1445 h : C- d'Amour; 1447 h : C-
d'Amour; 1449 h : C- d'Amour; 1451 h : C-
d'Amour; 1453 h : C- d'Amour; 1455 h : C-
d'Amour; 1457 h : C- d'Amour; 1459 h : C-
d'Amour; 1461 h : C- d'Amour; 1463 h : C-
d'Amour; 1465 h : C- d'Amour; 1467 h : C-
d'Amour; 1469 h : C- d'Amour; 1471 h : C-
d'Amour; 1473 h : C- d'Amour; 1475 h : C-
d'Amour; 1477 h : C- d'Amour; 1479 h : C-
d'Amour; 1481 h : C- d'Amour; 1483 h : C-
d'Amour; 1485 h : C- d'Amour; 1487 h : C-
d'Amour; 1489 h : C- d'Amour; 1491 h : C-
d'Amour; 1493 h : C- d'Amour; 1495 h : C-
d'Amour; 1497 h : C- d'Amour; 1499 h : C-
d'Amour; 1501 h : C- d'Amour; 1503 h : C-
d'Amour; 1505 h : C- d'Amour; 1507 h : C-
d'Amour; 1509 h : C- d'Amour; 1511 h : C-
d'Amour; 1513 h : C- d'Amour; 1515 h : C-

MARCHE A L'OMERE
monde Marivert, 2^e
Cours 11. 2. 1908

[illegible]

En V.O. : PARAMOUNT CITY (Dolby) - GAUMONT AMBASSADE (Dolby)
PARAMOUNT OCEAN (Dolby) - QUINETTE - FORUM HALLES (Dolby)
En V.F. : PARAMOUNT OPÉRA (Dolby) - PARAMOUNT MARYHAUX (Dolby)
- GAUMONT RICHELIEU (Dolby) - IMAGES (Dolby)
PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT MONTPARNAISSE (Dolby)
MONTPARNAIS (Dolby) - GAUMONT SUD (Dolby) - GAUMONT CONVENTION
(Dolby) - CONVENTION SAINT-CHARLES - FAUVETTE (Dolby)
- PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT BASTILLE
PARAMOUNT MAILLOT (Dolby) - ATHÈNA - THIAS Belle-Épine (Dolby)
CHAMPAGNY Pathé (Dolby) - BOULEGOM Gaumont Ouest (Dolby)
SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS 4 Perray - VERSAILLES Rozane
LA VARENNE Paramount - LA DÉFENSE 4 Temps (Dolby)
ARGENTUEUR Alpha (Dolby) - ASNIÈRES Tricolore - COLOMBES Club
SAINT-GERMAIN C2L (Dolby) - SAINT-ROUVEILLE ABC
VIER CHATELON Calypso - L'ISLE-ADAM Candi
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE 4 Mousquetaire - VILLERUEVE Arsal

Les armées ennemies avaient tout prévu.
Sauf la résistance acharnée de 8 jeunes Américains.



L'AUBE ROUGE

ENTRÉE ARTISTE: BRONSON PINCHOFF, JACKSON, LEE, POWELL, HENNING, SHIMMY, BUE, KERNAN, HAYES, BOUGER
MUSIQUE: PATRICK KIMWAZI, C. C. THOMAS, HOWELL, T. L. A. THOMPSON, CHES. JOHNSON
HARRIS, D. J. STEINSON, RONALD SISK, WILLY T. SAMPSON, JAMES B. BOUTHE
MONTY B. B. JONES, CARL JACKSON, C. K. BOWEN, NANCY HENNING, JAMES HENNING, JAMES
HARRIS, D. J. STEINSON, BRONSON PINCHOFF, JACKSON, LEE, POWELL, HENNING, SHIMMY, BUE, KERNAN,
HAYES, BOUGER, W. L. J. HENNING, C. C. THOMAS, HOWELL, T. L. A. THOMPSON, CHES. JOHNSON

LE FILM SERA EN VOYAGE DANS LES CINÉMAS DE LA RÉGION DE LAUSANNE

18 h.; jeu., ven., sam. 10 h.: L'Amour l'appelle-midi, 19 h.: Le Grand de Cadrone (v.o.), ven., 16 h.; la Marquise d'O.

C. GRANT (v.o.): Action Ecclési, 5 (325-72-07); mer., dim.: Sylvia Scarlett; jeu.: Mon épouse favorite; ven.: L'empereur M. Bonaparte; sabbat.: Chérie, je me sens réjoui; mer.: Honeymoon.

A. HITCHECOCK (v.o.): Espée-de-Soleil, 5 (325-72-07), dim. 18 h.; Les deux Femmes froides; mer., jeu.: Faut-être par cœur; ven., sam.: Main qui a tâté Harry?

A. KUBESOVA (v.o.): Sais-Lambert, 19 (332-61-98), mer. 18 h 30, ven. 18 h.; Les deux Femmes froides; mer., jeu.: La Fontaine enchantée; dim. 19 h.: Tite et Lucie; 18 h. 15: Les deux Femmes froides; mer., jeu.: Les Châteaux de l'Europe.

NUIT DES PIRATES (v.o.), Scenariz., 13 (377-28-04), ven., o h 45: Pavillon noir; bandit., bandit.; la Filibustière des Antilles.

PANORAMA DU JEUNE CINEMA FRANÇAIS Studio 43, 9 (770-63-40), samedi les 20 h 30: Les deux Femmes froides; le Paysage de rêve; le Rêve d'Adam; Miami Story.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Studio 28, 1^e (506-56-07), mer.: Joyeux Noël; jeu.: Les deux Femmes froides; Graines de violence; sam.: Resben, Resben - dim.: 1984.

HOMMAGE A TRUFFAUT: Club de France (332-62-05) dim. les Quatre Cent Corps; ven.: Jules et Jim; sam., mer.: Vivement dimanche... Studio Capuc, 5 (354-89-22), mer., dim.: Les deux Femmes froides; mer.: Les pianistes; ven., lun.: la Peau douce.

ROSEMARY'S BABY (A.v.a.): Reflet Cinéma Paris, 5 (326-54-67).

BUTCH CASINO (Fr.): Grand Rex, 19 (554-56-82).

SHENING (A.v.a.) (*): Templiers, 4 (272-94-56); Demité, 1^e (321-41-01).

TCSAO FANTIN (Fr.): Rivoli Beaubien, 5 (326-56-37); Grand Rex, 19 (554-56-82).

LE TEMPS DE LA REVANCHE (A.v.a.): République Cinéma, 11* (805-51-39).

THE ROSSIE (A.v.a.): Templiers, 3 (272-94-56).

TRASH (A.v.a.): Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Marbeuf, 6 (561-94-93); Paramount Montparnasse, 14* (333-20-30).

VICTOR VICTORIA (A.v.a.): St-Michel, 3 (326-79-17).

WHISKY A GOGO (A.v.a.): Reflet Logan II, 5 (324-43-34).

YOYO (Fr.): Demité, 14 (321-41-01).

Les séances spéciales

L'ÂGE D'OR (Fr.), Templiers, 3 (272-94-56), dim. 20 h 30.

AMERICAN GIGOLÓ (A.v.a.): Cinélot Victoria, 1^e (508-94-14), 13 h 50.

L'AMI AMERICAIN (All v.o.): Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h et 14 h.

BOULEFARRE (Fr.): Olympia, 14* (544-43-46), 18 h (en sam.).

CASANOVA (de Fellini) (It., v.l.): Templiers, 3 (272-94-56), dim. 18 h 50.

Les grandes reprises

ACCIDENT (Ang. v.a.) : Champo, 3°
 (354-16-60).
AMER-VOUS BRAMES? (A. v.a.) :
 Reflet Balzac, 3° (501-16-60).
L'ANNÉE DERNIÈRE A MAHIEBHAD
 (Fr.) : Tomplars, 3° (272-94-56) ; Reflet
 Médicis, 3° (353-25-97).
L'ASTUCE DE M^{me} MUÏR (A.
 v.a.) : Action Christine bis, 6° (328-
 11-30).
BARBEROUSSE (Jap. v.a.) : Saint-
 Lambert, 15° (352-91-68).
BARRY LINDON (Angl. v.a.) : Grand
 Canal, 11° (352-94-56).
LA BELLE CAPITIVE (Fr.) : Dumfort (H.
 sp.), 14° (321-41-01).
BLADE RUNNER (A. v.a.) : Studio
 Galand, 5° (354-72-71) ; Espace Gâh, 3°
 (327-95-64).
BLANC-ROUGE ET VILAINS
MESSEURS (A. v.a.) : Action Chris-
 tine, 6° (328-11-30) ; Mac-Mahon, 17°
 (380-24-81).
BLANCH-NEIGE (A. v.f.) : Napoléon,
 11° (327-62-42).
BUNNY LAKE DESPAIR (A. v.a.) :
 Action Rive Gauche, 5° (329-44-00).
LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE
 (v.f.) : Napoléon, 17° (267-63-42).
LE CROIX DE SOPHIE (A. v.a.) : Tom-
 plars, 3° (327-94-56).
LE CORDON D'OR (A. v.a.) : Reflet Quartier
 Latin, 5° (326-94-65).
DELIVRANCE (A. v.a.) (*) : Lato-
 naire, 6° (544-57-34).
DERNIER CAPRICE (Jap. v.a.) : André
 Buzia, 15° (357-74-59).
LE DIAGONALE (Fr.) : FOU (Fr.-
 v.a.) : Laticien, 3° (278-47-86) ; Reflet
 Balzac, 8° (561-10-60).
LE DERNIER TANGO A PARIS (L.
 v.a.) : St-Ambrose (H. sp.), 11° (700-
 85-16).
LES DIX SEPT BONT TOMBÉS SUR LA
TÊTE (Rou. v.f.) : Capri, 2° (508-
 11-69).
EDMANUELLE (Fr.) (*) : Paracouet

LES CHIENS DE PAILLE (**) (A.
 v.a.) : Châtelet Victoria, 1° (508-94-16).
LES CLOUERS (Fr.) : Zénith, 3°
 (272-94-56), 22 h 15 + sam. 16 h.
CITIZEN KANE (A. v.a.) : Olympie, 14°
 (544-43-14) 18 h (sf sam. dim.).
EASY RIDER (**) (A. v.a.) : Châtelet
 Victoria, 1° (508-94-14), 15 h, sam.
 16 h.
PARREURIQUE (Fr.) Olympie, 14° (544-
 43-14), 18 h (en sam.).
LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) :
 Châtelet Victoria, 1° (508-94-14), 12 h,
 ven. 14 h 55 + sam. 16 h ; Ciné 11v,
 (805-51-33), mer., jeu. dim., mar. 12 h.
LES JOUEURS D'ÉCHECS (Ind. v.a.) :
 Ciné Beaumont, 3° (271-52-36), lun.,
 mar. 11 h 55.
MASSE (A. v.a.) : Châtelet Victoria, 1°
 (508-94-14), 16 h.
MEURTRE D'UN BOOKMAKER
 CHINOIS (A. v.a.) Saint-Ambrose, 11°
 (700-89-16), mer. 22 h ; sam. 17 h 10.
LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné
 Beaumont, 3° (271-52-36), lun., mar.,
 11 h 55.
OUTSIDERS (A. v.a.) : Olympie Luxem-
 bourg, 6° (633-97-77), 12 h et 24 h.
OTHELLO (A. v.f.) : Olympie, 14° (544-
 43-14), 18 h (sf sam. dim.).
LE PONT DU NORD (Fr.) : Olympie
 Luxembourg, 6° (633-97-77) 12 h et
 24 h.
LA PRISE DE POUVOIR PAR
LOUIS XIV (Fr.) : Ciné Beaumont, 3°
 (271-52-36), dim. et mar. 11 h 40.
QUERELLE (**) (ALL. v.a.) : Rivoli Beau-
 mont, 3° (272-63-32) mer., ven. 12 h,
 18 h 10.
SCARFACE (A. v.a.) : Saint-Ambrose,
 11° (700-89-16), lun. 22 h 10.
TAXI DRIVER (**) (A. v.a.) Boite à
 Flux, 17° (622-44-21), 19 h 40.
VIVEMENT L'AMOUR (Fr.) : Studio
 Galand, 5° (354-72-71), 14 h.
THE ROSE (A. v.a.) : Tomplars, 3° (272-
 94-56) mer., 16 h, 20 h ; ven. sam. 20 h ;
 dim. 14 h.

LES PARADES (Fr.) :
 Ranchhof, 16* (233-64-44).
ET LA TENDEURSE BORDIEL N° 2
 (Fr.) : Paris Loists Bowling, 18* (606-
 94-98).
KEATHEUR (A. v.L.) : Opéra Night, 2*
 (252-63-65).
LA FLUTE ENCHANTEE (Suid. v.a.) :
 Ruffet Logos 1, 5* (354-42-34).
GUN CRAZY (A. v.a.) : Olympia Luxem-
 bourg, 6* (633-97-77) ; Action
 1, Revue 5* (878-80-50) ; Olympia,
 14* (544-43-14).
GUY'S AND DOLLS (A. v.a.) : Ma-
 Mahon, 17* (380-24-81).
INDIA SONG (Fr.) : Epée de Bois, 5*
 (537-57-47).
L'ENCHANTEMENT C'EST PADMEK (Fr.)
 (**) : Grand Pavée, 15* (554-46-85) ;
 Boite à Sims, 17* (EL. 9*) (622-44-21).
JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand
 Pavée, 15* (554-46-85).
**JOANATHAN LYNDSTON LE GÉO-
 LAND (A. v.a.) :** UGC Opéra, 2* (574-
 93-50) ; Marbeuf, 6* (561-94-95).
LA JOYEUSE PARADE (A. v.a.) :
 Contrescarpe, 5* (325-78-37).
LA LÉGENDE DU GRAND JUDG
 (Jap. v.a.) : République Chémin, 11* (805-
 51-33).
LEI MARLEEN (All. v.a.) : Rivoli, 4*
 (272-63-32).
LA LOX DU SILENCE (A. v.a.) :
 Olympia, 2* (354-51-02).
MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A.
 v.a.) : Action Boies, 5* (523-72-07).
**MEDÉE (It. v.a.), Le Latium, 4* (278-
 47-86).**
MERLIN L'ENCHANTEUR (A. v.a.) :
 République, 17* (267-45-42).
METROPOLIS (A.), Studio de la Harpe,
 5* (634-25-52).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.L.) () :**
 Capel, 2* (508-11-69).
LES MORVAUX (Fr.) : Paris Loists
 Bowling, 18* (606-94-98).
LA NUIT DES MORTS VIVANTS (A.
 v.a.) (*) : Chmy Boies, 5* (354-20-12) ;
 UGC Rotonde, 6* (574-94-94) ;
 Ermance, 6* (563-16-16) ; V.L. : UGC
 Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC
 Gobelins, 15* (336-23-44).
ORANGE MÉCANIQUE (A. v.a.) () :**
 Action Rive Gauche, 5* (232-44-
 21) ; Danfer, 14* (321-41-01) ; Boite à Sims,
 17* (622-44-21).
PAS DE PRINTEMPS POUR MARINIE
 (A. v.a.) : Action Christiane bis, 6* (523-
 13-50) ; Ruffet Balais, 6* (563-10-
 56).
PHANTOM OF THE PARADES (A.
 v.a.) (*), Châtelet Victoria, 1* (508-
 94-14).
LA QUATRIÈME DIMENSION (A.
 v.a.) : Action Rive Gauche, 5* (329-
 44-40).
RASHOMON (Jap. v.a.) : St-Lambert,
 15* (532-91-68).
ROBIN DES BOIS (A. v.L.) : Rex, 2*
 (232-43-23) ; UGC Opéra, 2* (574-
 93-50) ; UGC Montparnasse, 6* (563-
 24-60) ; UGC Gobelins, 12* (336-23-44).

... LE MONDE - Jeudi 17 janvier 1985 - Page 17

PAUL McCARTNEY


Rendez-vous à
BROAD STREET



TWENTIETH CENTURY FOX présente "RENDEZ-VOUS A BROAD STREET"
 Avec PAUL McCARTNEY, BRYAN BROWN, RINGO STARR, BARBARA BACH
 LINDA MCCARTNEY, TRACEY ULLMAN, RALPH RICHARDSON
 Ecrit par PAUL McCARTNEY - Produit par ANDROS FRAMPHONDAS - Réalisé par PETER WEBB
 Distribué par TWENTIETH CENTURY FOX FRANCE
 Diffuseur des 16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38

En V.O. : GEORGE V - HAUTEFEUILLE - PARNASSIENS
FORUM HALLES - OLYMPIC ENTREPOT - En V.E. : LUMIÈRE - FAUVETTE

CANNES 84
 PRIX
 D'INTERPRETATION MASCULINE
 ALFREDO LANDA
 FRANCISCO RABAL
 un film de
 MARIO CAMUS
 Rediff



LOS SANTOS INOCENTES

AGUSTÍN GONZÁLEZ • DORA IRUJO • FERNANDO AGUILÓN • MARY CARRILLO • MARIEL MATOS

COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN

LE PLUS HEUREUX DES TROIS

LA GALERIE - Théâtre de la Cité internationale
du 22 janvier au 9 mars et du 19 au 30 mars
Réservations : 510.33.09

En V.O. : NORMANDIE UGC - PUBLICIS ÉLYSÉE - CLUNY PALACE - ODÉON UGC - FORUM HALLES
CINÉ BEAUBOURG LES HALLES - UGC OPÉRA - UGC ROTONDE - En V.F. : UGC BOULEVARD
GAUMONT RICHELIEU - MIRAMAR - LES NATHAN - UGC GARE DE LYON
UGC CONVENTION - MICHEL - PATHE WEFER - ATHÈNA - 3 SECRETAN - et la périphérie

CLINT EASTWOOD

Flic ou violeur?...



LA CORDE RAIDE

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

Les collectivités locales s'interrogent

De notre envoyée spéciale

compl, déclare M. Francis Rousseau, directeur de la station. Aucune concertation n'a eu lieu, à quel niveau que ce soit, de Radio-France.

Cinquante personnes travaillent à Radio 7 et on n'a pas le droit de négocier à ce point les efforts d'une équipe.

« Nous n'avons jamais demandé à disposer de deux fréquences, et en outre, nous ne sommes pas un organisme unique, une seule nous garantissant un confort d'écoute satisfaisant, poursuit M. Rousseau. Mais l'ARDF s'est toujours montrée incapable de nous l'assurer, et sa décision sur un plateau nos 185 000 auditeurs à NRJ. Comment peut-on demander à une entreprise de négociation ? Vous bien le savez, nous voilà prêts pour assurer la crédibilité d'un équilibre entre radios publiques et radios privées ! »

Vous priez
votre
ceurs d'avoir l'obligeance
toutes les lettres
restituer aux
leur ont été com

BANQUE DES R
INTERNATION
à Paris (France)
FONDÉE EN 1880
PRODUCTEUR
de l'argent moderne

FBI

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	105,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Un siècle de luttres ardentes, de sacrifices généreux, d'espoirs déçus, de progrès accomplis pour plus de sécurité, plus de justice, plus d'équité, plus d'éducation, plus de nécessaire, et bientôt plus de superflu.

Un siècle pour accumuler les Plus et on commence à comptabiliser les Moins : moins de travail, moins d'initiative, moins de choix, moins de responsabilité, moins d'aventure, moins de réalisation personnelle, donc moins de vraie liberté.

Il faudrait tenter de sortir des effets pervers de tous les modèles culturels quand ils se confrontent dans une doctrine. C'est difficile, long et incertain quand il s'agit d'une macro-société. C'est réalisable dans un contexte à dimension humaine. Nous y sommes parvenus. Nos résultats en témoignent.

Bien entendu, pas seulement ceux, secs et froids, de notre C.A., de notre place sur le marché, de la rapidité inhabituelle de notre expansion, de la solidité financière enviable de notre Groupe, des moyens mis en œuvre : méthodologie, formation, animation, appuis logistiques, produits ; de notre capacité objective à assurer et à jalonner l'avenir des jeunes de notre équipe ; de la rémunération et de la promotion professionnelle à orientation rapide et libre.

Mais ceux, irrationnels et subjectifs, qui font de notre équipe un groupe, et de chacun et chacune de ses membres en particulier des gens heureux - simplement. C'est le Plus de notre apport.

Ce qui rejette les masochistes et tous ceux qui n'ont pas la vocation du bonheur. Tous ceux que l'originalité effraie. Que le travail fatigue. Que l'initiative effraie. Que la responsabilité inhibe. Que le risque paralysie. Qui craignent le caractère. Qui ont peur de la personnalité. Qui méprisent le bon sens. Qui ne savent pas qui ils sont et ce qu'ils veulent.

Ce qui devrait engager tous les autres à nous rencontrer.

Avec 24 ans au moins et, de préférence, une formation commerciale opérationnelle solide. Ecrire BANCE PUB-18, rue Léon 75018 Paris (par avance merci de préciser la réf. 8501 16).

Groupe informatique international
recherche pour son activité

INFORMATIQUE, SCIENTIFIQUE
en forte expansion (Aérospatial, Défense, Nucléaire, Pétrole)

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

Quelques années d'expérience pour ÉTUDES AVANCÉES et développements de logiciels (E.F. et D.F.) en mécanique structurelle non linéaire, HYDRODYNAMIQUE/DYNAMIQUE DES FLUIDES.

Postes d'avenir pour candidats de haut niveau.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à :
ENGINEERING SYSTEM INTERNATIONAL
SILIC 270 - 84578 RUNGIS Cedex.

Entreprise d'édition
Dans le cadre de sa politique de diversification recherche

CHEF DE PROJET
pour développer politique de communication multi-média au sein du service marketing.

- Expérience télématique grand public souhaitée.
- Connaissance radio, télédiffusion, nouveaux médias appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 300.149 M, REGIE-PRESSE - 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

INSEAD
INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES
recherche pour son CENTRE INFORMATIQUE

UN FORMATEUR MF
de formation universitaire (MAGE ou équivalent). Parfaitement bilingue (français / anglais).

Il/elle participera à l'initiation du campus (étudiants, personnel administratif et enseignant) aux outils informatiques.

Promoteur de l'utilisation de l'informatique dans la gestion, il/elle devra montrer une aptitude et un enthousiasme pour la communication.

Envoyer C.V., photo au Service du Personnel INSEAD - bd de Constance - 77305 FONTAINEBLEAU Cedex.

METROLOGIE recherche pour sa Division Industrielle orientée sur les systèmes INTEL et produits compatibles associés

1 Ingénieur de vente confirmé
ayant une expérience de 2 ans dans un domaine similaire. Vente sur la région parisienne. réf. IVC

2 Responsables produits
l'un sera orienté entrées et sorties industrielles, et l'autre orienté mini-calculateurs INTEL.

Ils seront responsables des relations avec les fournisseurs et de la promotion interne et externe des produits. L'anglais est indispensable. réf. RP

Lieu de travail : ASNIERES

Envoyer votre CV, lettre manuscrite, photo et prétentions en rappelant la référence du poste choisi, à Madame BERT METROLOGIE Tour d'Asnières - 4, avenue Laurent Cely 92606 ASNIERES.

BANLIEUE SUD
Entreprise TP à vocation internationale
filiale spécialisée (dragages, fondations spéciales, travaux maritimes) d'un grand groupe industriel français, recherche pour son DEPARTEMENT FONDATIONS

1 DIRECTEUR TRAVAUX FRANCE
De formation supérieure (PC - ECP - ETP), cet ingénieur, âgé de 35/45 ans, possède une solide expérience des fondations et injections. Il aura la responsabilité de l'organisation, de la gestion, de l'utilisation des moyens logistiques et matériels, des délais et des coûts.

2 DIRECTEURS DE CHANTIERS
Hommes de terrain, diplômés d'une école d'ingénieurs, les candidats seront âgés d'environ 35 ans. Ils devront justifier d'une expérience réussie de produits de grands chantiers de fondations et d'injections d'alluvions type mètre.

Ces postes, très polyvalents, impliquent à la fois des connaissances techniques approfondies et des aptitudes à la gestion des contrats.

Grande mobilité - Anglais courant.

Lieux de travail : FRANCE - EGYPT

Ecrire sous réf. 3526 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

formation professionnelle

Cadres demandeurs d'emploi
L'INSTITUT DE BUREAUTIQUE ET D'INFORMATIQUE APPLIQUEE

vous propose un stage rémunéré de 3 mois

MICRO INFORMATIQUE APPLIQUEE

Cette formation vous apportera :

- Une connaissance et une pratique approfondies de l'utilisation de la micro informatique à travers les logiciels de base.
- Une compétence d'utilisation appliquée aux différentes fonctions de l'entreprise (gestion financière, marketing et gestion commerciale, gestion de personnel, etc.).

Cette formation est fondée sur un entraînement intensif et sur l'accès à des matériels en libre service.

Recrutement immédiat

Renseignements : IRIA
Jean-Luc SZULWALSKI
Téléphone : 572-03-08
33, boulevard Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS.

ECHECS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX
à Bâle (Suisse)

recherche un

TRADUCTEUR-RÉVISEUR
de langue maternelle française

Formation : niveau universitaire, solides connaissances économiques et financières.

Expérience : pratique confirmée de la traduction et de la révision de textes économiques et financiers.

Langues : parfaite maîtrise de la langue française ; excellente connaissance de l'anglais et également de l'allemand ou de l'italien.

Prière d'adresser candidature (C.V., copies de certificats, photo récente et références) au Bureau du Personnel de la Banque des Règlements internationaux, CH-40002 Bâle.

emplois régionaux

PROFESSEURS
FRANCAIS-PHILO, MATH. ET PHYSIQUE
qualifiés et expérimentés
recherchés par
ÉCOLE PRIVÉE province pour
COURS DE VACANCES
PAQUES TOUTES ZONES.
Ecr. 72.561 Publi-TELE, 3, rue Saint-Florent, 75002 PARIS, qui transmet.

PROFESSEUR
NICE, ÉCOLE DE FRANCAIS
pour étudiants étrangers, recherche
expérience pratique VIF et DVV
anglais, parlant bien l'anglais
plein temps, poste permanent.
Ecrire sous le n° 300.163 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7.

secrétaires
Ceb. JURIDIQUE ET FISCAL
recherche

SECRÉTAIRE BTS
Adm. curriculum vitae
sous n° 300.164 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
CONFIRMÉE
Séno-dactylo bilingue de préférence (français).

Ecrire n° 3437, ConTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

LE CENTRE HOSPITALIER SPÉCIALISÉ DE VILLEJUIF
organise le 23 mars 1985, un examen probatoire pour l'accès aux fonctions.

D'ÉLÈVE INFIRMIER INFIRMIÈRE
Nationalité française exigée.
Age minimum : 17 ans.
Age maximum : 45 ans.

Jour de droit civiques.
Scolarité en 33 mois à l'établissement.
Séjour en vue de l'obtention du diplôme.

D'INFIRMIER DE SECTEUR PSYCHIATRIQUE
Traitement en cours de scolarité.
Salaire net : 4.568,25 F.
Rémunération assurée 2 jours de repos par semaine.
Avant. soc., cantine, crèche.

Les candidats(e) titr. du bacc. ou dipl. équiv. (C.F.E.S.) seront dispensés de subir les épreuves écrites.

Adresser candidatures avant le 23 FÉVRIER 1985 à
M. le DIRECTEUR CENTRE HOSPITALIER SPÉCIALISÉ
Service formation permanente
54, avenue de la République,
94408 VILLEJUIF CEDEX.

Un salaire fixe dévolu justifiera la valeur de ce candidat.

JEUNE ASSOCIATION
recherche
l'animateur(trice) Social(e)
pour la mise en place dans une commune de la proche banlieue parisienne d'un projet d'ÉCOUTE TÉLÉPHONIQUE et d'ACCUEIL de personnes âgées.

Ayant une expérience du secteur social et si possible de la vie associative, il/elle sera chargé(e) dans le cadre d'une équipe jeune et dynamique, de l'animation, de la coordination de bénévoles en fonction d'un projet défini et du suivi de la réalisation de ce projet.

Adresser C.V. détaillé avec lettre manuscrite et photo à :
C.L.P.E.S. (réf. 821)
6, place de la Madeleine, 75008 Paris, qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC NORD SEINE-ET-MARNE

ATTACHÉ
CHARGÉ DES SERVICES FINANCIERS ET INFORMATIQUES
Exp. administrative et connaissances comptabilité publique souhaitées.
Formation universitaire.
Rémunération 5.000 F.
Adresser votre candidature sous n° 750 M, REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7.

Pour développer sa structure commerciale le numéro 1 français I.C.A. 84 : 512.000.000 F. (progression : 28,5 %, 13.000 clients) propose un stage de formation. Si vous souhaitez devenir l'un de nos COLLABORATEURS COMMERCIAUX (H. ou F.) à Paris ou Versailles. Tél. 600-24-03, poste 42.

SOCIÉTÉ DE SERVICES
en pleine expansion crée un poste de :

CHEF DES VENTES
Le candidat devra être un homme de terrain dynamique et expérimenté dans le service.

Un salaire fixe dévolu justifiera la valeur de ce candidat.

Téléphoner pour rendez-vous 327-91-68 ou 327-65-23.

GÉNIE CIVIL NUCLEAIRE
Société de Services recherche

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ
- Etudes et calculs, S.A. et S.A.P.
- Au moins 10 ans d'expérience professionnelle.
- Dont calculs : Connaissance S.A.E.L.
- Domaine : situations accidentelles hypothétiques ;
- Lieu de travail : banlieue sud de Paris.

Tél. : 687-25-72, poste 139 pour informations réciproques.

PRÉPARATION INTENSIVE
aux concours d'entrée aux écoles
ERGOTHÉRAPIE
PÉDIATRIE, INFIRMIÈRE, AIDE SOIGNANTE, KINÉSITHÉRAPIE, PUERICULTUREAUX.
TEL : 624-14-01.

20 H. STAGE INTENSIF D'INITIATION À LA MICRO-INFORMATIQUE
les 18 et 19, 20 et 21 février les 1 et 2, 3 et 4 avril.
Autres horaires possibles à toutes et tous.
Téléphone : 824-21-25.

travail à domicile
Travaux de traitement de textes, dactylographie
Téléphone : 451-14-22.

propositions diverses
Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L. 16) S.P. 281 - 08 PARIS.

GENIE CIVIL NUCLEAIRE
Société de Services recherche

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ
- Etudes et calculs, S.A. et S.A.P.
- Au moins 10 ans d'expérience professionnelle.
- Dont calculs : Connaissance S.A.E.L.
- Domaine : situations accidentelles hypothétiques ;
- Lieu de travail : banlieue sud de Paris.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

BMW 728 i 85
9.000 km, ABS, toutes options. Téléphone : 084-42-88.

DEMANDES D'EMPLOIS
J.H. 18 a., nat. angl., exp. ch. emploi bur., préf. tourisme, assurances, imp.-exp., commerce. MOBILE 857-07-15.

ESPAGNE
H. 42 a., nat. angl., exp. dir. PME, exp. adm. int., excellent gestionnaire et comm. ch. direction filiale en Espagne. Ecr. n° 6.712 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DOCTEUR D'ÉTAT EN DROIT
Spécialité : droit public/économie, bilingue français-anglais, 3 ans d'expérience poste responsable, cherche emploi stable en France ou à l'étranger. Étude toutes propositions. Ecr. n° 1.788 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FEMME 49 ans, bonne présentation, cherche travail commercial ou administratif, temps partiel ou complet. Sérieuses références commerciales et opérations sans faille. Bonne notion d'écrit. Ecr. n° 6.713 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 31 ans, parleur agréable, comptable CAP de comptabilité, 1 an d'expérience comptabilité clients. Libre début février 85. M. C. PELEGRINI, 10, rue des Sources, 77110 Pringy. Tél. : 03 8 30-12 h et de 12 h 18 h (15-1) 555-91-71, poste 403.

COLLABORATRICE COMMERCIALE
Disponible immédiatement 28 ans. CADRE ANGLAIS DURANT Tél. h. bureau 579-74-88.

J.F. 33 ans, parleur agréable, nat. angl., exp. traduction, anglais. Affilié, diplômé d'université US et Sorbonne, dynamique ch. poste stable et salé. Ecr. à Paris. Téléphone : 503-04-85.

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt
PRÈS BOURSE, beau 3 Pces
70 m², 2^e ét. 720.000 F.
DORREY - 624-83-32.

4^e arrdt
CEUR MARAIS
Dans HOTEL PARTICULIER
NOMBREUX SURFACES
A RENOVER. Tél. 236-83-82.

6^e arrdt
PRÈS LUXEMBOURG
BEAU 7 P. 212.700.000 F.
DORREY - 624-83-32.

7^e arrdt
RUE BEAUNE, prop. vit studio
26 m², 300.000 F.
Tél. : 365-24-77.

12^e arrdt
PL. DAUMESNIL
Gén. Pptaire vit de imm.
rénov. 2/3 pces, cuisine
terrasse. Tel. 634-13-18.

14^e arrdt
MONTMARTRE
2 P., et ch. en duplex, moy. ver-
dure. 540.000 F. 626-89-04.

15^e arrdt
CROIX-ROUGE
BEAU DUBLE LIVING, 77
CONF. soléil. 470.000 F.
Tél. : 605-10-08.

16^e arrdt
V.-HUGO, dans hôtel part.
DUPLEX de 2 pces, pas récap.
2 chbres. Parf. état, pers. 200.
2.700.000 F. 627-84-78.

17^e arrdt
GUY MOQUET
petit imm. neuf, pte vend
GO LIVING, 2 CHAMBRES, BURL.
2 chbr. 590.000 F. 267-49-27.

SEINE BONAPARTE
Duplex 100 m², 8 P. 703-32-44.

18^e arrdt
MAIRIE DU 18^e
53, rue du Général
dore impeccable, standing
habitable de suite.
Sérieux coudes.
GABRI - 667-22-89.

STUDIOS, 2 et 3 Pces
avec parking.
Prix définitif pour
certains de
prévisionnels.
Sur pl. du maréchal, de
14 à 18 h ou tel. 268-44-90.
CECCO s.a. (1) 576-62-78.

RECH. URGENT APPTS
2 ou 3 p. à vendre, bon 18^e.
Evolution gratuite. Etud.
Cauderoux, 54, r. Cauderoux.
Tél. : 254-71-93.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
MODERNES - BRILLANTS
ARGENTERIE - VIEL OR
PERRON Joailliers-Orfèvres à
Toulon. Chausse d'Artois.
St-J. 37, av. Victor-Hugo.
Ventes. Occasions. Echanges.
Tél. : (1) 736-89-83.
(1) 638-34-14.

LES CAMELIAS Retraite, vi-
des, semi-valides, près Paris.
77320 JOLY-SUR-MORIN.
Tél. : (1) 404-40-76.

ENSEIGNEMENT
ENGLISH IN ENGLAND
Au bord de la mer (100 km de Londres) entre 100 et 150 chambres de
vacances confortables, seules dans la même habitation. L'été d'été.
Nous téléphones vous accueillons.
Modèle loué en 1987 et reconstruit par le Council.
£17.00 par jour, repas, taxes et logement compris (détail sur demande).
25% RÉDUCTION
pour un séjour de 10 jours ou plus (sujets acceptés)
Centre de vacances de l'été d'été.
ReGENCY SCHOOL OF ENGLISH
Rampside, Kent, Angleterre. Tel. 040-5112. Telex: 99454
de l'été d'été. 41 rue de la République, Lille 59
Tel. 02 523.23.33 (Lille)
des de l'été d'été - pas de séjour individuel
ouvert toute l'année - cours anglais vacances scolaires

locations non meublées offres

Paris
MAILLOT DEL DUCA
Dans imm. moderne, très bel
appt 63 m², cuisine, 1 chbr.
et ch. 9.000 F. et ch. 9.000 F.
Tél. : 622-89-82.

A LOUER
NOMBREUSES LOCATIONS
DISPONIBLES
ENTRE PARTICULIERS
C.L.P. 807-05-46
68, rue du Champin-Vert,
75011 Paris 11^e arrdt.

Province
MARSEILLE
Garçonnière, très belle, centre
ville. 60.000 F. 1911 72-12-89.

appartements achats
AGENCE DE L'ETOILE
rech. app. de BON STAND.
POUR CLIENTELE
FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE
M^e de DESBACH. 380-26-08.

BCB 727-89-39
CORRESP. 514 (Monsieur)
RECHERCHE POUR CLIENTELE
INTERNATIONALE, 200 à 300 m²
16^e, 8^e, Neuilly, Rue Gaucha.

SERGE KAYSER
CONSEIL IMMOBILIER
RECHERCHE A PARIS
appartements et immeubles
FAIBLEMENT COUTANT
329-60-60.
Recherche 112 P. PARIS, près
S. 8^e, 7^e, 12^e, 14^e, 15^e, 16^e,
17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e,
24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e,
30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e,
36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e,
42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e,
48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e,
54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e,
60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e,
66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e,
72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e,
78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e,
84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e,
90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e,
96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

PROPRIETAIRES
VOUS DESIREZ VENDRE
un logement avec ou sans ch.
Adressez-vous à un spécialiste
IMMO MARCADET
89, r. Marcadet, 75018 Paris.
Évaluation gratuite, prêt à
nos frais. Réalisation rapide.
Tél. : 252-01-82.

immeubles
6^e Immeuble libre seul re-
doubler, situation excep-
tionnelle, 3 ét. sur rez-de-
chaussée, 500 m² de terrain
+ possibilité surélévation.
Tél. : 329-85-86.

pavillons
ST-QUENTIN-EN-YVELINE
P.V. NE. 313, 3 CHAMBRES,
C.F. GAR., JARD. 4.500 F.
Téléphone : 050-26-16.

PAVILLONS
JUSQU'À 120 M² DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDONNATEUR
Recherche ou achat
FRANÇOIS DE PARIS/116-116-116
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers
75017 PARIS. 227-44-44.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

locations meublées demandes
Paris
J. couple ch. appart. 2 p.
cuis., salle d'eau, w.-c.
Paris/proche banlieue. Maxi-
mum 1.500 F. C.C. 500 F.
Séjournez parisiens.
Tél. : 335-28-43.

la Société VICHY
recherche
APPELLEMENT
avec suite, amén./bich., gar.
cours, neuve ou rénov., de
quart. résid. de 8^e 1^{er} et/ou
Bos-Colombes, Asnières, Le-
vallois, Chilly, etc. pour
joindre bureaux à Asnières
sans voir. M. et V. à Vichy.
S.I.D.V. ATT. 1813 le Monde Pub.
Rue, 92802 ASNIÈRES.
Tél. : 780-62-11.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

locations meublées demandes
Paris
J. couple ch. appart. 2 p.
cuis., salle d'eau, w.-c.
Paris/proche banlieue. Maxi-
mum 1.500 F. C.C. 500 F.
Séjournez parisiens.
Tél. : 335-28-43.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

locations meublées demandes
Paris
J. couple ch. appart. 2 p.
cuis., salle d'eau, w.-c.
Paris/proche banlieue. Maxi-
mum 1.500 F. C.C. 500 F.
Séjournez parisiens.
Tél. : 335-28-43.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

locations meublées demandes
Paris
J. couple ch. appart. 2 p.
cuis., salle d'eau, w.-c.
Paris/proche banlieue. Maxi-
mum 1.500 F. C.C. 500 F.
Séjournez parisiens.
Tél. : 335-28-43.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

locations meublées demandes
Paris
J. couple ch. appart. 2 p.
cuis., salle d'eau, w.-c.
Paris/proche banlieue. Maxi-
mum 1.500 F. C.C. 500 F.
Séjournez parisiens.
Tél. : 335-28-43.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

locations meublées demandes
Paris
J. couple ch. appart. 2 p.
cuis., salle d'eau, w.-c.
Paris/proche banlieue. Maxi-
mum 1.500 F. C.C. 500 F.
Séjournez parisiens.
Tél. : 335-28-43.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

locations meublées demandes
Paris
J. couple ch. appart. 2 p.
cuis., salle d'eau, w.-c.
Paris/proche banlieue. Maxi-
mum 1.500 F. C.C. 500 F.
Séjournez parisiens.
Tél. : 335-28-43.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

locations meublées demandes
Paris
J. couple ch. appart. 2 p.
cuis., salle d'eau, w.-c.
Paris/proche banlieue. Maxi-
mum 1.500 F. C.C. 500 F.
Séjournez parisiens.
Tél. : 335-28-43.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

locations meublées demandes
Paris
J. couple ch. appart. 2 p.
cuis., salle d'eau, w.-c.
Paris/proche banlieue. Maxi-
mum 1.500 F. C.C. 500 F.
Séjournez parisiens.
Tél. : 335-28-43.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

locations meublées demandes
Paris
J. couple ch. appart. 2 p.
cuis., salle d'eau, w.-c.
Paris/proche banlieue. Maxi-
mum 1.500 F. C.C. 500 F.
Séjournez parisiens.
Tél. : 335-28-43.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

locations meublées demandes
Paris
J. couple ch. appart. 2 p.
cuis., salle d'eau, w.-c.
Paris/proche banlieue. Maxi-
mum 1.500 F. C.C. 500 F.
Séjournez parisiens.
Tél. : 335-28-43.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

locations meublées demandes
Paris
J. couple ch. appart. 2 p.
cuis., salle d'eau, w.-c.
Paris/proche banlieue. Maxi-
mum 1.500 F. C.C. 500 F.
Séjournez parisiens.
Tél. : 335-28-43.

locations meublées offres
Paris
PARIS-13^e. Métro Maison-
Blanche, 2 pièces tout confort.
Nouveau : 3.000 F. C.C.
Possibilité de louer 18^e.
2.700 F. C.C.
Tél. : (16-81) 481-31-83.

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 16 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Série : *Dallas*.
Rivalité entre Cliff et J.R. autour d'un puits de pétrole.
J.R. surprend une conversation compromettante entre
Sue Ellen et Peter...

21 h 25 Série documentaire : *L'aventure épistémolo-
gique*.
Explorations insolites à Hawaï. Réal. : G. Favre.
Les érudits, les savants, les philosophes, les hommes
de l'art, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de la vérité, les hommes de la
raison, les hommes de la sagesse, les hommes de la
science, les hommes de la culture, les hommes de la
politique, les hommes de la religion, les hommes de la
morale, les hommes de la justice, les hommes de la
paix, les hommes de la liberté, les hommes de la
vérité, les hommes de la raison, les hommes de la
sagesse, les hommes de la science, les hommes de la
culture, les hommes de la politique, les hommes de la
religion, les hommes de la morale, les hommes de la
justice, les hommes de la paix, les hommes de la
liberté, les hommes de

SOCIAL

Licenciements pour refus de mobilité

Trente-cinq ouvriers ont été licenciés par Peugeot-Lille (spécialisée dans les moteurs Diesel) mardi 15 janvier : ils avaient refusé leur mutation à la Française de mécanique à Douvrin (Nord), filiale de Peugeot-Renault qui fabrique aussi des moteurs, à 30 kilomètres de là, malgré la malédiction de leur rémunération, de leur qualification et de leur ancienneté, le versement d'une prime compensatoire (15 000, 9 000 ou 7 500 F selon la date), et le fait que la majorité d'entre eux habi-

taient non loin de Douvrin (les deux tiers, selon la direction).

En juin 1984, la direction avait supprimé 250 emplois, transférés à Douvrin (dont 190 concernaient des ouvriers résidant à proximité) : 194 ouvriers ont finalement accepté leur mutation, 35 l'ont refusée, 21, absents, contactés par lettre, devront répondre d'ici à la fin de la semaine. La direction départementale du travail avait accordé 115 licenciements.

ACTIONS DE LA CGT DANS LES MINES, LES PTT ET LES SERVICES DE SANTÉ

La CGT a annoncé le lancement de plusieurs actions.

● Dans les mines, la CGT est la seule à appeler à une grève nationale des mineurs le 18 janvier. FO, la CFTC et la CGC ont refusé de s'associer au mouvement.

● Dans les PTT, la fédération CGT appelle à une journée d'action le 24 janvier. Des arrêts de travail sont prévus. D'autre part, les syndicats CGT et CFTC organisent ce 16 janvier une journée « ville morte » à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) pour protester contre la suppression de neuf cent vingt-cinq emplois à LTT. Une journée « portes ouvertes » a eu lieu le 13 janvier à l'usine LTT de Lannion (Côtes-du-Nord).

● La Fédération des travailleurs de la métallurgie réclame, d'autre part, une rencontre tripartite (directions, syndicats, pouvoirs publics) sur les télécommunications et demande au gouvernement un bilan des accords de la fin 1983 entre Thomson et CGE.

● Dans le secteur public et nationalisé, les fédérations CGT appellent les salariés à « engager des actions de masse » et à « démultiplier les luttes sur les lieux de travail pour imposer une politique qui associe développement de l'emploi, élévation du niveau de vie, progrès économique et social ».

● Dans le domaine de la santé et de l'action sociale, la CGT organise une semaine d'action du 28 janvier au 2 février. Elle entend ainsi protester contre « la perte de 4,6 % des salaires par rapport à l'évolution des prix ».

ACCORD SUR LES PRÉRETRAITES DANS LA MARINE MARCHANDE

Le nouveau système de préretraite dans la marine marchande, dont la négociation avait été engagée le 3 décembre, a fait l'objet d'un accord le 14 janvier entre le Comité central des armateurs de France (CCAF) et les syndicats de marins et d'officiers (CGT, CFTD, CGC, FO et CFTC).

Ce protocole sur la « cessation anticipée d'activités » prévoit le départ à cinquante ans — c'est-à-dire cinq ans avant l'âge de la retraite en vigueur dans cette profession — du personnel navigant de la flotte de commerce ayant plus de trente ans d'ancienneté. Il stipule notamment que les officiers et marins quittant leur emploi entre cinquante et cinquante-cinq ans et demi recevront une pension qui ne devra pas être inférieure à 4 600 F par mois.

Un millier de marins et d'officiers pourraient bénéficier de cette mesure, qui sera financée par une contribution des armateurs et par une dotation de l'Etat.

L'accord fait suite à une demande adressée aux partenaires sociaux, le 22 novembre dernier, par M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la mer.

COFFRES-FORTS ET SERRURES DE HAUTE SECURITE. FABRICANT LEADER EN ITALIE

pour représentation et distribution
SOCIÉTÉ EXTREMEMENT BIEN INTRODUITE AUPRES
DES ACHETEURS QUINCAILLERIE/SERRURERIE
DE LA GRANDE DISTRIBUTION
en France métropolitaine de préférence avec dépôt, pouvoir assureur :
- Couverture efficace et totale du marché
- Délais et livraisons performants
S'adresser à : CHIFFRE N. 85 0033 - PUBLICITAS S.P.A.
Via Filiberto, 4 - 20149 Milano - Italia

ÉTRANGER

« La Grande-Bretagne vaut encore que l'on y investisse » déclare M^{me} Thatcher

De notre correspondant

Londres. — Le marché des changes semble s'être quelque peu calmé. Après la nouvelle intervention du gouvernement, le 14 janvier, et notamment une deuxième hausse des taux d'intérêt en quatre jours, le cours de la livre semblerait, mercredi 16 janvier, s'être quelque peu stabilisé, tout en demeurant fragile. Toutefois, M^{me} Thatcher et son ministre des finances, M. Nigel Lawson, ont dû affronter, mardi après-midi 15 janvier, les remous causés à la Chambre des Communes par les événements des derniers jours et ce que l'on qualifie dans l'ensemble de la presse — et même sur certains bancs du Parti conservateur — de « maladroites ».

Le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, s'est livré à de vives attaques contre le premier ministre et le chancelier de l'Echiquier, déclarant que ce dernier avait donné l'impression de succomber à la « panique » et réclamant sa démission. M^{me} Thatcher a fait front, soulignant qu'il était particulièrement difficile de prévoir le comportement des spéculateurs.

Le débat s'est rapidement porté sur la politique économique du gouvernement, avec, en perspective, la discussion du prochain budget, qui sera présenté en mars et qui, même au Parti conservateur, soulève déjà de nombreuses critiques. Le gouvernement a, en effet, l'intention de réduire les impôts au moment où de nombreux économistes estiment qu'il conviendrait d'augmenter sensiblement les dépenses publiques pour relancer davantage l'économie et combattre le chômage.

M^{me} Thatcher a souligné que la crise dont est victime la livre ne reflète pas l'appréciation susceptible d'être portée sur l'ensemble de l'économie britannique. « La Grande-Bretagne vaut encore que l'on y investisse », a-t-elle notamment déclaré. Cet « encore » a été diversement apprécié par les députés de la majorité, estimant que le premier ministre avait fait un lapsus, car, dans son esprit, il est clair que l'économie britannique est toujours sur la voie du rétablissement.

Pour sa part, M. Lawson a clairement fait comprendre aux députés que, malgré ce qui venait de se passer et la possibilité de quelques modifications de détail du budget, il n'avait pas du tout l'intention de changer de politique. Il a notamment déclaré que, pour combattre le chômage, il n'était pas nécessaire d'en revenir à « certaines formes de socialisme ». Dans son idée, il s'agit d'une reprise des investissements publics, notamment au profit des infrastructures, ce qui est souhaité, non seulement par l'opposition et certains conservateurs, mais aussi par le patronat.

M. Edward Heath, ancien premier ministre et chef de file des « modérés » du Parti conservateur qui dénoncent la politique économique du gouvernement, notamment à propos de l'emploi, a répliqué, en obtenant de nombreux applaudissements, qu'il « n'était pas contre la socialisme » quand il s'agissait de réduire le chômage. Pour le plus grand plaisir des membres de l'opposition, il s'est livré à de très vives attaques contre le ministre des finances, soulignant notamment que, à son avis, la volonté de M. Lawson de réduire les impôts était une « erreur faite aux chômeurs ».

Une motion déposée par le Parti travailliste, réclamant un programme d'investissements publics, a été aisément repoussée par la majorité, malgré le mécontentement évident de certains conservateurs. M. Lawson a quitté Londres, le 16 janvier, pour se rendre aux Etats-Unis et y conférer avec les autres ministres des finances des pays industrialisés. Il devrait, une nouvelle fois, se faire l'avocat auprès de l'administration américaine d'une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

FRANCIS CORNU.

L'Assemblée européenne a accordé une large « investiture » à M. Delors

De notre correspondant

Strasbourg. — L'Assemblée européenne a voté, le 15 janvier, par deux cent huit voix contre trente-quatre et trente-sept abstentions l'« investiture » à la Commission de Bruxelles que préside M. Jacques Delors. Interrogé sur l'innovation institutionnelle voulue par l'Assemblée, l'ancien ministre français de l'économie et des finances a déclaré qu'il considérait cet acte comme « un engagement politique de la Commission à l'égard du Parlement ».

La résolution, présentée et adoptée par le groupe socialiste — à l'exception des travaillistes britan-

ques, — les démocrates chrétiens, les conservateurs et les communistes italiens, demande au collège bruxellois de jouer son rôle d'« institution indépendante » des gouvernements et d'honorer les engagements pris le 14 janvier par M. Delors (le Monde du 16 janvier).

Les représentants du Labour, ainsi que les élus danois se sont refusés à donner l'investiture à une commission qui n'a pas encore de programme et qui n'a même pas eu le temps de se mettre véritablement au travail.

Les députés du RPR et ceux des droites européennes, conduits par M. Jean-Marie Le Pen se sont abstenus. M. Guy Guennou, au nom du groupe gauchiste, a contesté la réforme qu'essaye d'imposer l'Assemblée. Les communistes français, faisant en gros la même analyse, ont refusé, quant à eux, de participer au scrutin.

Les parlementaires, qui ont accordé leur confiance à Bruxelles, ont pas donné pour autant un blanc-seing à M. Delors. M^{me} Simone Veil (libérale, France) a estimé que le président de la Commission « fait preuve d'optimisme, en espérant inverser le cours du chômage d'ici deux ans ».

M. Lionel Jospin (socialiste, France) a soutenu sans partage M. Delors. Il a souligné que « le discours de la méthode tenu la veille était celui du juste milieu entre les problèmes de fond — économiques, sociaux, culturels — et la réforme institutionnelle nécessaire ».

MARCEL SCOTTO.

Aux Etats-Unis

LA PROGRESSION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE S'EST ACCÉLÉRÉE EN DÉCEMBRE

La production industrielle et minière des Etats-Unis s'est très nettement améliorée en décembre, en progressant de 0,6 %, contre 0,4 % en novembre. En octobre et en septembre, elle avait reculé respectivement de 0,3 % et 0,6 %, ce qui traduisait un coup d'arrêt, au moins momentané, à son expansion quasi ininterrompue depuis près de deux ans. En un an, la hausse a été de 6,4 %.

La progression de décembre a été la plus forte enregistrée depuis juillet (+ 0,9 %) et a touché pratiquement tous les secteurs. La production d'automobiles, notamment, a progressé de 2,6 %, pour atteindre un rythme annuel de 8,1 millions de véhicules, contre 7,9 millions le mois précédent.

Cependant, pour la première fois depuis quatre mois, il a été enregistré aux Etats-Unis une baisse des ventes de détail, de 0,1 % en décembre (+ 2 % en novembre). Ce résultat s'explique par des achats moins importants que prévu pendant les fêtes et, surtout, par une forte chute (- 2,3 %) des ventes de voitures. Pour l'ensemble de l'année 1984, les ventes sont néanmoins supérieures de 10,4 % à celles de 1983, s'étant situées à 1 296 milliards de dollars. — (AFP, AP).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cette annonce est publiée à titre d'information uniquement

SAINT-GOBAIN

Saint-Gobain Nederland B.V.

Garantie inconditionnellement par la

Compagnie de Saint-Gobain

ECU 50.000.000

Programme d'Emission d'Euronotes

Agent exclusif du placement



BANQUE INDOSUEZ

Décembre 1984

Cette annonce est publiée à titre d'information uniquement

Programme d'Emission d'Euronotes



Société Nationale Elf Aquitaine

Agents exclusifs du placement



BANQUE INDOSUEZ

Lehman Brothers International
Shearson Lehman / Knechtel Export Inc.

Janvier 1985

AFFAIRES

TRANSPORTS

PAR « RÉALISME ÉCONOMIQUE »

Le gouvernement espagnol ferme 900 kilomètres de voies ferrées

De notre correspondant

Madrid. — La politique de « réalisme économique » des socialistes espagnols a atteint, le 1^{er} janvier, le secteur des transports. 905 kilomètres de voies ferrées fermées, suppression du service de voyageurs sur 1 016 kilomètres supplémentaires, retrait des subventions accordées aux autres lignes « hautement déficitaires » : le gouvernement n'y est certes pas allé de main morte. Les bénéfices escomptés sont à la mesure des sacrifices imposés, puisque ce plan devrait se traduire pour la Renfe, la société espagnole des chemins de fer, par une économie de 7,1 milliards de pesetas (395 millions de francs) en 1985.

Ces mesures, il est vrai, étaient prévues de longue date. Le gouvernement les avait annoncées pour la première fois en février 1984, en rendant public le « contrat-programme » de la Renfe, destiné à assainir les comptes de la compagnie entre 1984 et 1986. Il s'agissait de réduire progressivement un déficit d'exploitation qui atteignait en 1983 quelque 173 milliards de pesetas (9,6 milliards de francs). Amélioration de la gestion, augmentation de la productivité, politique de rigueur salariale apparaissent toutefois insuffisantes. Il fallait en outre procéder à la suppression des lignes hautement déficitaires, c'est-à-dire celles dont les recettes couvraient moins de 23 % du coût réel d'exploitation.

Certaines lignes de la Renfe paraissent d'ailleurs sortir des pages d'un livre d'histoire que d'un guide des chemins de fer. Je ne serais pas surpris que fonctionnent aujourd'hui une liaison entre Sagonte et Numançia. Cette boutade d'un directeur de journal de Madrid illustre bien le caractère archaïque du réseau ferroviaire espagnol, qui n'est pas adapté aux mouvements migratoires de ces der-

niers décennies. De manière significative, les lignes affectées par les restrictions représentent 14 % du total du réseau, mais acheminent à peine 1 % des voyageurs.

Pouvait-on toutefois tailler dans le vif en s'en tenant au simple critère de rentabilité, sans tenir compte des conséquences sociales des mesures de fermeture ? Cette question semble avoir divisé le gouvernement lui-même et provoqué quelques frictions entre le ministre de l'économie, M. Boyer, partisan d'un plan draconien, et son collègue des transports, M. Baron, préoccupé par les conséquences des mesures envisagées dans les régions les plus reculées touchées au premier chef par les fer-

metures. Le plan initial présenté en février apparaissait d'ailleurs plus drastique encore, puisqu'il prévoyait la fermeture de 3 055 kilomètres de voies (soit 22 % du réseau). M. Baron a finalement obtenu le report de la décision concernant plusieurs lignes. Il a accepté le maintien de celles dont les administrations régionales se sont engagées à combler le déficit et à améliorer la gestion, ce qui a permis de sauver in extremis plusieurs tronçons dans les Pyrénées-Orientales.

THIERRY MALINIAK.

La firme britannique Dunlop a besoin de 4,4 milliards de francs pour sa restructuration

Après plusieurs semaines de négociations difficiles, le groupe britannique Dunlop a réussi à mettre au point un plan de restructuration financière destiné à réduire son passif, d'un montant de 435 millions de livres (4,8 milliards de francs), et à assurer la relance de ses dernières branches d'activité. S'il est accepté par les actionnaires, ce plan, d'une extrême complexité, permettra à Dunlop de disposer de 402 millions de livres (4,4 milliards de francs).

Cette somme sera réunie par le biais de deux opérations. La première, d'un montant de 142 millions de livres (1,6 milliard de francs), comporte trois volets. En premier lieu, les actionnaires seront invités à souscrire à une augmentation de capital de 43 millions de livres (473 millions de francs), à raison de quinze actions nouvelles pour sept anciennes.

En outre, les cinquante-trois banques de Dunlop ont accepté de convertir une partie de leurs créances, soit 70 millions de livres (770 millions de francs), en actions ordinaires et préférentielles. Enfin, 29 millions de livres (319 millions de francs) d'actions seront placées auprès d'institutions financières au prix unitaire de 14 pence.

Grâce à ce « refinancement », Dunlop espère parvenir à réduire le montant de sa dette à 125 millions de livres (1,4 milliard de francs) à la fin de 1985.

Comment exporter du matériel stratégique américain vers l'est

La volonté de tourner les règles du COCOM — organe occidental qui définit les règles d'exportation de matériels stratégiques vers l'est — vient de conduire plusieurs Français devant le tribunal correctionnel. En 1980, un ingénieur commercial, M. Almor, avait demandé à un concessionnaire d'une société du Liechtenstein, M. Didot, de lui trouver un client français, fictif mais renommé, pour acheter aux États-Unis du matériel électronique — décrits stratégiques par le COCOM — destiné en fait aux centres d'achat soviétique et tchécoslovaque.

Deux cadres de la CGEE-Alstom ainsi qu'un représentant

en textile, M. Goldfarb, se présenteront à l'opération, qui sera couverte par les douaniers de Kennedy Airport — l'aéroport de New-York — en décembre 1981. Les accusés, qui ont affirmé devant le 13^e chambre correctionnelle de Paris, le 14 janvier, avoir agi pour procurer des fonds au Parti républicain de M. Reagan, ont été condamnés : M. Robery Almor à trois ans de prison et 100 000 F d'amende, MM. Marcel Goldfarb et Jean-Michel Didot, chacun à deux ans d'emprisonnement et 100 000 F d'amende. La CGEE-Alstom a obtenu 1 F de dommages-intérêts.

Le plan câble en suspens

(Suite de la première page.)

Le plan français, pourtant, démarrait dans des conditions favorables et sans accuser le retard que certains lui imputent. L'administration des PTT qui, au départ, misait sur le tout-fibre optique, a finalement mis en place un dispositif utilisant deux techniques pour faciliter le démarrage tout en gardant une cohérence dans l'architecture du réseau. Des commandes de « première génération » utilisant les câbles classiques coaxiaux ont été passées à diverses entreprises (SAT, Portes-ouvertes...) pour un total de 46 000 prises, plus de 100 000 à venir d'ici mars. Une seconde génération, mêlant fibre optique et coaxial, a fait l'objet de deux engagements de commandes de 160 000 prises avec le groupe Veeco-CGC et de décembre 1983 et LTT en août 1984. Les prises effectivement commandées sont au nombre de 105 000, et 80 000 supplémentaires sont en préparation.

Au total, à ce jour, 192 000 prises raccordables ont donc été commandées par les PTT pour un montant de 700 millions de francs (plus 20 millions de francs pour le seul câble). S'y ajoutent 180 000 prises pour 520 millions de francs, qui seront commandées d'ici à la fin mars. L'objectif initial des PTT de 400 000 prises pour la fin 1984 n'a donc pratiquement que trois mois de retard. Dans le domaine industriel, ce léger décalage est chose courante. Pour cette année, le budget des PTT prévoit 1 milliard de francs pour le plan câble, mais le ministre délégué, M. Louis Merxand, accepte de porter ce montant à 1,6 milliard de francs. Les industriels et les PTT sont donc prêts à lancer la machine et même à forcer l'allure.

Par ailleurs, l'administration a fait des concessions sur sa politique

tarifaire. Au terme de difficiles négociations, la direction générale des télécommunications proposait aux sociétés d'exploitation locales la location des réseaux au tarif de 42 francs hors taxe par prise raccordée (c'est-à-dire par abonné) et par mois. Les municipalités de Montpellier et de l'ensemble Boulogne-Billancourt, Saint-Cloud, Ivry-sur-Seine et Suresnes viennent d'accepter ces conditions.

Toutes ces négociations ont déblayé le terrain. Mais il reste que les investissements des PTT ont anticipé les commandes réelles, qui doivent, selon le dispositif choisi par le gouvernement, émaner des collectivités locales. « Nous avons construit la piscine, mais on ne peut toujours pas la remplir d'eau », dit-on aux PTT. En effet, les collectivités et leurs partenaires financiers n'ont pas signé les conventions nécessaires parce qu'elles attendent les décrets réglementant l'exploitation des réseaux (financement, programmes...). Ceux-ci sont promulgués depuis neuf mois. Ils viennent à peine de sortir du Conseil d'Etat, qui, en proposant une nouvelle version sur laquelle le gouvernement devra se prononcer.

Cette valse-hésitation sur le régime d'exploitation, dont on pouvait enfin espérer le terme, reprend aujourd'hui sur un autre terrain, celui des télévisions locales privées. On comprend que les responsables des collectivités hésitent à s'engager plus avant.

Dans cette affaire, le gouvernement adopte désormais une stratégie politique — dont les profits restent problématiques — et semble cultiver toute logique économique. L'industrie française des télécommunications se serait bien passée de ce mio-mac.

JEAN-FRANÇOIS LACAN et ERIC LE BOUCHER

AGRICULTURE

LA GESTION DES QUOTAS LAITIERS

La Commission européenne accepte les transports entre régions

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La politique de contrôle de la production laitière sera appliquée cette année avec une certaine souplesse. C'est ce qui ressort des propositions faites par M. Frans Andriessen, le nouveau commissaire compétent, aux ministres de l'agriculture des Dix qui étaient réunis lundi 15 janvier et mardi 16 janvier à Bruxelles. Sauf surprise, ces propositions seront approuvées par le conseil au cours de sa session de février. La Commission, soucieuse de ne pas mettre en péril la politique de réduction de la production décidée le 31 mars 1984, s'oppose à toute formule qui aboutirait, dans chacun des États membres, à une augmentation des quotas laitiers couverts. Mais, s'agissant de la gestion de ces quotas, elle se montre ouverte à des accommodements, ainsi que le demandaient les Français ; elle est prête à accepter, durant cette première année d'application, la « transférabilité » des quotas, autrement dit la possibilité de compenser le déficit en lait d'une région par l'excédent d'une autre.

M. Rocard s'est déclaré optimiste quant aux chances de voir adopter les mesures de régulation du marché du vin avant le conseil européen qui

se tiendra fin mars à Bruxelles. Selon lui, les obstacles à franchir relèvent plus de la difficulté rédactionnelle que du conflit politique.

Il n'en est pas de même des mesures dites « structurelles », dont l'objectif est de réduire la surface plantée en vignes. De telles mesures coûtent cher. A leur propos, comme à propos de la mise en œuvre d'une nouvelle politique d'aides à la modernisation des exploitations (un dossier est sur la table du conseil depuis de longs mois), les ministres de l'agriculture se sont heurtés, lundi et mardi, aux contraintes budgétaires. Va-t-on appliquer à la lettre les décisions de « discipline budgétaire » prises par les Dix, l'autonomie dernier ?

Les ministres de l'agriculture ont décidé prudemment de demander leur avis à leurs collègues des finances. L'affaire, passée un peu inaperçue, est explosive : ce premier cas d'espèce risque, en effet, de révéler que la stricte application de la discipline budgétaire est parfaitement incompatible avec la gestion de la politique agricole commune telle qu'elle est actuellement conçue.

PHILIPPE LEMAITRE.

Les montants compensatoires monétaires sur le porc sont supprimés en France

La France a obtenu de la Commission européenne que les montants compensatoires monétaires (MCM) négatifs sur le porc ne soient pas appliqués aux frontières françaises. Cet accord résulte des efforts du ministère de l'agriculture pour réduire les MCM. La première démarche allant dans ce sens remonte à novembre 1983, face aux distorsions importantes qui se faisaient jour dans le secteur. Le jeu des MCM favorisait doublement les éleveurs hollandais et allemands.

En amont de la production, ils bénéficiaient des conditions avantageuses d'approvisionnement en aliments pour bétail du fait d'une monnaie forte ; en aval, ils cumulaient le double effet des MCM, positifs à la sortie des Pays-Bas, négatifs à l'entrée en France.

Considéré comme un produit dérivé des céréales, le porc entre dans la catégorie des produits dérivés des produits agricoles admis à l'intervention. En mars 1984, les Dix décident donc qu'à partir du 1^{er} janvier 1985, les MCM applicables à la viande de porc seraient calculés sur la base d'une ration céréalière. Pour les Pays-Bas et l'Allemagne, cette décision conduira à une réduction de plus de la moitié des MCM. Restait pour les éleveurs français la pénalisation due à l'inter-

vention sur les céréales qui réintroduisait un MCM négatif aux frontières.

En obtenant de la Commission que ce MCM ne soit pas appliqué, le ministre satisfait une longue attente des éleveurs sans que cette décision aigresse pour autant d'une relance du marché. Malgré tout, lundi 14 janvier, au marché au cadran, de Châteauneuf-du-Faou (Finistère), le cours était remonté de 50 centimes, atteignant presque la barre des 11 F le kilo.

LOGEMENT

PRÊTS CONVENTIONNÉS : BAISSÉ DES TAUX

Le taux de référence du Crédit foncier, qui détermine les taux d'intérêt plafonnés des prêts conventionnés destinés à financer la construction ou l'acquisition d'un logement, va être abaissé d'un demi-point à compter du 1^{er} février. Le taux de référence passe ainsi de 12,30 à 11,80 %. Les prêts conventionnés ont contribué au financement de cent soixante-cinq mille logements en 1984.

Sur Air-India, vous êtes un Maharajah.

		Dimanche AI-152	Mercredi AI-164	Vendredi AI-128
Paris	dp.	19 h 15	19 h 50	14 h 50
Francfort	dp.	21 h 40	22 h 05	17 h 10
Delhi	ar.	10 h 30 lundi	10 h 55 jeudi	06 h 00 samedi
Bombay	ar.	13 h 15	13 h 40	08 h 45
		Dimanche AI-155	Mercredi AI-165	Vendredi AI-129
Bombay	dp.	07 h 30	08 h 00	02 h 40
Delhi	dp.	10 h 25	10 h 55	05 h 40
Francfort	ar.	14 h 50	15 h 20	10 h 05
Paris	ar.	17 h 20	17 h 35	12 h 25



Montez à bord de notre palais volant, c'est un Boeing 747. Déjà l'Inde vous y attend. L'Inde avec ses couleurs, ses légendes et ses déesses, nos hôtesses.

« Namaste » (bienvenue). Laissez-vous choyer par ces jeunes femmes en sari qui vous feront vivre quelques heures la légendaire hospitalité d'un peuple à la culture cinq fois millénaire. Sur Air-India, la même grâce et la même chaleur vous seront dispensées, que vous ayez choisi la 1^{re} classe ou la classe économique.

Nous essaierons de vous faire oublier le temps avec une sélection de films, de magazines et aussi de musique que vous choisirez comme la gastronomie, internationale ou indienne.

Et surtout, surtout, nous vous offrons un service nouveau et rapide : 3 vols par semaine avec une seule escale au départ de Paris, ce qui vous fait arriver à Bombay ou à Delhi de bonne heure et d'excellente humeur. (Le vol de retour est lui aussi très pratique puisqu'il vous dépose à Paris dans l'après-midi.)

Et si par hasard vous poursuiviez votre route vers Calcutta, Bangkok, Hong Kong, Osaka, Tokyo ou vers Madras, Singapour, Kuala Lumpur, Perth et Sydney, n'oubliez pas que vous êtes un Maharajah puisque vous êtes sur Air-India.

AIR-INDIA. 1, rue Auber, 75009 Paris. Tél. : 266 90 60.



Vous serez traité comme un Maharajah

هكذا من الأصل

gestion
adaptée à vos intérêts ;

sécurité
de placements judicieux ;

service :
disponibilité de votre
Conseil en placement.

ni NIVARD, FLORNOY & CIE
Agents de Change
20, boulevard Montmartre, 75009 PARIS

Sur envoi de votre carte de visite,
nous vous adresserons gracieuse-
ment notre périodique d'information :

investir
EN BOURSE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT
À CAPITAL VARIABLE**

Situation au 28 décembre 1984

La Sicav Europe Investissement, créée par la banque Worms et ouverte au public depuis le 5 mars 1984, disposait au 28 décembre 1984 d'un actif net de 175 635 334,58 F ; à cette même date la valeur liquidative de l'action s'établissait à 1 036,69 F.

Europe Investissement a pour objet la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières diversifiées, principalement orienté vers les marchés européens dans une optique de valorisation du capital investi.

La répartition de son actif, au 28 décembre 1984, s'établissait comme suit :

■ Obligations françaises	32,17 %
■ Actions françaises	20,29 %
■ Obligations étrangères libellées en florins	2,85 %
■ Actions étrangères :	
- Belgique	4,32 %
- Pays-Bas	7,21 %
- R.F.A.	6,79 %
- Italie	5,82 %
- Grande-Bretagne	3,65 %
- Espagne	2,49 %
- Norvège	2,33 %
- Suède	3,18 %
- Finlande	1,10 %
- Suisse	4,01 %

● Liquidités 40,90 %

100,00 %

Les souscriptions et les demandes de rachat sont reçues aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants :

Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris, Banque de la Mutuelle Industrielle, 55, rue de la Boétie, 75008 Paris, Banque de l'Union Occidentale Française et Canadienne, 47, avenue George V, 75008 Paris.



Barclays Bank S.A.

annonce la diminution de son taux de base, qui passe de 12 % à 11,50 %, à partir du 16 janvier 1985.

HAUSSMANN ÉPARGNE

Situation au 28 décembre 1984

Ouverte au public depuis le 23 juillet 1984, la Sicav Haussmann Epargne, créée par la Banque Worms, disposait au 28 décembre 1984 d'un actif net de 567 924 560,51 francs ; à cette même date, la valeur liquidative s'établissait à 1 051,52 francs.

La répartition de l'actif d'Haussmann Epargne, au 28 décembre 1984, était la suivante :

■ Obligations françaises :	%
- à taux fixe	31,10
- à taux révisable échangeable contre des taux fixes	21,20
- à taux variable (TMO)	27,20
- à taux variable (TMM)	18,40
97,90	
■ Liquidités	2,10
100	

Les souscriptions et les demandes de rachat sont reçues aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants : Banque Worms, 45, bd Haussmann, 75009 Paris ; Banque de la Mutuelle Industrielle, 55, rue de la Boétie, 75008 Paris ; Banque de l'Union Occidentale Française et Canadienne, 47, av. George-V, 75008 Paris ; Al Sandi Banque, 49, av. George-V, 75008 Paris.

locaexpansion

As contrs de l'exercice 1984, LOCAEXPANSION a pris des engagements nouveaux pour un montant global de 32,2 MF portant sur :

- une participation de 20 % dans un immeuble de bureaux à construire à Pantin et destiné à être loué en crédit-bail au Gaz de France, soit 16,8 MF valeur décembre 1983.

- l'acquisition de nature patrimoniale d'un immeuble de bureaux entièrement loué, rue Le Châtelier, à Paris, d'un montant de 6,2 MF.

- l'extension, toujours en crédit-bail, de l'hôtel Ibis de Montpellier à construire en 1985, portant sur un montant valeur fin 1984 de 9,5 MF.

Le résultat prévisionnel de l'exercice devrait atteindre, sauf imprévu, au moins 31,5 MF, permettant la distribution, dans cette hypothèse, au taux minimum légal de 85 %, d'un dividende de 21 F contre 19 F au titre de l'exercice 1983.

Ce dividende s'appliquera à un capital lui-même porté, après conversions d'obligations au 30 septembre 1984, à 127 306 000 F contre 121 419 000 F au 31 décembre 1983.

HAUSSMANN OBLIGATIONS

Situation au 28 décembre 1984

Ouverte au public depuis le 13 décembre 1982, la Sicav Haussmann Obligations, créée par la Banque Worms, disposait au 28 décembre 1984 d'un actif net de F 481 731 577,14.

A cette même date, la valeur liquidative s'établissait à F 1 252,65. Compte tenu des revenus versés à chaque action au titre de l'exercice 1983 (F 116,52 majorés d'un crédit d'impôt de F 6,84), la performance obtenue entre la date d'ouverture au public (13 décembre 1982) et le 28 septembre 1984 est de + 37,60 %. Elle s'établit à + 12,30 % depuis le 1^{er} janvier 1984.

Dans le contexte actuel de baisse des taux, Haussmann Obligations continue de privilégier les obligations françaises à taux fixe dont la durée de vie moyenne dans son portefeuille est de 10 ans.

La répartition de l'actif, au 28 décembre 1984, était la suivante :

Obligations françaises :	
- indexées	14,75 %
- à taux fixe	52,45 %
- à taux variable (TRO)	4,50 %
- convertibles	6,36 %
- échangeables	6,60 %
- participantes	84,66 %

Obligations étrangères libellées en :

- Florins	1,76 %
- Livres Sterling	0,87 %
- Dollars US	5,40 %
- Yens (convertibles)	1,44 %
- Deutschmarks	2,78 %

12,25 %

Liquidités : 3,09 %

100,00 %

Les souscriptions et les demandes de rachat sont reçues aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants :

Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris, Banque de Gestion Privée, 20, rue de la Baume, 75008 Paris, Banque de la Mutuelle Industrielle, 55, rue de la Boétie, 75008 Paris, Banque de l'Union Occidentale Française et Canadienne, 47, avenue George V, 75008 Paris, Worms Gestion, 32, rue de la Boétie, 75008 Paris.



BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

Chef de file du projet tuniso-algérien SOTACIB

M. François Carès, président de la Banque de l'Union européenne, s'est rendu en Tunisie à l'occasion de la signature de la convention de financement de l'usine de ciments blancs de Fédiane, dont le maître d'œuvre est la Société tuniso-algérienne de ciment blanc (SOTACIB).

La réunion était présidée par M. Mohamed Mzali, premier ministre de la République de Tunisie, en présence de M. Rachid Sfar, ministre de l'Economie nationale et des affaires étrangères d'Algérie et de France. Avec la Banque de l'Union européenne, chef de file, ont participé à la signature de la convention de crédit en tant que chefs de file associés, la banque Paribas et l'Union tunisienne de banque, ainsi que la Banque française du commerce extérieur au titre de la part à long terme du financement.

CREDIT LYONNAIS

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1984

La situation au 30 novembre 1984 s'établit à 758 083 millions contre 723 136 millions au 2 novembre 1984.

Au passif, les comptes d'instituts d'émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 35 405 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers à 306 415 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 246 322 millions de francs.

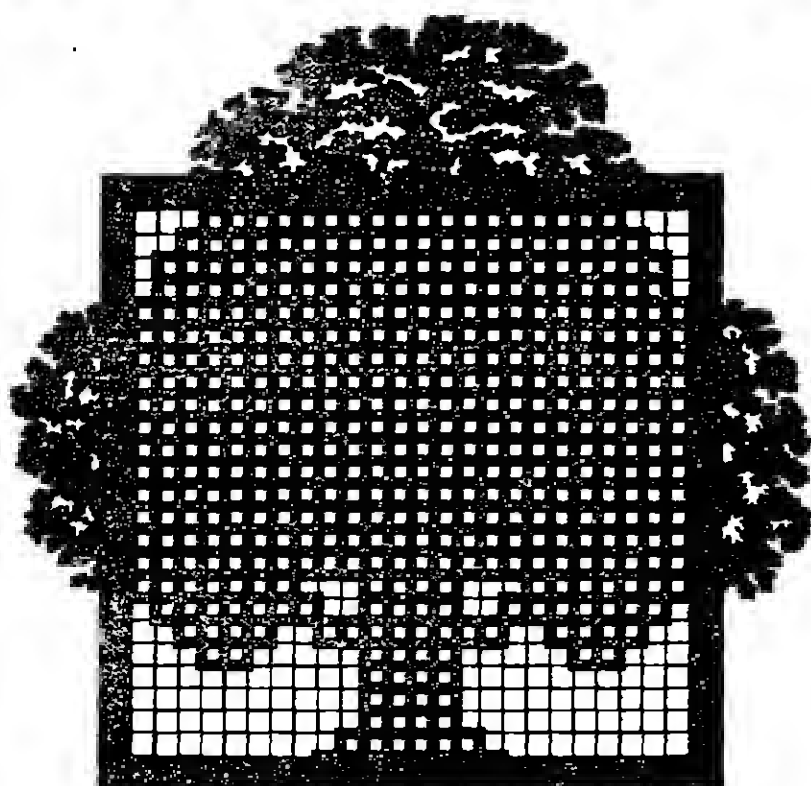
A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers s'élèvent à 293 317 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 269 430 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la clientèle à 34 502 millions de francs.

Européennes : Banc di Roma, Banco Hispano Americano, Cominterbank.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements près de :
246-72-23, poste 2412

INVESTIR EN QUALITE



INVESTIR DANS LA QUALITÉ DES HOMMES

La réalisation des choix fondamentaux de BULL passe essentiellement par les femmes et les hommes du Groupe. Développer la formation à tous les niveaux pour s'adapter à l'évolution des technologies et des besoins du marché, constituer l'un des axes principaux de la politique sociale du Groupe. BULL prépare l'avenir.



Communauté Economique Européenne

Premier emprunt de la CEE en France

Emission de 200 000 obligations de F 5000

Prix d'émission : le pair, soit F 5000 par obligation.

Date de jouissance et de rachat des souscripteurs : 26 janvier 1986.

Intérêt annuel : 12,30 %, soit F 615 par obligation, payable le 26 janvier de chaque année et pour la première fois le 26 janvier 1986.

Amortissement normal : au pair, en totalité à la fin de la 12^e année, soit le 26 janvier 1997, sous réserve de rachats en Bourse qui seront effectués par l'émetteur si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché des obligations.

Amortissement anticipé : possible par rachats en Bourse.

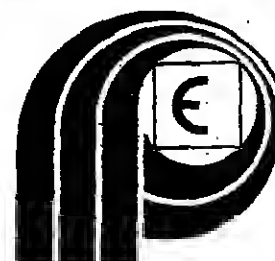
Durée totale de l'emprunt : 12 ans.

Impôts : régime fiscal des obligations françaises.

Cotation : l'inscription de ces obligations à la cote officielle (Bourse de Paris) sera demandée dès la clôture de l'émission.

Une note d'information qui a reçu le visa COB N° 84 - 504 en date du 11 décembre 1984 est tenue sans frais à la disposition du public. Belp du 14 janvier 1985.

pour financer la réalisation des objectifs économiques fondamentaux de la Communauté.



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « N'empêchez pas la BN », par François Hénard : « Les régions de l'Europe », par Edgar Faure.

ÉTRANGER

3. EUROPE
 - CHYPRE : les dirigeants des communautés grecque et turque vont se prononcer sur un plan de réunification.
 - La visite en France du chef du gouvernement yougoslave.
4. AFRIQUE
 - « Voyage au bout de la faim » (III), par Françoise Chippaux.
5. AMÉRIQUES
 - BRÉSIL : l'élection de M. Tancred Neves à la présidence.
5. PROCHE-ORIENT
 - La décision israélienne de retrait du Liban.

89 FM

à Paris

Abd « le Monde »

232-14-14

Mardi 16 janvier, 19 h 25

Le retrait israélien

et le destin libanais

ERIC ROULEAU
répond aux questions
des auditeurs et des lecteurs
Débat animé
par FRANÇOIS KOCH

POLITIQUE

6. Les thèmes de la campagne électorale des socialistes.
7. La situation en Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

8. Action directe et la Fraction armée rouge : un mariage sur fond d'attentats.
9. La visite à Paris du supérieur des jésuites.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- 11 à 13. CINÉMA : Clint Eastwood, star tranquille ; Paul McCartney, un film de jolis rêves ; Danil Dvourou, cinéaste dévergondé.
14. ROCK : les chansons secrètes de Charlotte Cutler.
15. SÉLECTION.
16. PROGRAMME des expositions.
17. COMMUNICATION : « Le pluralisme dans les régions », un point de vue de Philippe Madrelle sur les télévisions privées.
18. ÉCHOS.

ÉCONOMIE

21. Salaires et profits en 1984.
22. SOCIAL.
23. ÉTRANGER : « La Grande-Bretagne veut encore qu'on s'y intéresse », déclare M. Thatcher.
24. AGRICULTURE : la gestion des quotas laitiers.

RADIO-TÉLÉVISION (20)
INFORMATIONS
SERVICES : (10)
- Jeunes : « Journal officiel » ; Métréologie ; Mots croisés.
- Ammonces classées (19-20) ; Carnet (9) ; Programmes des spectacles (15 à 18) ; Marchés financiers (25).

(Publicité)
Ordinateurs 16 portatifs, 9 domestiques chez Duriez
ASTRAD, Atari, Canon, Casio, Commodore, Epson, Hewlett-Packard, Olivetti, Oric, Sharp, Sinclair, Thomson, etc., avec accessoires. Plus de 1000 logiciels. Librairie spécialisée pour tout apprendre facilement. Vente par correspondance : Catalogue-Banc d'essai contre 3 T. à 2,10 F. (gratuit sur place). Duriez, 132, Bd St-Germain, M^o Odéon.

A B C D F G H

La Haye assure ne pas vouloir différer à nouveau sa décision sur l'implantation des missiles de l'OTAN

La Prava de ce mercredi 16 janvier, dans un éditorial où M. Gromyko n'est pas cité une seule fois, nous signalons notre correspondance à Moscou, Dominique Dhombres, qualifiée de « fait positif » l'acceptation par Washington d'une négociation stratégique avec l'URSS englobant les armes spatiales. Mais le quotidien soviétique estime que, par l'accord qu'il a conclu mardi 8 janvier à Genève avec M. Gromyko, le secrétaire d'État américain, M. Shultz, s'est engagé à renoncer au projet de système de défense par satellite. « L'URSS est déterminée à ce que les imminentes négociations soviéto-américaines aient un caractère concret et sérieux », conclut la Prava, dont le ton apparaît sensiblement plus conciliant que celui dont M. Gromyko avait usé dimanche à la télévision.

A Bruxelles, d'autre part, nous indiquons notre correspondant, Jean Wetz, on estime après l'entrevue entre M. Martens et Reagan, lundi à Washington (le Monde du 16 janvier), qu'aurait tout débloqué l'éventuel des euro-missiles de l'OTAN sur le territoire belge. Il faudra que le gouvernement consulte ses alliés et fixe un calendrier. En fait, l'installation des missiles de croisière pourrait ne pas commencer avant que les élections générales, normalement fixées au mois de décembre, aient eu lieu.

De notre correspondant

Amsterdam. — Le gouvernement néerlandais de centre droit n'entend pas emboîter le pas à la Belgique en ajoutant encore une fois sa décision sur l'installation d'euro-missiles, malgré les incitations de l'opposition socialiste à suivre l'exemple de Bruxelles, qui, prendra la sienne qu'au mois prochain (le Monde du 16 janvier). C'est ce qu'a affirmé, mardi 15 janvier, le ministre des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, qui s'est gardé de prononcer un jugement sur l'attitude du gouvernement de M. Martens.

Le Parti socialiste PvdA, qui s'oppose catégoriquement au déploiement des missiles de croisière sur le territoire néerlandais, a cependant fait sienne la philosophie du gouvernement Martens, selon laquelle les futures négociations de désarmement entre URSS et États-Unis risquent d'être fort compromises si l'OTAN continue d'installer des armes nucléaires de moyenne portée en Europe occidentale. « La Belgique que de par sa décision, montre qu'elle n'entend pas devenir une victime passive de la course aux armements. Le gouvernement néerlandais devrait en faire autant », a déclaré M. Klaas de Vries, député du PvdA et spécialiste en matière d'armement.

Comme la Belgique, la Hollande est gouvernée par une coalition de chrétiens-démocrates et de libéraux, sous la pression des socialistes et du Mouvement pour la paix, les chrétiens-démocrates néerlandais hésitent, comme leurs homologues belges, à procéder à l'installation d'euro-missiles, à l'approche d'élections générales, qui sont prévues aux Pays-Bas pour l'année prochaine.

Depuis fin 1979, quand l'OTAN a pris sa « double décision », les gouvernements néerlandais successifs ont toujours bésigé à propos de l'implantation des euro-missiles, contre laquelle plusieurs centaines de milliers de Néerlandais ont vivement protesté. Le gouvernement actuel de M. Ruud Lubbers a arrêté, au mois de juin dernier, une position qui revient à un « peut-être ». Si, au 1^{er} novembre de l'année en cours, l'URSS a gelé son arsenal de missiles SS-20 au même niveau qu'au 1^{er} juin 1984, l'installation de missiles de croisière aux Pays-Bas n'aura pas lieu. Dans le cas contraire, les quarante-huit fusées prévues par l'OTAN seront bel et bien mises en place en décembre 1988. Or, selon les chiffres américains, sur lesquels se base le gouvernement néerlandais, l'URSS a d'ores et déjà installé 396 SS-20 sur son territoire, contre 378 au moment du 1^{er} ultimatum néerlandais.

Si cette différence devait se maintenir, le gouvernement de M. Lubbers serait donc tenu, le 1^{er} novembre, d'annoncer son acceptation des missiles de croisière. Mais, aux Pays-Bas, l'affaire des euro-missiles est si controversée que les observateurs n'excluent pas une autre décision, qui reviendrait en fait à un ajournement de toute décision.

RENÉ TER STEEGE.

L'engin soviétique perdu au-dessus de la Finlande n'avait pas un comportement de missile de croisière dit-on à Helsinki

Helsinki (AFP). — Le missile soviétique qui s'est écrasé le 28 décembre en Finlande « n'avait pas un comportement de missile de croisière », a déclaré le général Jaako Valtanen, chef d'état-major finlandais, cité, mardi 15 janvier, de source autorisée finlandaise. Selon le général Valtanen, qui donnait, lundi, une conférence sur la défense, l'engin, qui venait de la mer de Barents et avait survolé auparavant le nord de la Norvège, volait à 7 000 mètres d'altitude lors de son entrée dans l'espace aérien finlandais, alors que les missiles de croisière sont appelés à évoluer normalement au ras du sol. Ces déclarations montrent que pour les militaires finlandais il s'agissait d'un missile utilisé comme cible volante plutôt que d'un tir d'essai de missile de croisière, estime-t-on dans les milieux informés.

En présentant les « regrets » de l'URSS à la Norvège et à la Finlande, rappellent-on, les ambassadeurs soviétiques dans les deux pays avaient employé des formulations différentes : celui en poste à Oslo avait expressément parlé de missile de croisière, son collègue à Helsinki n'avait fait état que de cible volante.

D'après des sources officielles norvégiennes, l'engin était un SS-N-3 Shaddock, selon l'appellation OTAN, modèle remontant à 1962. Ses débris n'ont pas été retrouvés et l'armée finnoise a mis fin aux recherches le 8 janvier.

STABILISATION DE L'INFLATION ISRAÏLIENNE EN DÉCEMBRE

Jérusalem (AFP). — Le blocage des prix et des salaires a permis une réduction spectaculaire de l'hyperinflation en Israël, qui a été « stabilisée » à 3,7 % en décembre contre 19,5 % le mois précédent, a annoncé, mardi le bureau central des statistiques.

Ce résultat enregistré au cours du deuxième mois du blocage constitue un « succès », ont souligné tous les partenaires sociaux. Cet indice est, en effet, le plus bas enregistré depuis six ans pour un mois de décembre.

Cette décélération a été obtenue grâce à l'accord tripartite signé au début de novembre entre le gouvernement, le patronat et la puissante centrale syndicale Histadrout, aux termes duquel la grande majorité des prix des biens et services sont bloqués pour trois mois.

Le numéro du « Monde » daté 16 janvier 1985 a été tiré à 441 732 exemplaires

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS À PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et rédaction du courrier
Permanence téléphonique / permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA / 296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

M. MITTERRAND A REÇU LE SÉNATEUR GARY HART

Le président Mitterrand a reçu, mardi 15 janvier, le sénateur Gary Hart, candidat à l'investiture du Parti démocrate lors de la dernière élection présidentielle américaine. A sa sortie de l'Élysée, le sénateur du Colorado a indiqué que la « très bonne discussion » qu'il avait eue avec le chef de l'État avait permis d'évoquer les négociations américano-soviétiques sur le désarmement, ainsi que la situation économique de la France.

M. Mitterrand s'est montré très optimiste sur l'avenir de la France. Je pense qu'il peut l'être », a déclaré M. Hart, qui a ajouté à propos du président de la République : « C'est un des chefs d'État les plus optimistes que j'ai eus l'occasion de rencontrer ».

Après son séjour à Paris, M. Hart, qui effectue une tournée européenne, doit se rendre à Zurich, à Moscou et à Genève.

Au Quai d'Orsay

TROIS ASSOCIATIONS DE PERSONNEL S'ÉLÈVENT CONTRE LA « RAPIDITÉ EXCESSIVE DES PROMOTIONS D'AGENTS AYANT SERVI À L'ÉLYSÉE OU À MATIGNON »

Trois associations du personnel du Quai d'Orsay viennent d'adresser à M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, une lettre protestant contre certaines promotions jugées « excessivement rapides et d'inspiration très « politique ». Il s'agit de l'Association professionnelle des agents diplomatiques et consulaires (APAD), de l'Association professionnelle des agents diplomatiques et consulaires d'Orient, et de l'Association des anciens élèves de l'École nationale de la France d'outre-mer.

Ces trois organisations écrivent notamment : « Certaines nominations intervenues depuis deux ans aux postes de direction les plus élevés du ministère des relations extérieures suscitent de graves inquiétudes parmi les personnels de cette administration. En particulier les plus récentes, qui ont promu deux agents ayant servi à l'Élysée, au poste de directeur des Français de l'étranger et des étrangers en France, l'autre au poste de directeur des affaires politiques, qui est le second dans la hiérarchie du ministère des relations extérieures, ont suscité de vives réactions. Elles ont conduit dans le fonctionnement du ministère (1). Succédant à la désignation d'un nombre important de non-diplomates à des postes d'ambassadeur et à des emplois de responsabilité à l'administration centrale, à l'ambassade de Paris, à la DGRST (2), ces mesures contribuent à affaiblir une administration dont les qualités principales ont, jusqu'ici, été le professionnalisme et le dévouement au service public, qualités que le président de la République a récemment rappelés de manière solennelle devant les corps constitués.

« Sans méconnaître le fait que les postes de direction sont pourvus à la discrétion du gouvernement, les associations professionnelles du ministère des relations extérieures expriment leurs très graves réserves devant de telles pratiques. La rapidité excessive des promotions d'agents ayant servi à l'Élysée, à Matignon ou dans des cabinets ministériels rend impossible toute politique cohérente et personnelle et aggrave, par conséquent, le déséquilibre actuel de la pyramide des âges des agents diplomatiques et consulaires. Elle suscite également un profond désarroi et une démobilisation de tous ceux qui ne voient pas dans ces nominations une justification objective fondée sur le seul mérite. Tout comme les nominations extérieures, cette politique risque enfin de discréditer l'image du ministère au dehors, et de porter gravement atteinte à l'efficacité de son action.

(1) Il s'agit, pour les affaires politiques, de M. Pierre Morel, jusqu'alors conseiller technique à l'Élysée, dont nous avons publié la notice biographique dans nos éditions datées du 5 janvier, et, pour les Français de l'étranger et des étrangers en France, de M. Bernard Garcia, qui avait été conseiller diplomatique de M. Pierre Mauroy à Matignon. Né en 1942, M. Garcia, d'abord enseignant, est entré à l'ENA par le « concours fonctionnaire » en 1972 et au Quai d'Orsay en 1974. Il a notamment été consul général à Bilbao de 1979 à 1981.

(2) Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques.

La Société des rédacteurs se prononce pour la candidature d'André Fontaine à la direction du « Monde »

La Société des rédacteurs du Monde, réunie en assemblée générale mardi 15 janvier pour élire un candidat à la succession d'André Laurens au poste de directeur-gérant du journal, s'est prononcée au premier tour de scrutin pour André Fontaine, rédacteur en chef. Sur 696 parts présentes ou représentées, André Fontaine en a obtenu 424 (60,9 %). Michel Tatu en recueillant 122 (17,5 %) ; 118 parts ont voté blanc, 28 ont été déclarées nulles, et un associé n'a pas pris part au vote.

Présentant sa candidature en début de séance, André Fontaine avait précisé que, s'il était élu, il comptait se faire assister dans sa tâche d'un rédacteur en chef : Daniel Vernet, actuellement chef adjoint du service étranger du Monde, et d'un correspondant en chef : Claude Sales, ancien journaliste au Point et ex-directeur de la rédaction de France-Inter. Le poste d'administrateur du journal serait confié à M. Bernard Wouts, directeur général unique de la SPER, Société de publications et d'éditions réunies (Agri-sept, Clair Foyer, Panorama).

« Dans un communiqué publié à l'issue de l'assemblée du 15 janvier, le conseil d'administration de la Société des rédacteurs estime que le choix d'André Fontaine « après un premier tour de scrutin, traduit la volonté de la Société des rédacteurs de mettre fin à une situation de crise et de s'engager rapidement dans la voie du redressement ».

Les banques allemandes s'élèvent contre toute hausse des taux

La Fédération des banques allemandes et l'Association des caisses d'épargne d'outre-Rhin (Sparkassen) ont mis en garde la Banque fédérale d'Allemagne contre tout relèvement des taux d'intérêt destiné à freiner la hausse du dollar.

Des rumeurs persistantes prêtent à la Banque centrale l'intention de relever son taux directeur (Lombard), fixé à 5,5 % depuis plus d'un an, lors de la réunion de son conseil jeudi 16 janvier. Ce relèvement aurait pour objectif d'offrir une rémunération plus attractive aux capitaux internationaux, qui peuvent obtenir un peu moins de 10 % à New-York contre 6 % à Francfort pour un placement à six mois. Il viserait, également, à ralentir la baisse du mark par rapport au dollar, qui, lundi 14 janvier à New-York, avait touché le cours de 3,20 DM, le plus élevé depuis mars 1973 pour refluer mardi à 3,18 DM.

La Banque fédérale, on le sait, était intervenue assez vigoureusement, à partir du 21 septembre dernier et tout au long du quatrième trimestre, pour défendre sa monnaie, avec quelque efficacité puisque le cours du dollar, qui avait atteint 3,18 DM le 21 septembre, était revenu en dessous de ce cours.

Au début de 1985 toutefois, face à une nouvelle poussée du dollar, la Banque centrale n'avait pas jugé bon d'intervenir, estimant que cette poussée ne s'effectuait pas dans le « désordre », mais était due à un mouvement ascensionnel lent et continu, donc très difficile à ralentir.

Cette fois-ci, on se demande ce qu'elle va faire, tout franchissement du cours de 3,20 DM pour 1 dollar étant considéré, outre-Rhin, comme de nature à déclencher une intervention quelle qu'elle soit.

Un relèvement des taux d'intérêt outre-Rhin aurait pour effet, selon les banques, de freiner la reprise de l'économie, encore fragile. De plus, estimant les milieux financiers internationaux, il faudrait qu'il soit assez important (de 1 % à 2 % minimum) pour exercer un effet quelconque. Enfin, la hausse du dollar a dopé l'économie allemande en favorisant les exportations : l'excédent commercial de la RFA a battu tous ses records en 1984 à 55 milliards de DM (167 milliards de francs).

F. R.

Sur le vif

Profession : tueuse

Elle est marrante, Yvette Roudy, je l'ai rencontrée, elle a un côté vraiment sympa, décontracté, franc de collier. Géniale, non, cette idée d'obliger les fermiers à faire de l'écolo, histoire de leur apprendre à bricoler, c'est pas trop tôt ! — à remettre les gens à leur place. Surtout la nuit, au coin des bois, au coin des rues. Et même en plein midi, en pleine cohue dans le métro, rien de tel qu'une bonne clé bien placée pour tasser les emmerdeurs.

Ce n'est pas une blague, les sports de défense font désormais partie des stages de formation professionnelle des filles, ils le disent, ce matin, à la radio. Ils disaient encore que Roudy s'était arrangée avec Chevènement pour nous donner une plus grande liberté d'accès à tous les métiers. Alors là, j'applaudis aussi. Des deux mains. Des mains entrainées à l'exercice, au judo, dès l'enfance. Je dis même avoir une médaille qui traîne quelque part.

A propos, vous avez vu ce mariage, ce regroupement entre la bande à Beauder et Action directe ? Ils ont fusionné. Il paraît que les CCC, les Cellules commu-

nistes combattantes belges, vont rejoindre le holding. Ça fait des débouchés en perspective. Parce que, s'il y a un boulot ouvert aux nerfs, c'est bien celui-là. Le Times de Londres a dressé la liste de toutes celles qui pourraient inscrire sur leur passeport, profession : tueuse. C'est impressionnant.

Vous savez que, en Allemagne de l'Ouest, on placarde un peu partout les photos des membres de la Fraction armée rouge recherchés par les flics. Chaque fois que j'y vais, je suis frappée : il y a de plus en plus de filles, il y en a même plus que de garçons. Des filles jeunes, fines, jolies. Très bon milieu. Excellente éducation. Familles aimantes, unies. Patty Hearst, riche héritière qui a travaillé dans la terreur, son mari, c'est plutôt le rêve.

Bon, mais enfin, on peut réussir dans cette voie sans éprouver, sans pistons. Il suffit de montrer assez de haine froide, de brutalité, de venin, de goût du sang, d'agressivité. Et ça, contrairement à ce qu'on croit, on en a. A revendre.

CLAUDE SARRAUTE.

en vrai bois nos éléments
Avec nos ensembles (en lettres) toutes les combinaisons sont possibles : rangement, armoires, bibliothèques, secrétaires, etc. Style ou contemporain, toutes essences.
CAPÉLOU
37 Av. de la République - PARIS 11^e - Métro Parmentier - Tél. 357.46.35

EN AVANT LA MUSIQUE AVEC VOTRE ORDINATEUR